

d'Lëtzeburger **Land**

WELT

Epidemie der Einsamkeit

Die Pandemie verursacht psychisches Leid. Besonders betroffen sind Menschen, die eine psychische Vorerkrankung haben

Dans l'œil du cyclone

Hitec, la PME à l'origine du projet polémique de satellite d'observation Luxeosys, en proie à des déboires judiciaires

Going, Going, Gone

Guardian Luxguard a éteint son four de verre plat à Dudelange – 200 emplois sont menacés

Photo : Misch Pautsch

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#35 67. Jahrgang 28. August 2020



5 453000 174663



2 0 0 3 5

4,00€





Usine de verre plat Luxguard II dans la zone industrielle entre Bettembourg et Dudelange

Going, Going, Gone

Bernard Thomas

Franz le Fataliste Le 18 juin, le ministre de l'Économie, Franz Fayot (LSAP), montait à la tribune du Parlement pour relater « un moment peu réjouissant de l'histoire de l'industrie luxembourgeoise ». Répondant à une question urgente sur la fermeture de l'usine de verre plat Luxguard II, située à mi-chemin entre Bettembourg et Dudelange dans la zone industrielle Wolser, Franz Fayot prenait un air défaitiste : « Prise sur des critères de rentabilité », la décision de Guardian serait « absolument regrettable », mais fournirait un exemple que les groupes internationaux ne « font pas de cadeaux ». De la part du ministre socialiste, on n'entendit pas de condamnation ferme de cette casse sociale dans une entreprise qui reste pourtant profitable. Car, d'après les bilans déposés au Registre du commerce, Luxguard II continuait à faire des profits : 1,9 million d'euros en 2016, 3,2 millions en 2017, 1,8 million en 2018, 2,6 millions en 2019, le tout après impôts.

La veille du discours du ministre, les délégués du personnel de Luxguard avaient été conviés à une réunion de « consultation » par la direction. Médusés, ils lisaient sur le premier *slide* de la présentation Powerpoint : « Refroidissement du four de Dudelange ». Les sites de Dudelange et de Bascharage fusionneront deux semaines plus tard. Quelque 200 ouvriers spécialisés se retrouveront dégradés au rang de redondants, menacés de licenciement. Ils avaient pourtant gardé espoir que le groupe Guardian maintienne leur site et fasse les investissements nécessaires. Puis était venu le grand confinement. Alors que l'usine de Bascharage (Luxguard I) continuait à produire, celle de Dudelange (Luxguard II) était mise en veille dès mars, la température du four baissée au minimum. Le gigantesque four de fusion, qui transforme du sable en verre et dont les dimensions correspondent à peu près à celles d'une piscine olympique, ne redémarrera plus. Des dommages irréversibles sont apparus, a fait savoir la direction qui a depuis opéré à un refroidissement du four. Seul le laminoir est maintenu, pour l'instant.

« **Jobs pour frontaliers** » Les 201 salariés menacés par ce « cool down » sont dans leur grande

Franz Fayot semble lentement se résigner à son nouveau rôle de commis-voyageur tenu avant lui par Poos, Goebbels, Krecké et Schneider, « une succession de ministres socialistes à l'Économie », disait-il encore en octobre 2018 au *Quotidien*, qui aurait imprimé « une image trop libérale » au parti

majorité des frontaliers français et belges. Vincent Colin, le président de la délégation du personnel (OGBL), est conscient que lorsqu'il parle d'industrie à un public luxembourgeois, il évoque un monde devenu étranger à la plupart de ses auditeurs. Son argumentaire, il l'a donc recentré sur « les impôts et les cotisations fournis au gouvernement » : « Sinon, comment on fera pour payer les fonctionnaires luxembourgeois ? Le tissu industriel est en train d'être anéanti. À un moment ou un autre, on va faire quoi au Luxembourg ? On va être un pays de consommateurs avec des fonctionnaires publics ? Il faut se réveiller ! »

L'annonce de la fermeture de Luxguard II aura peu ému le monde politique. Dans *Jenseits von Kohle und Stahl* (Suhrkamp, 2019), l'historien Lutz Raphael évoque un « Unsichtbarwerden von Problemwahrnehmungen und Erfahrungen » du milieu ouvrier en Europe, forcément « crépusculaire » ou « ringard ». Cette tendance se retrouve exacerbée au Grand-Duché où, depuis les années 1990, l'industrie manufacturière est devenue le domaine quasi-exclusif des immigrés et des frontaliers. En 2018, en pleine polémique sur l'installation de l'usine Page dans la zone industrielle Wolser (non loin du site actuel de Luxguard II), le ministre vert François Bausch estimait que les emplois qui y seront créés se retrouveront « probablement occupés à cent pour cent par des frontaliers ». Et de continuer : « Les frontaliers sont importants et fournissent une contribution extrêmement précieuse à notre économie nationale, mais nous ne sommes pas obligés de créer des jobs pour eux ».

Pour cent millions d'euros de plus Tournant 24 heures sur 24, sept jours sur sept, le four de fusion de Dudelange fait dix mètres de large sur cinquante mètres de long. Il engloutissait 4 500 mètres cubes de gaz par heure, soit l'équivalent de la consommation de la moitié de la Ville d'Esch-sur-Alzette, écrivait *Le Quotidien* en 2017. (Contacté, Encevo a refusé de livrer des informations sur la consommation de Luxguard.) Pour faire face à une soudaine interruption d'approvisionnement, l'usine stockait 275 tonnes de butane liquide à Dudelange. Pour continuer la production à Dudelange, il aurait fallu que la multinationale américaine investisse quelque 90 millions d'euros dans la construction d'un tout nouveau four, un outil de travail qui doit être remplacé de A à Z tous les vingt ans. En 2012 déjà, le ministre de l'Économie avait dû faire en urgence un aller-retour chez la direction états-unienne de Guardian pour y quémander dix millions d'euros nécessaires aux réparations du four de Dudelange. Le ministre avait obtenu un sursis, le four fut rafistolé. On avait espéré que cette solution provisoire allait tenir six ans, le four en aura finalement tenu huit.

En mai 2018, la date d'expiration du four se rapprochant, Etienne Schneider avait visité de nouveau le « most senior management » de Guardian dans son QG d'Auburn Hills. On aurait échangé sur des futurs programmes d'investissement « to foster Guardian's footprint in Luxembourg », telle était la formule vague retenue dans le communiqué officiel. Il est difficile de dater le moment où l'instruction de fermer Luxguard II a été donnée. À la Chambre, Franz Fayot disait que l'avant-dernière fois qu'il avait évoqué le dossier avec des responsables de Guardian, soit le 23 avril, donc en plein confinement, la décision n'aurait pas encore été prise. Ce qui a mené le ministre de l'Économie à identifier la pandémie comme cause de décès : « C'est la première victime industrielle de la crise du coronavirus ».

Ce certificat de décès a été établi un peu hâtivement. Car dans une interview accordée la semaine dernière au *Tageblatt*, Guus Boekhoudt, qui supervise les opérations de Guardian en Europe, en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique, estimait que la fermeture n'aurait « rien à voir avec les récentes évolutions » ; même sans pandémie, les surcapacités actuelles auraient rendu difficile à justifier le maintien de deux lignes de production au Luxembourg. Alors que l'usine Luxguard I produit principalement du verre plat lambda pour le secteur de l'immobilier résidentiel français, allemand, belge et néerlandais, elle se targue également d'exporter du verre à haute valeur ajoutée jusqu'à Dubaï où du verre *made in Bascharage* fut utilisé pour recouvrir la façade de l'insensée tour Burj Khalifa. Il serait « fermement convaincu » qu'une ligne de production « aura un avenir », affirmait Boekhoudt, sans pour autant vouloir donner une garantie qu'un des deux fours sera reconstruit : « Le marché est plein d'incertitudes ». Or, certitude il y a : Démarré en mars 2003, le four de Bascharage atteindra sa fin de cycle d'ici l'hiver 2022/2023.

Birth of a Salesman Après un long silence, le ministre de l'Économie, Franz Fayot, semble se réveiller. Ce lundi, après une entrevue que lui avaient demandée les délégations du personnel et qui aura duré deux heures, il a fini par se fendre d'un communiqué

dans lequel il dit « s'apprêter à encourager » Guardian « à garder voire à consolider » son empreinte industrielle au Luxembourg, et ceci « moyennant différents régimes d'aide ». Le ministre promet qu'il se rendra aux États-Unis pour y rencontrer les dirigeants du groupe, « dès que la situation le permet ». L'ancien espoir de la social-démocratie semble se résigner à son nouveau rôle de commis-voyageur auprès du grand capital. Il avait été tenu avant lui par Poos, Goebbels, Krecké et Schneider, « une succession de ministres socialistes à l'Économie », disait-il encore en octobre 2018 au *Quotidien*, qui aurait imprimé « une image trop libérale » au parti.

Les prédécesseurs de Franz Fayot avaient toujours veillé à soigner leurs relations avec William « Bill » Davidson, le patriarche de Guardian Industries, propriétaire des Detroit Pistons et « grand philanthrope », mort en 2009. De son vivant, le Luxembourg l'ensevelira sous une avalanche d'honneurs de pacotille : grand officier de l'Ordre du Mérite, commandeur de l'Ordre de la Couronne de Chêne, consul honoraire pour l'État du Michigan. En 2004, le prince héritier, quatre ministres en fonction et deux anciens ministres s'étaient envolés pour New York pour remettre un « business award » à l'industriel alors octogénaire. En 1980, sur invitation du grossiste de verre plat et « troublemaker » luxembourgeois Ferdinand Kohn, le PDG de Guardian Industries avait érigé une première ligne de production en Europe, plus précisément à Bascharage. En pleine crise sidérurgique, le gouvernement luxembourgeois était heureux d'accueillir le *newcomer* américain, et prêt à le protéger des pressions diplomatiques et économiques qu'exerçaient Londres et Paris dans le but de défendre leurs industries de verre séculaires. En 1988, l'usine de Dudelange sera construite, un investissement industriel estimé à l'époque à quatre milliards de francs luxembourgeois. Dorénavant, l'expansion européenne du groupe, qui y compte des fabriques en Espagne, Allemagne, Hongrie et en Pologne, sera pilotée depuis le Luxembourg.

Alors que William Davidson restait lié au Grand-Duché par cette épopée industrielle, la perspective

Guardian Luxguard a éteint son four de verre plat à Dudelange. 200 emplois sont menacés



de retisser de tels liens de connivence avec le nouveau propriétaire, le Tycoon du pétrole Charles G. Koch, semble illusoire. En 2012, lui et son frère David Koch (décédé l'année dernière) ont fait leur entrée dans le capital de Guardian à hauteur de 44,5 pour cent. Cinq ans plus tard, ils prennent le contrôle du groupe en rachetant les 55,5 pour cent d'actions restantes. Dès les années 2000, Koch Industries entretenaient des holdings dans la juridiction luxembourgeoise pour y optimiser leurs impôts – en passant notamment par le régime de la propriété intellectuelle, l'arme de défiscalisation massive de l'ancien arsenal grand-ducal. Déjà présente au Luxembourg via John Zink International, Koch Industries a depuis étoffé sa présence. Depuis 2013, le conglomérat concentre une partie de ses activités européennes de trésorerie à la Cloche d'Or. Les frères Koch sont la bête noire des milieux progressistes américains. Libertariens « free market », ils comptent dès 1991 parmi les principaux financiers du négationnisme climatique, et leur puissante machine de donations et de lobbying aura significativement radicalisé la position du Parti républicain sur la question.

Vents mauvais Dans un rapport publié en 2014, l'Agence européenne pour l'environnement avait classé Luxguard au premier rang des entreprises les plus polluantes du Luxembourg. Entre 2008 et 2012, les usines de Dudelange et de Bascharage auraient causé entre 140 et 380 millions d'euros (selon la méthode de calcul que l'on retient) en dommages sanitaires et environnementaux. Depuis lors, suite aux pressions du gouvernement, Luxguard a installé de nouveaux systèmes de contrôle des émissions polluantes, notamment des dioxydes d'azote et oxydes de soufre. « Il a fallu insister un peu », confiait la ministre de l'Environnement, Carole Dieschbourg (Déi Gréng), en novembre 2017 au *Quotidien* lors de l'inauguration officielle des nouveaux filtres à Luxguard II. À peine deux ans et demi plus tard, l'usine arrête sa production. Pour le seul site de Dudelange, l'investissement se montait à 5,8 millions d'euros, une somme qui aurait été

« subventionnée par l'État », rappelait Franz Fayot en juin au Parlement.

Selon les derniers chiffres de la Commission européenne, l'usine Luxguard II se situait à la quatrième position des plus importants émetteurs de CO₂, avec 114 000 tonnes. (Les cimenteries Cimalux mènent ce classement avec 632 000 tonnes de CO₂ émises.) Ces gaz à effet de serre seront dorénavant produits par les fabriques de Guardian en Pologne et en Hongrie. Un bilan climatique auquel il faudra ajouter les émissions du trafic routier pour acheminer les produits vers l'Ouest.

Go East En octobre 2018, le premier coup de pelle fut donné pour une nouvelle ligne de production de verre à Cząstochowa, au Sud de la Pologne, en présence de l'ambassadeur du Grand-Duché qui soulignait « le rôle croissant des firmes luxembourgeoises pour la création d'emplois en Pologne ». L'usine qui a coûté quelque 250 millions d'euros est devenue opérationnelle fin juillet, soit au même moment où le four de Dudelange s'éteignait. D'ici la fin de l'année, une nouvelle ligne de production ouvrira à Orosháza en Hongrie. En 1991, la multinationale américaine y avait, via son QG européen au Luxembourg, investi 115 millions de dollars pour moderniser des anciennes lignes de fabrication. Les discussions avaient débuté en 1986 avec les bureaucrates adeptes du « socialisme du goulasch ». L'Administration des contributions directes avait fait le déblayage fiscal en négociant un traité de non double imposition avec la République de Hongrie, qui passera par le Parlement dès juillet 1990.

À Dudelange et à Bascharage, les délégués du personnel se voient comme victimes d'une délocalisation larvée vers l'Europe de l'Est. Dans ses interviews accordées à la presse luxembourgeoise, Guus Boekhoudt se défend de ce reproche qu'il qualifie d'« interprétation totalement fautive » : Pour faire sens économiquement, la distance pour acheminer du verre plat au client ne devrait pas dépasser les 400 kilomètres, les coûts de transport étant « très

élevés ». Or, la fabrique polonaise se trouve à 1 200 kilomètres de distance.

Le secteur du verre européen a pourtant connu un déplacement de son centre de gravité : la construction de fenêtres en aluminium et en PVC s'est en large partie transplantée vers l'Est. Ainsi en juin 2020, Norbert Keller et Aluzare, deux sociétés spécialisées dans la construction de vitres coulissantes et la menuiserie aluminium, ont été déclarées en faillite, laissant 150 salariés sur le carreau. Le constructeur polonais Drutex apparaît comme la nouvelle hantise de la branche. Ce producteur de châssis et de fenêtres démarche activement des clients en Allemagne et au Luxembourg en garantissant une livraison dans un délai de sept jours chrono grâce à une flotte de 300 camions.

Le couperet Avec trois sites de production, une entreprise de transports et un centre de recherche, Guardian Luxguard comptait parmi le « top 15 » des principaux employeurs durant les années 1990. L'industrie du verre était alors considérée comme « un des piliers importants de l'économie nationale », notait le *Land* en 1992. Vincent Colin, qui a commencé à travailler dans l'usine de Bascharage en 1994, se rappelle y avoir rencontré « une mentalité américaine » qu'il décrit comme un mélange entre culture familiale et barbecues d'un côté, et barrières hiérarchiques et disciplinaires de l'autre.

En mars 2016, les bureaux flambant neufs de Guardian sont inaugurés à Bertrange. Environ 120 employés y gèrent les activités européennes du groupe. Etienne Schneider profite de l'occasion pour exprimer sa reconnaissance pour « la confiance et de l'amitié » dont auraient témoigné les dirigeants et actionnaires de Guardian. Des deux usines luxembourgeoises, les commerciaux, gestionnaires et comptables démenageaient dans le nouveau QG. Le délégué syndical Vincent Colin y voit le début d'une stratégie visant à « séparer » employés et ouvriers et à en finir avec l'autonomie des sites : « Nous n'avions plus la maîtrise sur les

Vincent Colin, président de la délégation chez Luxguard, est conscient que lorsqu'il parle d'industrie à un public luxembourgeois, il évoque un monde devenu étranger à la plupart de ses auditeurs. Son argumentaire, il l'a donc recentré : « Sans industrie, comment on fera pour payer les fonctionnaires luxembourgeois ? »

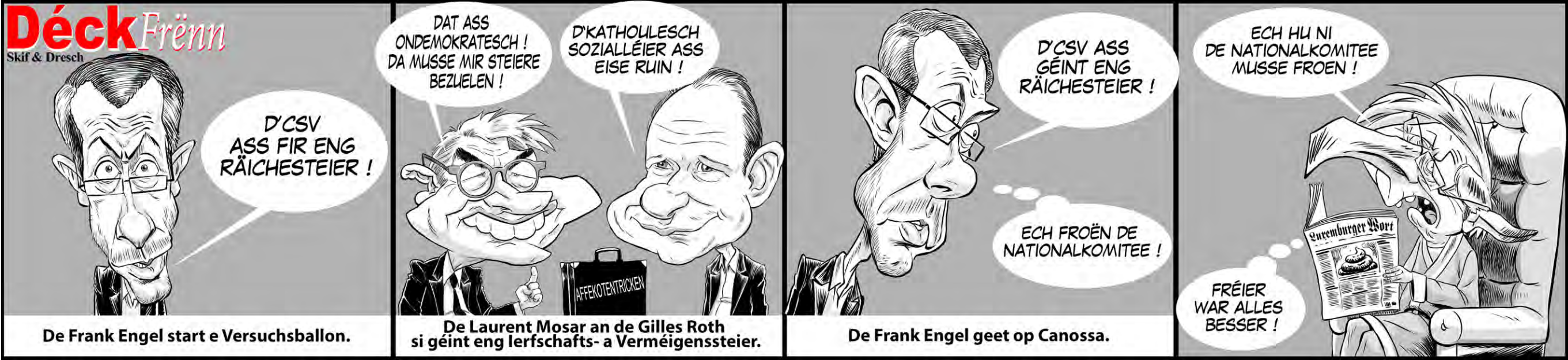
ventes et les achats, nous n'étions plus que des unités de production ».

Les salariés de Luxguard traversent une période anxiogène. Les trois-quarts des ouvriers de l'usine de Dudelange n'y ont plus mis les pieds depuis le confinement de la mi-mars et sont toujours au chômage partiel. Ils se retrouvent isolés chez eux « dans l'incertitude et dans l'attente », dit le délégué syndical Gabriel Bettembourg. Alors que la crise économique à venir s'annonce comme la pire depuis la Grande Dépression, ce n'est pas le moment de tomber dans le chômage. La perspective qui s'ouvre aux licenciés de Luxguard est celle d'une succession de jobs en

intérim. Dans certains départements de Luxguard Bascharage, dit Vincent Colin, des ouvriers se seraient vu dire qu'ils risqueraient de se faire remplacer « par ceux de Dudelange ». Il relate une conversation téléphonique qu'il a eue avec un collègue : « Le chef de service l'a menacé qu'il serait dans la liste [du plan social] à 80 pour cent parce qu'il n'aurait pas travaillé assez vite. C'est une forme de menace pour faire travailler les gens plus vite et seul. C'est inacceptable, c'est même honteux ».

En 2012, la direction de Luxguard avait fait une proposition que l'OGBL avait jugée indécente : des investissements dans l'outil de production contre une réduction des salaires de trente pour cent. La délégation à Dudelange avait organisé un référendum auprès des salariés qui rejetaient le *deal* à une majorité de 80 pour cent. La direction réagissait promptement en faisant délivrer un courrier par voie express aux domiciles de tous ses ouvriers. Dans cette lettre, elle comparait les montants des salaires réduits à ceux des allocations de chômage. Intimidés, les salariés finissaient par plier : dans un second référendum, deux-tiers acceptaient la proposition, et donc une réduction de salaire (qui finira par être de treize pour cent). Pour l'OGBL, qui tient en horreur ce genre de précédent, ce fut une couleuvre difficile à avaler.

Huit ans plus tard, alors que les nouvelles négociations viennent de débiter, le syndicat joue des muscles dans cette entreprise qui compte un haut taux de syndicalisation, et promet de « ne pas se vendre au prix le moins cher ». À une direction de Guardian qui préférerait des licenciements secs, le syndicat tente d'imposer un plan de maintien dans l'emploi « digne ». Le ministre du Travail, Dan Kersch (LSAP), et le ministre de l'Économie, Franz Fayot, ont publiquement signalé soutenir les syndicats dans cette démarche généralement peu appréciée par les firmes américaines. « S'ils nous retranchent vers un plan social, prévient Vincent Colin, on sera obligé de lancer des actions fortes, quitte à ne pas respecter les délais de la conciliation. On les fera alors dans l'illégalité. »



Édito

Real life check

josée hansen

Quelle bourde ! Mais alors quelle bourde que la sortie impromptue de Frank Engel dans les médias (*Reporter.lu* et *RTL*) la semaine dernière sur la nécessité de réfléchir à l'introduction d'un droit de succession en ligne directe et d'un impôt sur la fortune. Pourtant, pour affronter un gouvernement DP/LSAP/Déi Gréng, dont les conseillers politiques ont appris le métier en regardant *West Wing* et *Borgen*, le CSV a choisi l'année dernière l'expérimenté Engel à la présidence, au détriment de la fraîcheur insouciance de Serge Wilmes. À 45 ans, le juriste Engel a travaillé pour Jacques Santer et fut secrétaire du groupe parlementaire du CSV durant les années 2000, lorsque le parti de Juncker était au zénith. Il préside alors le très libéral Cercle Joseph Bech, qui se veut *think tank* enrichissant le débat au sein du CSV, puis part représenter le Luxembourg pour deux mandats au Parlement européen (où il agissait également en électron libre). Depuis son retour au Luxembourg et après avoir obtenu la présidence du parti, qu'il doit l'assurer sans mandat électif, Engel tente d'exister. Il se croit libre-penseur comme Juncker, dont tout le monde admira les sorties de « dernier marxiste » à l'époque – sauf qu'il n'est pas Juncker.

Frank Engel semble avoir oublié quel parti il préside et qui sont ses électeurs. Le parti chrétien-social est désormais sous la barre des trente pour cent, comme avant le phénomène Juncker, et est porté par une population âgée dans les régions rurales du Nord

et de l'Est surtout. Soit les propriétaires qui veulent léguer un lopin de terre ou leur maisonnette à leurs enfants et petits-enfants. Y évoquer l'introduction d'un droit de succession en ligne directe et la réintroduction de l'impôt sur la fortune est un suicide politique, on le soupçonna même de vouloir faire harakiri. Les députés CSV Gilles Roth et Laurent Mosar avaient dépecé l'alors député socialiste Franz Fayot pour la même idée il y a deux ans. Engel aime à se positionner comme agent provocateur sur les sujets délicats et avait promis au CSV que le parti deviendrait « cool ». Si Engel est applaudi par la gauche et certains jeunes commentateurs sur les réseaux sociaux, c'est parce qu'il a abordé cette fracture fondamentale qui traverse actuellement le pays entre ceux qui possèdent des biens immobiliers et ceux qui se rendent compte que, même en travaillant dur, ils n'y accéderont jamais, au rythme où se développent les prix. Son problème est qu'il a fait cette sortie tout seul, sans toucher mot à ses collègues en interne, et encore moins à la base du parti. Et cette base, élus comme délégués, se sent tenue par le programme électoral de 2018, qui exclut expressément de tels impôts (« eine Erbschaftssteuer in direkter Linie ist für die CSV kein Thema », p.7).

Frank Engel a dû passer la pire semaine politique de sa vie : appelé à démissionner par le *Luxemburger Wort*, forcé d'envoyer un bref communiqué du CSV pour se

contredire lui-même, exposé au ridicule en public (les autres partis n'aiment rien tant que de se moquer de cet ancien grand parti complètement désorienté), forcé à faire amende honorable d'abord devant une trentaine de représentants du conseil national durant une réunion vidéo mardi soir, puis par deux interviews consécutives à la *Radio 100,7* et *RTL Radio Lëtzebuerg* mercredi matin. (Et encore, ce n'est que la partie visible des réactions qu'il a reçues). Désavoué en public, il est forcément affaibli en interne, mais il n'a pas démissionné pour autant. Lors d'un congrès national qui aura lieu le 17 octobre, il veut mettre en place des groupes de travail qui élaboreront des positions communes et consensuelles en interne sur les sujets qui lui sont chers – le logement, l'éducation, le social, la politique fiscale – et a promis de ne plus exprimer son opinion personnelle en public.

Engel n'est pas con, loin de là. Mais son amateurisme a néanmoins surpris. Frustré d'être invisible, il a voulu occuper le calme plat de l'été comme le fit jadis avec constance Robert Goebbels (LSAP). Et peut-être lancer un pavé dans la marre, alors que la grande réforme fiscale de Pierre Gramegna (DP) fait l'Arlésienne. Mais comme il s'y est pris, il aurait tout aussi bien pu se mettre tout nu sur le Knuedler un jour de marché et crier au feu.

Von 36 849 Covid-19-Tests waren vergangene Woche 334 positiv. Darunter 271 Tests an Ansässigen, was 43,28 Infizierten auf 100 000 Einwohnern entspricht und Luxemburg wieder näher an jenen Wert von 50 pro 100 000 rückt, ab dem ausländische Behörden wie das Robert-Koch-Institut den Titel „Risikogebiet“ vergeben. In der vorvergangenen Woche wurden 32,58 Infizierte auf 100 000 Einwohner gezählt, worauf die deutsche Regierung am 19. August die „Reisewarnung“ für Luxemburg aufhob. Unterdessen aber nimmt auch in Deutschland die Zahl neuer Fälle zu, und nicht nur dort. Offenbar trägt die Urlaubssaison dazu bei, das Coronavirus über weite Teile Europas zu verteilen. In Luxemburg ist derzeit jeder zweite Infizierte ein Urlaubsrückkehrer. pf

Sven Becker



blog

Personale

Gesellschaft

Schule

Soziales

Soziales

Wirtschaft

Hansjörg Reimer,

Unfallchirurg und Sportmediziner, gibt kommenden Montag das Amt des Generaldirektors des Centre hospitalier Emile Mayrisch ab und arbeitet dort als Belegarzt weiter. In einer gemeinsamen Erklärung mit Georges Mischo, Escher CSV-Bürgermeister und Chem-Verwaltungsratspräsident, gab Reimer an, Grund für die Demission sei, dass er nicht Vollzeit als Direktor habe arbeiten wollen, weil ihm das zu wenig Zeit gelassen hätte, um als Arzt tätig zu sein. Reimer hatte seit dem Weggang des Medizinischen Direktors des Chem, Claude Birgen, auch dessen Posten inne. So dass sich ab Montag eines der größten Spitäler des Landes in der ungewöhnlichen Situation befindet, keinen einzigen Arzt in seinem Direktionskomitee zu haben. Das Generaldirektorenamt übt ab Montag Verwaltungsdirektor Daniel Cardao kommissarisch aus, bis Reimers Nachfolger gefunden ist. Der Präsident des Ärztterates des Chem, Serge Meyer, wird Cardaos medizinischer Berater. Bis zum Redaktionsschluss hatte das Gesundheitsministerium nicht offiziell auf die Anfrage des *Land* reagiert, ob die Chem-Führungsstruktur von ihm genehmigt und womöglich zeitlich befristet wurde. Dem Vernehmen nach wurde aber mit dem Ministerium vereinbart, dass die Posten von Medizinischem und Generaldirektor zur gleichen Zeit neu besetzt werden sollen und Meyers Berateramt dem des Medizinischen Direktors nahekommmt. Dass ein Direktor, der kein Arzt ist, Interim-Generaldirektor sein kann, ist im Spitalgesetz vorgesehen und war im CHNP eine Weile der Fall. pf

Einsame Singles

Zwei von drei Phasen der Online-Befragung *Come-Here* der Uni Luxemburg zu psychologischen Folgen des Corona-*Lockdown* sind abgeschlossen. Die Längsschnittstudie unter Leitung der Professor/innen Claus Vögele (Klinische Psychologie), Conchita d'Ambrosio (Wirtschaftswissenschaften) und Samuel Greiff (Psychologie) vergleicht die Auswirkungen der *Lockdown*-Maßnahmen auf das menschliche Wohlbefinden in sechs Ländern: Luxemburg, Frankreich, Deutschland, Italien, Spanien und Schweden. Rund 200 Fragen an die rund tausend Teilnehmenden je Land zwischen März und April zur Person, zu Leben und Alltag während des Corona-Pandemie sowie Gesundheitsaspekten wie Schlaf, Depressionen, Widerstandskraft wurden bisher analysiert: Demnach waren Depression und Angstzustände in Italien, Spanien und Luxemburg stärker verbreitet, für Luxemburg beobachteten die Forschenden jedoch „einen umgekehrten U-Kurvenverlauf“: Vor allem Menschen mittleren Alters berichteten von verstärkter Depressivität und Ängstlichkeit. Zudem taten sich Singles mit dem *Lockdown* anscheinend schwerer: „Menschen, die ohne Beziehung sind, geschieden sind oder von ihrem Partner räumlich getrennt leben, berichten häufiger von Einsamkeit“ sagte Claus Vögele dem *Land*. Eine mögliche Erklärung: Eine „im Alltag gelebte Erziehung“ schütze offenbar vor negativen Folgen des *Lockdown* wie Einsamkeit, Niedergeschlagenheit oder Stress. Erste Ergebnisse der zweiten Phase sind für den Herbst geplant. ik

Unterricht nach Plan



Auch die Europaschulen in Luxemburg werden im September wieder starten – mit Unterricht nach Plan. Sogar Schwimmunterricht und Kantinenutzung sollen unter noch zu bestimmenden Auflagen wieder möglich sein. Nur Kinder, die zur Risikogruppe zählen oder für die ein Covid-19-Verdacht besteht, können respektive müssen gegen Vorlage eines ärztlichen Attests zuhause bleiben. In allen Gebäuden gelten Hygienemaßnahmen wie im Mai beschlossen: Alle Schüler und Lehrer (außer die des Kindergarten-Zyklus) sind gehalten, ihren Mund- und Nasenschutz immer (auch im Klassensaal) aufzubehalten, sich regelmäßig die Hände zu waschen und sich ohne Berührung zu begrüßen. Eltern haben weiterhin keinen Zutritt zu den Gebäuden, wobei für Mütter und Väter von Kindern im Kindergartenalter noch nach einer zufriedenstellenden Lösung gesucht wird. Klassenfahrten sind fürs erste Halbjahr abgesagt, der Schultransport soll aber normal anlaufen (Foto: sb). ik

Rentner ohne Sorge?

Nachdem LSAP-Sozialminister Romain Schneider letzte Woche im *Tageblatt* versichert hatte, trotz Corona-Krise würden zum 1. Januar die Renten erhöht, gab er dem ADR-Abgeordneten Fernand Kartheiser auf eine parlamentarische Anfrage hin Bescheid: „D'Pensionne ginn also em 1,3 Prozent an d'Luucht den 1.1.2021.“ Er sagte aber auch: Eine Kürzung wegen der Pandemie sei „aktuell nicht vorgesehen“. Denn es ist nicht ausgeschlossen, dass es 2022 so weit wäre. Seit der Pensionsreform von 2012 wird unterschieden zwischen der Anpassung neuer Renten an die Reallohnentwicklung von vier Jahren zuvor und der Anpassung der bestehenden Renten an die Entwicklung von zwei Jahren zuvor. Falls die Reallohne im Pandemiejahr 2020 sinken oder stagnieren, wirkte sich das auf die Anpassung der bestehenden Renten zum 1. Januar 2022 aus. Doch das wäre auch eine politische Frage: 2013 war für das Jahr zuvor ein Reallohnrückgang gegenüber 2011 ermittelt worden. Er hätte 2014 zur Kürzung der bestehenden Renten um vier Promille führen müssen. Doch die frisch ins Amt gekommene DP-LSAP-Grüne-Regierung wollte das nicht, änderte das Pensionsreformgesetz ein wenig und ließ die normalerweise jährlich fällige Anpassung der bestehenden Renten ausfallen. Eigentlich ist das eine „Stellschraube“ für die Zeit, da die Rentenkasse sich leert. 2013 wurde die Anpassung um ein Jahr verschoben, mit der wieder positiv gewordenen Reallohnentwicklung verrechnet und es gab im Jahr danach eine Erhöhung. Gut möglich, dass die Regierung sich an diesen Kniff erinnert. pf

Ausnahme fürs Homeoffice

Noch rechtzeitig ehe am 31. August die bilateralen Ausnahmeregelungen über Telearbeit während der Corona-Krise außer Kraft getreten wären, wurden sie Anfang dieser Woche mit Belgien und Frankreich verlängert. Eigentlich können französische Grenzpendler während höchstens 29 Tagen im Jahr, belgische während höchstens 24 Tagen, von ihrem Wohnsitz aus für einen Luxemburger Arbeitgeber im *Homeoffice* tätig sein, ohne dass ihr Arbeitseinkommen auch im Wohnsitzland besteuert wird. Während das Luxemburger Finanzministerium mit Belgien und Frankreich eine Verlängerung der Corona-Ausnahmen für Telearbeit bis zum 31. Dezember ausgehandelt hat, verlängert sich die Ausnahme für deutsche Grenzpendler automatisch von Monat zu Monat, sofern nicht einer der beiden Staaten die Abmachung einer Woche vor dem Monatsletzten kündigt (Foto: sb). pf



En trompe l'œil

Les fonds vont mieux. L'économie repart. Tels sont en substance les messages véhiculés cette semaine par, respectivement, la Commission de surveillance du secteur financier et le Stater. Le régulateur financier a annoncé lundi que l'encours des organismes de placement collectif luxembourgeois dépassait, avec 4 617 milliards d'euros fin juillet, dépassait de quasiment trois pour cent le volume affiché douze mois auparavant. Sur un mois, la variation de 0,7 pour cent tient pour 0,67 pour cent à de l'argent frais injecté dans les fonds, et pour une infime partie (0,03 pour cent) à un effet de marché, signe que la confiance en l'avenir et en la place luxembourgeoise prévaut. L'institut national de la statistique informe lui mardi de signes annonciateurs de reprise après un mois d'avril catastrophique. La production industrielle a progressé de 5,7 pour cent en mai. L'indice de confiance des entreprises reprend de la vigueur de mai à juillet. Les ventes de voiture ont augmenté de quinze pour cent en juillet par rapport à la même période en 2019. Le Stater renseigne néanmoins sur la précaution requise pour lire ces indicateurs. Il s'agit essentiellement d'un rebond technique lié à une reprise mécanique de l'économie après une mise à l'arrêt de nombreux secteurs avec le confinement lié au Covid-19. L'enquête sur le crédit bancaire réalisée en juillet a elle révélé un durcissement des conditions d'octroi de crédits « en raison des perspectives économiques moroses ». pso

Un entretien avec le ministre des Affaires étrangères et de l’Immigration Jean Asselborn (LSAP)

L’Europe, les frontières et un virus

Interview : Josée Hansen

d’Land : *Pour faire face à l’arrivée du coronavirus en Europe et en freiner la propagation, le Luxembourg a décrété l’état d’urgence dès le 16 mars et confiné la population durant presque deux mois, jusqu’à la mi-mai. C’était alors une action sinon coordonnée, au moins parallèle avec nos pays-voisins. Mais contrairement à la France, la Belgique et, surtout, l’Allemagne, le Luxembourg n’a jamais fermé ses frontières. Pourquoi ?*

Jean Asselborn : La réponse est aussi simple que pragmatique : Parce que nous aurions étouffé alors... Il serait utopique de croire que nous pourrions habiter dans nos seuls 2 500 kilomètres carrés. Vous savez, vers 1900, le Luxembourg comptait en tout et pour tout 200 000 habitants, alors qu’aujourd’hui, 200 000 travailleurs traversent tous les jours nos frontières. Si on les avait fermées, ils n’auraient plus pu venir travailler dans nos maisons de soins, nos hôpitaux, nos commerces. Le 17 mars, l’Union européenne a décidé la fermeture de ses frontières extérieures, et au début, j’en étais rassuré en me disant que cela impliquait que les frontières intra-européennes allaient rester ouvertes. Eh bien, pas du tout. Je me souviens des soirées passées ici jusqu’à tard, avec mon équipe, pour mettre en place un système de laisser-passer pour les frontaliers, pour qu’ils puissent continuer à travailler.

Alors que Bruxelles et Paris restreignaient la liberté de circuler de leur population sur tout leur territoire, l’Allemagne a carrément réinstauré des contrôles à ses frontières. Cette restriction de la liberté de circuler, et la facilité avec laquelle cela a pu se faire, a choqué les habitants des deux côtés des frontières, qui se sont rappelées les heures sombres d’il y a 80 ans. Vous avez toujours mis en garde devant la rupture symbolique de cette fermeture. Combien d’efforts diplomatiques ont été nécessaires pour rétablir la libre-circulation ?

J’ai été touché par les récits des habitants de certains villages sur la frontière, notamment le long de la Sûre, dont la vie se déroule normalement dans les deux pays, et qui a été brutalement interrompue d’un jour à l’autre. En temps normal, on a 19 passages de frontière avec l’Allemagne, et là, soudain, il n’y en avait plus que cinq ou six. Au-delà d’Echternach, tout était carrément fermé. Ce qui impliquait que tous les Allemands de la région de l’Eifel devaient faire des détours de cinquante ou soixante kilomètres pour venir travailler. Par mes interventions à tous les niveaux, on a réussi à faire rouvrir quelques points frontières supplémentaires, comme à Dasbourg. Ce que les Allemands ont fait était complètement irrationnel. Je peux comprendre qu’on restreigne les vols, parce que des gens venant de régions où le virus est très présent pouvaient l’importer. Mais dans une région, entre deux pays, cela ne fait aucun sens : on n’arrête pas un virus avec des mitraillettes ! On a alors connu une Europe où les médicaments ne circulaient plus, où le transit de vivres a même

« Toute l’attitude allemande est injuste et illogique. » Jean Asselborn

été freiné par d’énormes files aux frontières et où de nombreux Européens étaient bloqués à l’étranger ou dans des zones de transit. En mars-avril, l’Europe était à terre et l’Union a mal réagi.

Fin mai, début juin, tout semblait peu à peu se normaliser jusqu’à ce que le Robert Koch Institut (RKI) mette le Luxembourg sur sa liste rouge des « pays à risques » à la mi-juillet. Il redevenait alors plus difficile de traverser la frontière durant plus d’un mois (risque de quarantaine etc). Et vous avez à nouveau eu recours à tous les ressorts de la diplomatie – citation de l’ambassadeur allemand au ministère, interviews, interventions à Berlin – pour que cela cesse (le 20 août). Une fois les chiffres de nouvelles infections baissées, le RKI a retiré son alerte... Pour combien de temps ?

Les mesures qui ont été prises à ce moment-là, à savoir des obligations de tests ou de quarantaines pour ceux qui voyagent, sont certainement beaucoup plus efficaces pour lutter contre la propagation du virus que des contrôles aux frontières. Mais on nous a alors rapporté des cas de malades dont des opérations étaient prévues à Hombourg ou à Trèves, et qui ont carrément été annulées. C’est inacceptable. Nous savions que le RKI avait ce critère de cinquante nouvelles infections sur 100 000 habitants pour lancer l’alerte pour une région ou un pays, mais ce que nous contestons, c’est le lien mécanique entre ce seul critère et la mise en place de mesures si drastiques. Les Allemands ne regardent que ce chiffre, alors qu’il faudrait considérer aussi d’autres données : le fait que nous testions beaucoup par exemple : nous atteignons désormais parfois 10 000 tests par jour, contre 800 en Allemagne ou 4 000 au Danemark. C’est exactement ce que préconise l’ECDC (European Centre for Disease Prevention), qui vient de féliciter officiellement le Luxembourg pour son approche. Je suis intervenu auprès du président allemand Frank-Walter Steinmeier et auprès de mon homologue Heiko Maas pour leur expliquer la particularité du Luxembourg et l’importance du travail frontalier et je les ai suppliés de considérer aussi le contexte et les rapports de causalité. Mais les chiffres des nouvelles infections sont à nouveau en train de remonter en ce moment, avec les retours de vacances, alors il se pourrait tout à fait que nous nous retrouvions sur la liste rouge.

Ces revirements permanents interpellent : quelle est encore la place de la politique, alors que la science semble

dicter la marche à suivre ? Si l’épidémiologie a pour mission de sauver des vies, la mission de la politique serait de faire société, de concevoir le vivre ensemble. Est-ce qu’elle est encore à même de le faire ?

Effectivement : appliquer rigoureusement une norme scientifique, qui implique mécaniquement certaines conséquences, c’est une chose. Ce que je reproche à l’Allemagne, c’est le geste politique de fermer les frontières, ce qu’elle fait de facto. Nous avons désormais fait plus de tests au Covid-19 de ressortissants de la Sarre que la Sarre n’en a fait sur tout son territoire ! J’ai appris le 19 août que le RKI allait nous retirer de sa liste rouge le lendemain, mais la Sarre et la Rhénanie-Palatinat ont néanmoins continué à demander tests et quarantaines pour ceux qui venaient du Luxembourg. Je suis reconnaissant à ma collègue Malu Dreyer (ministre-présidente de Rhénanie-Palatinat) pour les efforts qu’elle a faits pour débloquer la situation. Toute l’attitude allemande est injuste et illogique. La France par contre nous a traités avec beaucoup plus de délicatesse et de diplomatie et je leur en sais gré – il n’y pas eu la même crispation qu’avec Berlin. Et les Belges ont fait un mélange des deux : ils ont bien un conseil scientifique qui a ses critères, mais ils n’oublient jamais le facteur humain.

En même temps, l’Europe a fermé ses frontières extérieures, cimentant l’idée de la « forteresse Europe ». Quand est-ce que ces frontières vont définitivement rouvrir ?

Nous en discutons chaque semaine, et la liste des pays tiers dont les ressortissants peuvent entrer dans l’Union européenne est constamment adaptée. Au Luxembourg, nous devons le faire par règlement grand-ducal, la dernière adaptation date du 21 août. Il y a désormais onze pays dont les ressortissants n’ont pas besoin de tests, du Canada à la Thaïlande, en passant par le Rwanda ou la Géorgie (les USA n’en font toujours pas partie, ndlr.). Pour les autres pays, il y a une obligation de prouver par un test qui n’a pas plus de 72 heures que le voyageur n’importe pas le virus. En dernier, nous avons dû fermer l’Algérie. Et c’est bien-sûr aussi toujours un geste politique. Quand l’Espagne doit interdire l’immigration aux Marocains, leurs voisins directs, c’est violent. Mais lorsqu’un voyageur malade d’un pays tiers foule du pied un pays de l’UE, il peut ensuite se déplacer librement dans tout l’espace Schengen, ce qui rend ces limitations à l’immigration indispensables. Toutefois, le Luxembourg, qui n’a guère de frontière extérieure à part le Finde, ne prend pas une part prépondérante à ces discussions.

Ces restrictions sont particulièrement douloureuses pour les migrants et ceux qui voudraient demander l’asile politique ici. En tant que ministre de l’Immigration, vous avez vu les nouvelles arrivées de demandeurs de protection internationale (DPI) baisser à quelques

Zufallsgespräch mit dem Mann in der Eisenbahn

Digitale Händschemanik

Romain Hilgert

Über den im Internet abgehaltenen Kongress der DP am 15. Juni schrieb *Le Quotidien*: „Donc le télétravail était la grande vedette de ce show virtuel et interactif.“ Die Liberalen wollten schon 2018 in ihrem Wahlprogramm „gelegentliches oder regelmäßiges Arbeiten von zuhause stärker fördern“. Nun freuen sie sich, dass Covid-19 vollendete Tatsachen schafft. Dank der Seuche lässt sich das *Homeoffice* schneller und gründlicher durchsetzen als sie hofften. Heimarbeit sei produktiv, ökologisch und familienfreundlich, warb Präsidentin Corinne Cahen. Heimarbeit hat Zukunft.

Dabei hat Heimarbeit eine Vergangenheit. Bis zur Mechanisierung ließ die Textilindustrie hierzulande in *Télétravail* spinnen und weben. Die Handschuhindustrie ließ jahrzehntelang im dörflichen *Homeoffice* produzieren. „En effet, deux et même trois mille personnes, selon les saisons, trouvent leur existence dans la ganterie ; ce sont en majeure partie des femmes, qui travaillent à domicile et peuvent ainsi en même temps surveiller leur ménage et soigner leurs enfants“, schrieb die Handelskammer 1862 in ihrem Jahresbericht.

Die *Händscheschnidder* holten jede Woche bei den Verlegern Lippmann, Godchaux oder Reinhard ihre Ration Felle ab, die sie nach Hause schleppten, um sie zu enthaaren und zu glätten. Die *Händscheffraen* nähten daheim die zugeschnittenen Handschuhe an der *Händschemanik*. „Kein Stich durfte daran falsch sein, nicht das geringste Fleckchen durfte den Luxusgegenstand verunzieren, was bei der Kinderschar nicht immer zu vermeiden war. Dann war die Näherin gezwungen, von ihrem kargen Lohn (3-12 Sous pro Paar) Strafe zu zahlen“, erinnerte sich 1939 Oberlehrer Hary Traufferl in *Der Kanton Capellen Festschrift*. Ohne die Heimarbeit, schätzte der Volkskundler Joseph Hess, „wär Hunger geschmolzt ginn. D’Kanner si mat agesat gin“ (*Bei eis doheem*, 1983).

Die Handschuh- und die Textilindustrie hielten sich ein kostengünstiges Dorfproletariat aus Tausenden von landlosen Familien und Tagelöhnern. Die Unternehmer sparten Investitionen in Fabriken und Werkstätten, die Arbeiterinnen mussten selbst für ihren Arbeitsplatz aufkommen. Statt an begrenzte Arbeitszeiten gebundene Löhne zahlten die Verleger nur für die Fertigprodukte. Die Arbeitszeiten zu Hause waren unbegrenzt. Nebenbei vereitelte die Heimarbeit das Aufkommen gewerkschaftlicher Solidarität am Arbeitsplatz. Die *Händscheffraen* waren Scheinselbstständige wie Sushi-Boten und Uber-Fahrer.

Nicht nur die Gewerkschaften, sondern auch manche Unternehmer beobachteten die Begeisterung der Liberalen für die Heimarbeit mit gemischten Gefühlen. Vielleicht ist sie die dumpfe Sehnsucht nach der Rückkehr der goldenen Zeit des Liberalismus. Wenn der versprochene eine *Tag Homeoffice* pro Woche nur der Anfang sein wird. Wenn am Ende die Wiedereinführung des Verlagswesens steht mit Scheinselbstständigen, die in ihren eigenen Wohnzimmern im Akkord arbeiten, digital, ohne Lohnnebenkosten und vorzugsweise in Lothringen.

dizaines seulement en avril, mai ou juin. Que va-t-il advenir de ceux qui restent bloqués dans les camps en Grèce ou en Italie ?

Dès la mi-mars, nous avons inclus une exception dans le règlement grand-ducal décrétant l’état d’urgence pour les DPI, qui impliquait qu’ils pouvaient toujours déposer une nouvelle demande. Mais l’effet en était limité, vu que les frontières extérieures étaient fermées. Néanmoins, quelque 14 000 personnes sont arrivées de Libye via la mer en Italie et à Malte cette année et les camps sont pleins. Au Luxembourg, le problème actuel est surtout que nous n’arrivons plus à évacuer les gens des foyers ou des zones de transit comme le centre de rétention,

même si leur demande est infondée ou l’asile leur est refusé. Le Lëtzebuurger Flüchtlingsrot demande désormais que nous traitions les cas qui tomberaient sous les critères de Dublin au Luxembourg, comme s’ils avaient déposé leur première demande ici, mais nous ne pouvons pas faire ça. Il y a des règles européennes à appliquer. Néanmoins, en plein confinement et pour montrer l’exemple, nous étions les premiers en Europe à faire venir chez nous des migrants mineurs en provenance des camps en Grèce et nous sommes toujours parmi ceux qui acceptent d’accueillir des migrants sauvés en mer par des bateaux humanitaires. Récemment, on avait un autre blocage à l’Immigration parce que le système Eurodac ne fonctionnait pas et que donc aucune empreinte ne pouvait être prise et vérifiée – ce qui est un préalable à un dépôt de demande – mais cela devrait être réparé à l’heure où nous parlons (mercredi après-midi, ndlr.).

Le coronavirus semble avoir cimenté l’idée de Sartre que « l’enfer, c’est les autres » : chacun pouvant potentiellement être porteur du virus... Comment surmonter cela ?

Il faut comprendre que le port du masque est un geste de solidarité : on ne se protège pas seulement soi-même, on le porte surtout pour protéger les autres. Il faudrait une approche plus uniforme dans toute l’Europe, avec des règles de distanciation sociale et des gestes barrières qui soient les mêmes partout. Je reviens de mon Tour de France à vélo où j’ai pu constater que le port du masque est rigoureusement appliqué en France, alors qu’en Allemagne, pas du tout. Je suis persuadé qu’on peut lutter contre le virus sans forcément détruire tous les acquis européens. Si nous démontons l’Europe maintenant, elle ne s’en remettra pas. Schengen est blessé, mais pas mort. L’Europe des citoyens et de la libre-circulation sont des valeurs beaucoup plus fondamentales que l’euro.



Rencontre symbolique entre Jean Asselborn et son homologue allemand Heiko Maas à Schengen, le 16 mai, pour célébrer la réouverture de la frontière



Jean Asselborn und Heiko Maas

Die Pandemie verursacht Stress und psychisches Leid. Besonders betroffen sind Menschen, die vorher schon psychisch labil waren. Aber nicht nur sie

Epidemie der Einsamkeit



Wer in dieser Zeit Sorgen und Ängste hat oder nicht mehr weiter weiß, kann Hilfe bei SOS Détresse (454545.lu) finden



Ines Kurschat

Ein vertrockneter Strauß weißer Rosen, verwelkte rote Nelken am Wegesrand deuten stumm darauf hin: An diesem Ort ist ein Mensch gestorben, hier nahmen Freunde und Angehörige Abschied. An einem Bund hängt ein Schild, darauf hat jemand mit dem Kugelschreiber „Bekämpfe den Schmerz, aber nicht Dein Leben“ sowie eine Telefonnummer geschrieben. Wer anruft, bekommt keine professionelle Hilfe, sondern landet bei einer freikirchlichen Sekte. Auf die Frage, welche Beratung sie Lebensmüden zu bieten habe, bleibt der Mann in der Leitung wortkarg, der Chef sei grad nicht zu erreichen.

Wer dagegen die Nummer von SOS Détresse (45 45 45) oder der Ligue médico-sociale anruft, trifft auf Mitarbeiter, die zuhören und die geschult sind, verzweifelten Menschen aus der Sackgasse zu helfen. Dass *Lockdown* und Quarantäne zu erhöhtem Stress führen, hatte eine Umfrage des Stateg und des Meinungsforschungsinstituts TNS Ilres ergeben: Jeder dritte Einwohner klagte über negative Folgen für seine Gesundheit durch das Coronavirus. Insbesondere Jüngere, Frauen und Bürger portugiesischer Nationalität berichteten von Ängsten, Sorgen, Stress und Anspannung. Eine Längsschnittstudie der Uni Luxemburg stellte ebenfalls deutlich erhöhte Depressivitätswerte und verstärkte Einsamkeitsgefühle während der Pandemie unter den rund 1 000 Luxemburger Befragten fest (siehe unten und Seite 4).

Corona macht Angst Das Notruftelefon SOS Détresse verzeichnete laut Leiter Sébastien Hay während des *Lockdown* ein Drittel mehr Anrufe als vor der Pandemie. Drehten sich im März etwas über ein Drittel der Anrufe ums das gefährliche Virus, war es einen Monat später jeder zweite Anruf. Oft ging es um die Folgen der Isolation, um Einsamkeit, weil mit dem vorgeschriebenen *Social Distancing* die täglichen Kontakte auf ein Minimum reduziert waren. Manche hatten Schwierigkeiten, sich im neuen Alltag zurechtzufinden, andere fürchteten sich oder Familienmitglieder anzustecken. Bei manchen war die seelische Not so groß, dass sie keinen Ausweg wussten.

„Wir haben immer wieder Anrufe von Menschen, die Suizidgedanken haben oder suizidgefährdet sind. Eine außergewöhnliche Situation, wie wir sie mit der Coronakrise erleben, bringt natürlich viel Stress, Sorgen, Ängste und größere Änderungen mit sich“, antwortet Sébastien Hay. „Wir hören zu, versuchen Empathie zu zeigen.“ Wo das nicht hilft, verweisen

Es gibt Menschen, die haben eine höhere Widerstandskraft als andere, mit der sie Extremsituationen und traumatische Erlebnisse bewältigen können

die SOS-Détresse-Mitarbeiter/innen auf andere Notdienste. Kinder und Jugendliche können beim Kanar-a Jugendtelefon unter 11 61 11 anrufen.

Ob während der Corona-Krise die Zahl Lebensmüder im Vergleich zum Vorjahr anstieg, ist unklar: Die Statistik, die das Stateg liefert, stammt von 2017 und erfasst nur Suizide (66), nicht aber die zehn- bis 20-mal höhere Anzahl der Suizid-Versuche. Für die Folgejahre müsse man sich ans Gesundheitsministerium wenden. Für die Monate März, April und Mai 2020 sind dort insgesamt 14 Suizide gemeldet, allerdings sind die Hintergründe unbekannt.

Auch die Polizei, die kommt, wenn eine/r Tote/r im öffentlichen Raum gefunden wird, kennt die genauen Zahlen nicht: „Im privaten Raum (etwa bei jemanden daheim) ist die Polizei nicht immer notwendig“, heißt es von der Polizei-Pressestelle. Droht jemand in der Öffentlichkeit, sich umzubringen, wird meist die Polizei gerufen. Grundsätzlich sind die Beamten geschult, in Extremsituationen einzugreifen. Bleibt Zeit und erfordert es die Situation, werden Spezialkräfte hinzugerufen. So geschehen

am 2. Juni, als in der Hauptstadt ein älterer Mann drohte, sich das Leben zu nehmen. Weil er eine Waffe hatte, waren zudem Hundestaffel, Hubschrauber und Rettungskräfte vor Ort. Mehrere Versuche, zu vermitteln, konnten den Mann dennoch nicht von seinem Vorhaben abbringen. Wie sich herausstellte, litt der Mann an Depressionen und hatte mehrfach mit dem Suizid gedroht.

Distanz verstärkt Einsamkeit „Viele Patienten, die zu uns kamen und die versucht haben, sich während der Pandemie das Leben zu nehmen, hatten eine Vorgeschichte psychischer Erkrankungen“, bekräftigt Paul Hedo. Der Psychiater arbeitet im CHL und hat auch während der Krise psychisch Kranke betreut, darunter Menschen, die schon vor der Corona-Pandemie wegen Angststörungen oder Depressionen in Behandlung waren. Aber auch gänzlich Unbekannte. „Vielleicht waren für sie plötzlich Druck und Angst zu groß geworden, dass sie es nicht mehr ausgehalten haben“, sagt er.

Das CHL ist eines von vier Krankenhäusern mit einer ambulanten Psychiatrie im Land. Im *Lockdown*, von Mitte März bis Anfang Mai, hatten sich die Kliniken umorganisiert, um auch Covid-19-Patienten aufnehmen zu können; das betraf auch die psychiatrischen Abteilungen. „Die Priorität galt der Versorgung von Covid-19-Kranken. Wir wussten ja zunächst nicht, ob hier italienische Zustände drohten.“ Im CHL wurde ein Stock für Covid-Kranke geräumt, die offene psychiatrische Abteilung für diese Zeit in die Eicher Klinik verlegt. Für Hedos Patienten, die von der geschlossenen Abteilung in die offene verlegt wurden, hieß das: umziehen und zudem den Arzt oder die Ärztin wechseln; das ist bei psychischen Erkrankungen nicht ohne, denn die persönliche Bindung zwischen Arzt und Patient ist für den Erfolg einer Behandlung wesentlich.

Auch in der Psychiatrie galten und gelten die Regeln des *Social distancing*. „Wir haben Patienten per Video beraten“, so Hedo. Ein Psychiater der Kircheng-Klinik musste eine Frau mit extremen Angstzuständen, die in einem Hotel im Ausland festsaf und wegen des *Lockdown* nicht ausfliegen konnte, per Telefon beruhigen, was ihm schließlich auch gelang. Entsprechend wenig Verständnis hatten die Psychiater, als die Krankenkasse entschied, die Kosten für telefonische Beratungen nicht zu übernehmen und das Honorar für Visiokonsultationen

niedriger anzusetzen als für Beratungen in Gegenwart des Arztes. Gleichwohl ersetzt eine Video-Konsultation nicht die persönliche Beratung.

Dass seine Station besonders viele Suizidgefährdete in den vergangenen Monaten betreut hätte, kann Paul Hedo nicht bestätigen. Aus der Forschung ist belegt, dass psychisch Kranke riskieren, stärker unter Isolation und *Lockdown* zu leiden. „Sie zeigen tendenziell mehr Angststörungen und mehr depressive Symptome als die allgemeine Bevölkerung“, erklärt der Psychiater. Nicht jede Angst ist aus der Luft gegriffen, sondern manche haben ganz reale Ursachen: beispielsweise wenn jemand wegen Corona weniger Lohn bekommt oder seine Arbeit verloren hat.

Kollaps mit Verzögerung „Es gab Kranke, die zeigten eine erstaunliche Resilienz“, erzählt Hedo. Sie verkrafteten die mit den Hygienemaßnahmen einhergehenden Freiheitsbeschränkungen vergleichsweise gut: Auf der psychiatrischen Station durften sie zunächst keinen Besuch empfangen, viele konnten ihre Angehörige nicht oder selten sehen und waren abgeschottet. Auch Spaziergänge im Freien, in Begleitung eines Pflegers, waren in der Anfangszeit nicht erlaubt oder nur reduziert möglich. „Bei manchen Patienten hat sich der Zustand aufgrund der Isolierung deutlich verschlimmert.“ Manche haben, obwohl sie Medikamente nehmen, damit gewartet, in die Sprechstunde der Klinik zu kommen. Bis ihr Zustand sich derart verschlechterte, dass sie stationär behandelt werden mussten. „Die einen taten dies aus humanistischen Gründen, weil sie die Infrastrukturen nicht belasten wollten. Andere, weil sie extreme Angst hatten, sich mit dem Virus anzustecken.“ Erst als nichts mehr ging, wurde der Notruf gewählt. „Da waren mehrere schwere Suizidversuche dabei“, sagt Hedo rückblickend. Für Covid-19-Überlebende, die mit psychosomatischen Spätfolgen kämpfen, wird das CHL übrigens ein eigenes Angebot auf die Beine stellen.

Die Kollegen der Robert-Schuman-Krankenhäuser berichten von ähnlichen Erfahrungen. „Die ersten zwei Wochen war es auf der Station geradezu gespenstisch leer“, erinnert sich Jean-Marc Cloos, medizinischer Leiter der psychiatrischen Dienste der Schuman-Gruppe. „Im April hat der Betrieb dann wieder angezogen.“ Weil die Angst und das Leiden zu groß wurden, oder weil sich die ersten vor die Tür trauten. „Wir hatten Psychose-Patienten, die dekomponiert haben, weil sie abgeschottet zuhause ihre Medikamente nicht genommen hatten“, berichtet der Psychiater. Auch Patienten mit Suchterkrankungen kamen im April und im Mai verstärkt in die Notaufnahme. „In Krisenzeiten spielen erhöhter Alkoholkonsum und andere Suchterkrankungen als Ventil natürlich eine Rolle“, so Cloos, der an sich selbst beobachtet, während des *Lockdown* mehr Alkohol getrunken zu haben. „Kritisch wird es, wenn der Konsum zur Sucht wird.“ Weil Selbsthilfegruppen wegen des Distanzgebots nicht stattfinden konnten und Entgiftungen in der ersten Zeit nicht im selben Umfang angeboten werden konnten, herrscht auf der Suchtstation derzeit großer Andrang.

Viele Suchtkranke haben zugleich psychische Probleme. „Die vorgelagerten Strukturen haben eine beachtliche Vorarbeit geleistet und eine gute Notversorgung gewährleistet“, berichtet Cloos. Einige Obdachlosen landeten gleichwohl in der Klinik, etwa jener Covid-19-Positive, der sich zunächst geweigert hatte, sich medizinisch behandeln zu lassen, und über den sich ein Streit entzündete, ob die Behörden Covid-19-Positive zwangsweise in die Psychiatrie einweisen können sollten. „Bei uns blieb er freiwillig“, unterstreicht Cloos.

Insgesamt habe die Umstellung von Normalbetrieb auf den Covid-19-Notbetrieb gut funktioniert, so das positive Fazit; Cloos lobt das „gute Zusammenspiel im Krankenhaus“ und mit externen Partnern wie etwa der Ligue. Die sozialmedizinische Liga betreut die Online-Plattformen www.prevention-suicide.lu und www.prevention-depression.lu und war, neben Angeboten der Regierung und SOS Détresse, eines von mehreren Rund-um-die-Uhr-Angeboten für Menschen in Not. Die Hotline Psy war während des *Lockdown* zwischen 7 und 23 Uhr

zu erreichen, am Telefon standen Psycholog/innen und Therapeuten Rede und Antwort: Mit insgesamt fast 650 Anrufen bei durchschnittlich 23 Anrufern täglich (zu Stoßzeiten um die 40) hielt sich die Inanspruchnahme allerdings in Grenzen, so dass die Hotline Ende April eingestellt und die Anrufer auf die klassischen Dienste verwiesen wurden.

Möglicherweise ist das aber verfrüht: Experten wie der Psychologe Claus Vögele von der Uni Luxemburg warnen: „Leider ist zu befürchten, dass sich später noch psychologische Folgen zeigen können.“ Etwa wenn staatliche Hilfsmaßnahmen für Familien und Unternehmen auslaufen und die Arbeitslosigkeit weiter steigt. Der Professor für klinische Psychologie leitet eine Längsschnittstudie zu den psychischen Folgen der Corona-Pandemie, in dem die psychologischen Effekte von Covid-19 in sechs Ländern miteinander verglichen werden. Aus den Daten der ersten Untersuchungsphase, die bis Ende April dauerte, lässt sich ablesen: Einsamkeit und Depressivität haben vielen Menschen im *Lockdown* zugesetzt.

Was die Wissenschaftler/innen überrascht hat: Während in anderen Ländern eher Jüngere und Ältere mit Niedergeschlagenheit, Ängsten und Sorgen auf den *Lockdown* reagierten, waren es in Luxemburg eher Menschen mittleren Alters und ohne Beziehung. Noch etwas hat das Team um Claus Vögele festgestellt: Es gibt offenbar Menschen, die eine höhere Widerstandskraft als andere haben, um eine solche Krise zu bewältigen. Deren Resilienz es augenscheinlich erlaubt hat, die sozialen Distanzierungsmaßnahmen und die damit verbundene Einsamkeit besser zu verkraften als andere. „Von ihnen können wir lernen, wie Menschen am besten gesund durch solche Extremsituationen kommen“, betont der Psychologe.

Dem Burn-out vorbeugen

Die Hotline der Regierung richtete sich auch an das Gesundheitspersonal, das an vorderster Linie im Kampf gegen das Virus stand und noch steht: Ärztinnen, Krankenpfleger, Psychiater, Putz- und Desinfektionsteams; sie wurde aber kaum von ihnen genutzt. Das mag daran liegen, dass die Spitäler eigene Hilfsdienste mit Psychologinnen und Psychiatern für ihr Gesundheitspersonal eingerichtet haben. In den Krankenhäusern der Robert-Schuman-Gruppe wurde das Angebot laut einem internen Bericht „sehr schwach“ nachgefragt. Hauptkoordinator Jean-Marc Cloos erklärt sich dies mit möglicherweise verspäteten Effekten durch den großen Druck, unter dem das Gesundheitspersonal in den ersten Wochen und Monaten nach Ausbruch der Pandemie stand: Während des *Lockdown* habe das Personal alle Hände voll zu tun hatte und im Stress schlichtweg keine Zeit gehabt, um sich um sich selbst zu kümmern. „Oft zeigen sich Anzeichen von Burn-out mit einer zeitlichen Verzögerung, wenn die Krisensituation unter Kontrolle ist und man dem Körper eine erste Ruhepause gönnt“, sagt Cloos. Angststörungen durch Dauerbelastung sowie ein erhöhtes Risiko für einen Burn-out seien für Gesundheitsberufe ohnehin ein Thema. „Irgendwann geht es nicht mehr.“ Es sei daher wichtig, „die Situation weiter im Blick zu haben, über die unmittelbare Krise hinaus“. Im CHL wurden die psychologischen Angebote nach Aussagen von Psychiater Paul Hedo vom Personal gut genutzt. In einem Drei-Stufenkonzept konnten Mitarbeiter/innen wählen, ob sie eher Online-Beratung wünschten, sich in einem dafür eingerichteten *Café bien-être* mit Kolleg/innen austauschen oder aber im persönlichen Gespräch von Therapeut/innen beraten lassen wollten. „Wir hatten etwa 150 Besucher im Café. Insgesamt haben rund 500 Mitarbeiter unser Angebot genutzt“, freut sich Paul Hedo. Nach den Sommerferien soll es mit dem Gesprächs-Café weitergehen, vielleicht in etwas abgewandelter Form, stärker auf das Personal zugeschnitten, das direkt in Kontakt mit Covid-19-Patient/innen steht. ik

Wann ist eigentlich wieder Freitag?

Misch Pautsch

Rund 15 000 Schüler/innen zogen am 15. Mai 2019 durch Luxemburg Stadt. Ihre Nachricht war unmissverständlich: „There is no planet B!“ „Stop global warming!“ Mit ihnen zogen Journalist/innen, Videocrews, Photograph/innen, Handykameras. Sie hatten die Aufmerksamkeit des ganzen Landes. Der Schneeball schien ins Rollen gekommen zu sein: Die Klimakrise war das heißeste Thema, der Premierminister traf sich mit Vertreter/innen der Bewegung zu einem Gespräch und selbst in den konservativsten Kreisen redete man über die Jugendlichen, und sei es nur um zu nörgeln, dass sie „Freitags nicht die Schule schwänzen sollen“. Die Bewegung, die hierzulande vor allem von *Youth for Climate Luxembourg* (YFCL) organisiert wird, schien nicht zu bremsen. Und dann kam Covid-19. Genau zehn Monate nach der größten *Fridays for future*-Demonstration in Luxemburg kündigte die Regierung den *Lockdown* an. Seither ist es ruhig auf den Straßen. Aber hinter den Türen des *Oekozeners* im Pfäffental werden immer noch – sehr vorsichtig – Pläne geschmiedet und aus der gegenwärtigen Situation gelernt. Denn die Klimakrise ist nur aus den Schlagzeilen verschwunden, nicht aber aus der Realität.

Zwangspause „Für April war eigentlich ein Streik geplant, wir waren kurz davor, das Ganze öffentlich zu machen, bevor wir alles abblasen mussten“, sagt Zohra Barthelemy. Die Siebzehnjährige ist seit etwa zwei Jahren bei YFCL, deren Kerngruppe aus etwa 20 Mitglieder/innen besteht, in erster Reihe aktiv. Für viele von ihnen war die kollektive Vollbremsung Fluch und Segen zugleich: „Es war schon komisch, weil wir die letzten anderthalb Jahre *nonstop* unterwegs waren und plötzlich – nichts.“ Dennoch kam vielen eine kleine Pause entgegen, sagt Barthelemy. Es sei ein wichtiger Moment gewesen, sich zu sammeln, durchzuatmen. Demonstrationen sind aktuell unmöglich, nicht nur weil die nötigen Genehmigungen nicht ausgestellt würden. Die Gruppierung ist unter der Fahne verantwortungsbewussten, solidarisches Handelns zusammengekommen, ein Ideal, das grundlegend inkompatibel mit dem Risiko wegen Covid-Ausbruchs bei einer Demo wäre. Das Hauptprogramm der Bewegung liegt damit also ersmal auf Eis. Vor allem in Luxemburg, mit seiner fehlenden Protestkultur, ist das Wegfallen des Alleinstellungsmerkmals

der *Fridays for Future*-Bewegung – die großen Demos – mit einem Sichtbarkeitsverlust verbunden. Passanten sind es hier nicht gewohnt, an einem Streik vorbeizugehen, da fällt man als organisierte Demonstration auf. Das bedeutet jedoch nicht, dass in den wöchentlichen Treffen der Gruppe im *Oekozen* keine Ideen gesammelt und Pläne für die mittelfristige Zukunft geschmiedet werden, versichert Barthelemy. Sie ist zuversichtlich, dass die Gruppe nach den Einschränkungen wieder Momentum aufbauen kann. „Wir arbeiten aktuell vor allem mit anderen Organisatorinnen zusammen an kleineren, greifbaren Projekten, damit wir in den Köpfen der Leute präsent bleiben“, betont die Umweltschützerin. In nächster Zukunft wird dies die Form eines gemeinsamen, mehrtägigen Projekts mit der Bürgerinitiative der Gemeinde Sassenheim annehmen. Vom 3. bis 5. September wird YFCL dort gemeinsam mit gleichgesinnten Organisationen gegen die geplante Umgehungsstraße protestieren. Dennoch bleibe es schwer einzuschätzen, wie es weitergehe, betont Barthelemy, weil man nicht weit in die Zukunft planen könne. Bis dahin muss der nächste Freitag warten. Der Klimawandel jedoch wartet nicht.

Mit der Unsicherheit, die andere ein bisher unbekanntes Gefühl war, kennt sich die Jugendorganisation bereits gut aus. „Es ist quasi die gleiche Angst, wie wir sie seit Jahren haben“, sagt die 17-Jährige. Tatsächlich hat die aktuelle sanitäre Krise viele Parallelen zur Klimawandel- und Biodiversitätskrise: Beides sind Herausforderungen, die auf globaler Ebene angegangen werden müssen, denen ohnehin schwach gestellte Gruppen unverhältnismäßig stark ausgesetzt sind, und die von unterschiedlichen Akteuren unterschiedlich ernst genommen werden. Und genau diese Ähnlichkeiten machen Jessie Thill von *Déi jonk Gréng*, die während des *Lockdowns* eine neue Liste an Forderungen für einen Neustart verfasst haben, Hoffnung: „Die Krise zeigt, dass Politiker/innen hierzulande und weltweit sehr schnell reagieren können, wenn sie akuten Handlungsbedarf sehen.“ Diese Feststellung untermauert die Überzeugung der Klimaschützer: Gelingt es ihnen, den Entscheidungsträgern vor Augen zu führen, wie ernst das Problem des Klimawandels ist, besteht nun ein Präzedenzfall für die schnelle Mobilisierung von Ressourcen und Anpassung von Regeln.

Unsichtbares sichtbar machen Während das primäre Ziel aller Umweltschützer ist, die „Mächte da oben“ auf ihre Seite zu ziehen, sehen sich viele junge Klimaaktivisten mit Gegenwind aus der Bevölkerung konfrontiert. Denn eine weitere Parallele zwischen der Corona- und der der Klimakrise ist das vehemente Verneinen des Problems durch Gegenbewegungen. Covid war eine Ohrfeige ins Gesicht der Gesellschaft: schmerzvoll, laut, nicht zu ignorieren. Die aktuelle Zahl der Toten wird täglich im Radio bekannt gegeben, im Internet findet man solche Ticker für die ganze Welt. Im Gegensatz zu ihr ist der Klimawandel schleichend, körperlich kaum wahrnehmbar. Wissenschaftlich ist er unbestreitbar und in vielen Hinsichten besser verstanden als Corona, aber niemand kennt eine Person, die wegen „Klimawandel“ auf die Intensivstation musste.

Dennoch reagieren einige Menschen ähnlich auf beide Herausforderungen, stellen sowohl Barthelemy als auch Thill fest: Verneinen, verharmlosen, ignorieren. Während manche das Problem ernst nehmen und mehr oder weniger aktiv an Lösungen arbeiten, verweigerten sich andere komplett. Selbstkritik ist schwierig, passive Bequemlichkeit einfach, sagt Barthelemy: „Selbst bei einem offensichtlichen Problem wie Corona gibt es Leute, die sich die Mühe machen, aktiv Meldungen zu fälschen, um Unsicherheit unter die Leute zu bringen.“ Menschen sind bereit, große Anstrengungen auf sich zu nehmen, um ihre vorgefassten Ansichten nicht in Frage stellen zu müssen, und sich auf Nachrichten zu beschränken, die ihre Ideen bestätigen. „Es ist nicht einfach, sich an die eigene Nase zu fassen und zu fragen, wo man selbst etwas verbessern könnte. Die Angst, Privilegien und Macht abzugeben und die Illusion, die Welt würde untergehen, wenn man nur noch zweimal die Woche Fleisch isst oder weniger Auto fährt, sind weit verbreitet.“

Häufig artet dies in Angriffen auf die Überbringer der Nachricht aus: „Meine Profile sind relativ anonym, zum Glück. Einige Kommentare, die ich lese, sind dennoch sehr problematisch, vor allem wenn man bedenkt, dass sie sich an Minderjährige richten.“ Der Versuch, so viele Menschen wie möglich zu erreichen, wird noch schwieriger dadurch, dass die Fragen, die

„Es ist die gleiche Angst, wie wir sie seit Jahren haben.“
Tatsächlich hat die aktuelle sanitäre Krise viele Parallelen zur Klimawandel- und Biodiversitätskrise

von den Jugendlichen lautstark aufgeworfenen werden, oft mit sozial begründeten existentiellen Ängsten einhergehen. Genau wie auch während der Covid-Krise sind sozial schwach gestellte Menschen, die kein Sicherheitsnetz haben, auch diejenigen, die der Klimakrise und mit ihr einhergehenden Veränderungen am meisten ausgesetzt sind.

Ein Ziel, viele Wege Welche Methode die Beste ist, um Politiker/innen und die Bevölkerung aller Ablenkungen zum Trotz – Thill und Barthelemy kamen beide auf Brexit und Trump zu sprechen – von ihrem Zugzwang zu überzeugen, hängt davon ab, wen man fragt. Barthelemy ist von der Wirkung der Demonstrationen überzeugt: „Wir zeigen den Politiker/innen eindeutig: ‚Hier sind wir, und wir sind viele.‘ Es ist eine sehr visuelle Methode der Kommunikation, die nicht ignoriert werden kann.“ Treffen mit Politikern, wie unter anderem auch das Gespräch zwischen Greta Thunberg und Bundeskanzlerin Angela Merkel vergangene Woche, sind Zwischenerfolge, aber letztlich Mittel zum Zweck. Vertröstet werden, ist ignoriert werden. „Ich persönlich und wir als Bewegung sind explizit gegen jegliche Form der Gewalt, darum würde ich nicht sagen, dass wir den Entscheidungs-

träger/innen Angst per se machen. Unsere Demonstrationen sind dennoch eine gute Erinnerung daran, dass die Bürger das Fundament der Gesellschaft sind und, dass sie die Entscheidungsträger auch zu Fall bringen können, wenn es gar nicht anders geht.“

Votum Klima, ein Verband von 23 NGOs, der sich seit 2009 für Umweltschutz einsetzt und Schulter an Schulter mit den jungen Fahnenträgern des Umweltschutzes steht, bestehen besonders auf die Wichtigkeit, endlich auf Wissenschaftler zu hören: „Klimawissenschaftler sagen Politikern seit Jahrzehnten, dass diese Krise besteht, dass sie imminently ist und hier und jetzt gelöst werden muss.“ Vor und während der Corona-Krise habe es kleine Fortschritte gegeben, die Leute haben die Fragilität der globalen Lieferketten erkannt, sich verstärkt auf lokale Produkte besonnen. Der strukturelle Umbau, sagen die Vertreter/innen von Caritas, Natur& Umwelt und dem Cell jedoch, müsse nun top-down umgesetzt werden und dürfe nicht auf dem Rücken ohnehin schwach gestellter Bevölkerungsschichten passieren.

Die Lösung für das Problem? „Politik“, lacht Thill: „Forscher/innen stellen fest, publizieren ihre Ergebnisse, weisen auf Probleme hin. Sie selbst haben aber keine Möglichkeit, nötige Maßnahmen umzusetzen. Es ist die Aufgabe der Politiker/innen, auf sie zu hören und dann basierend auf der Forschung Entscheidungen zu treffen und die Bürger zu informieren.“ Die Entscheidungsträger/innen waren lange lethargisch, es sei höchste Zeit, daran etwas zu ändern. Die Zeit für Ablenkungen ist vorbei.

In einen Punkt sind sich alle einig, von den apolitischen Jugendlichen bei *Youth for Climate*, über die parteipolitischen jungen Grünen und die eingesessenen Veteranen: Veränderung liegt in der Luft, die junge Generation ist politisch aktiver als je. Umso mehr gilt es nun, die gesamte Bevölkerung mit an Bord zu bringen, auf die Änderungen, die durch die Krise möglich geworden sind, aufzubauen und von der Konsumgesellschaft wegzukommen. Und die Verantwortung, liegt bei der Politik, die sich sicher sein kann, dass die jungen Demonstranten schnellstmöglich wieder die Straßen stürmen werden, um auf eine Lösung zu drängen.

Im öffentlichen Diskurs scheint es keinen Platz für zwei Krisen gleichzeitig zu geben. Aber: Klimawandel ist trotz Covid-19 nicht verschwunden



Sam Becker



Misch Pautsch

Die Youth for Climate-Bewegung hat durch die Corona-Krise viel an Sichtbarkeit eingebüßt, aber der Kampf gegen den Klimawandel geht hinter den Kulissen weiter

Naher Osten

Dreistigkeit punktet



Der US-Außenminister Mike Pompeo bei seiner Ankunft in Israel vergangene Woche

Judith Poppe, Tel Aviv

Für den israelischen Ministerpräsidenten Benjamin Netanjahu kommt die von den USA ausgehandelte Vereinbarung über die vollständige Normalisierung der Beziehungen zwischen den Vereinigten Arabischen Emirate und Israel genau zur rechten Zeit. Denn innenpolitisch steht er unter heftigem Druck. Auf den Straßen protestieren seit Wochen Zehntausende, die wegen seines Scheiterns in der Covid-19-Krise und wegen seines laufenden Korruptionsprozesses seinen Rücktritt fordern. Erdrutschartig fielen seine Umfragewerte.

Und so nutzt der angeschlagene Ministerpräsident die Chance, sein lädiertes Bild vom großen Staatsmann zu reparieren, lobt sich selbst in höchsten Tönen und stellt sich in eine Reihe mit Menachem Begin, der 1979 den Friedensvertrag mit Ägypten unterschrieben hat, und Jitzchak Rabin, der 1994 mit Jordanien den Frieden mit Jordanien besiegelt hat.

Doch ganz ohne Probleme läuft Netanjahus Eintrag in die Geschichtsbücher nicht ab. Kurz nach Bekanntwerdung der Abmachung ließ die israelische Tageszeitung *Jediot Aharonot* durchsickern, dass das Abkommen eine Geheimklausel für Waffengeschäfte enthalte. Unter anderem geht es dabei um den Verkauf der Kampfjets F-35 von den Vereinigten Staaten an das Königreich war. Die Vereinigten Arabischen Emirate haben schon lange ein Auge auf die Hundert-Millionen-Dollar-Jets geworfen, doch bisher haben die Vereinigten Staaten auf Basis des sogenannten „Qualitative Military Edge“, der Israel einen militärischen Vorsprung gegenüber den anderen Ländern des Nahen Ostens gewährleisten soll, auf einen Verkauf an das Königreich verzichtet.

Von Militärspezialisten und von Netanjahus Koalitionspartnern von Blau-Weiß, die nicht im Vorhinein über das Abkommen informiert worden waren, hagelte es Kritik. Sie werfen Netanjahu vor, die Sicherheit und den militärischen Vorsprung des Landes aufs Spiel zu setzen. „Es ist nicht gut für Israel, dass das Flugzeug an anderen Orten herumfliegt“, äußerte sich Verteidigungsminister und alternierender Ministerpräsident Benny Gantz von Blau-Weiß.

Netanjahu dementierte eine solche Geheimklausel als „Fake News“. Doch darüber wiederum zeigten sich die Arabischen Emirate „enttäuscht“ und sagten laut der israelischen Nachrichtenseite *Walla* ein trilaterales Treffen zwischen ihnen, den USA und Israel ab. Auch andere Zusammenkünfte zwischen Vertretern des Golfstaates und Israel seien vorerst aus dem Kalender gestrichen worden, bis Netanjahu seine Position erklärt habe.

Der US-Außenminister Mike Pompeo versuchte bei seinem Staatsbesuch am vergangenen Montag in Jerusalem, die Wogen zu glätten, indem er – etwas vage – erklärte, Israels militärischen Vorsprung aufrechtzuerhalten und gleichzeitig den zwanzigjährigen Beziehungen, die zu den Vereinten Arabischen Emiraten bestehen, gerecht zu werden. „Wir werden weiterhin sicherstellen, dass wir ihnen die Ausrüstung liefern, die sie brauchen, um ihr eigenes Volk vor eben dieser Bedrohung zu schützen und zu verteidigen“, sagte Pompeo mit Bezug auf den Iran. Jared Kushner war in einem Interview am vergangenen Sonntag mit dem Fernsehsender *CNN* eindeutiger: Das neue Friedensabkommen werde wohl die Wahrscheinlichkeit erhöhen, dass das Königreich die Kampfjets erhalte.

Trotz dem Zorn der Siedlerbewegung kann Benjamin Netanjahu die Normalisierung der Beziehungen zu den Vereinigten Arabischen Emiraten als Gewinn verkaufen

Verwirrung gibt es außerdem um die von Netanjahu seit Monaten angekündigten Annexionspläne von Teilen des Westjordanlands. Trump sprach von einer „Aussetzung“ der Pläne im Zuge der Vereinbarung. Auch Mohammed bin Zayed, der Kronprinz von Abu Dhabi, betonte: Das Abkommen verhindere eine weitere Annexion der palästinensischen Gebiete von Seiten Israels. Doch Netanjahu, besorgt um seine Wählerstimmen aus Siedlerkreisen, denen er die Annexion im letzten Wahlkampf noch fest versprochen hatte, beeilte sich zu erklären, die Annexion sei nicht vom Tisch, sondern nur vorübergehend gestoppt.

Für die Vereinigten Arabischen Emirate war dies im Gegensatz zum Konflikt um die Kampfjets kein Grund, Treffen mit Vertretern Israels abzusagen. Bin Zayed hatte zwar versucht, die aufgehobene oder aufgeschobene Annexion als Verhandlungserfolg gegenüber den Palästinensern zu verkaufen, doch der Versuch schlug fehl. Als „Betrug an den Palästinensern“ bezeichnete ihr Führer Mahmoud Abbas den Handschlag. Auf dem Tempelberg in Jerusalem verbrannten wütende Palästinenser/innen die Flagge der Vereinten Arabischen Emirate, darauf das Konterfei des Kronprinzen.

Die Palästinenser/innen dürften wohl die Verlierer des Abkommens sein. Die Übereinkunft zeigt, dass die alte Forderung der arabischen Staaten gegenüber Israel – „Zuerst Frieden mit den Palästinensern, dann reden wir“ – nicht mehr gilt. Diese Neuregelung der Verhandlungsbedingungen ist nicht nur Netanjahus dreistem Verhandlungsgeschick zuzuschreiben, indem er eine angedrohte Annexion zur Verhandlungsmasse gemacht hat. Ihm spielt auch in die Hände, dass sich in den letzten Jahren im Nahen Osten ganz ohne sein Zutun die Interessen signifikant verschoben haben.

Laut Eytan Gilboa vom Begin-Sadat-Center für Strategische Studien an der Bar-Ilan-Universität werde Israel in großen Teilen der sunnitisch-arabischen Welt nicht mehr als Feind, sondern eher als Verbündeter wahrgenommen. Dies resultiere daraus, dass Länder wie die Vereinigten Arabischen Emirate, Oman, Bahrain und Saudi Arabien einer gemeinsamen Bedrohung ausgesetzt seien: dem „Streben des Iran nach Hegemonie und Vorherrschaft im Nahen Osten durch Gewalt, Terrorismus, militärische Interventionen und Atomwaffen, vom Irak, Syrien und Libanon bis zum Jemen“.

Trotz der Unstimmigkeiten mit den Arabischen Emirate über potenzielle Waffendeals und dem Zorn der Siedlerbewegung, kann Netanjahu die Normalisierung deshalb als großen Gewinn verkaufen. Er verbucht die Interessensverschiebungen im Nahen Osten als seinen Erfolg, sichert sich seinen historischen Platz neben Begin und Rabin und kehrt damit die Sturzflugbewegung seiner Umfragewerte um. Nur wenige Tage nach dem Abkommen sind sie um 5,5 Prozentpunkte gestiegen. Sarkastische Stimmen in Israel sagen, für seinen Machterhalt sei Netanjahu bereit, alles zu tun. Sogar Frieden zu schließen.

Deutschland

Noch besorgniserregend

Martin Theobald, Berlin

Ist sie das? Die zweite Welle der Corona-Pandemie? Die Anzahl der registrierten Infektionen stieg in den vergangenen Tagen wieder an. Allein in der vergangenen Woche kamen in Deutschland mehr als 8 500 neue Fälle hinzu. Bundeskanzlerin Angela Merkel nannte die Entwicklung „besorgniserregend, aber noch beherrschbar“. Damit sie nicht aus dem Ruder läuft, versucht die Bundesregierung nun gemeinsam mit den Bundesländern eine Strategie zu entwickeln, um einen neuerlichen *Lockdown* zu vermeiden. Bereits am Montag trafen sich die Gesundheitsminister der Länder, am Dienstag tagte in Berlin der Koalitionsausschuss von CDU, CSU und SPD, gestern dann das Spitzengespräch zwischen der Bundeskanzlerin und den Ministerpräsidentinnen und -präsidenten der Länder. Ziel ist es, gemeinsame Regeln unter anderem für private Feiern und eine Maskenpflicht aufzusetzen, die Vorgaben für die Corona-Test zu vereinheitlichen und das Kurzarbeitergeld zu verlängern.

Familienfeiern tragen neben Reise-Rückkehrer/innen besonders zur Ausbreitung des Virus bei. Bisher gibt es keine einheitliche Regelung, die im gesamten Bundesgebiet gilt: Im Südwesten und in Berlin etwa dürfen gegenwärtig bis zu 500 Personen zusammenkommen. In Hamburg gilt bei privaten Feiern in der eigenen Wohnung eine Obergrenze von 25 Personen und in angemieteten Räumen, in denen auch Alkohol ausgeschenkt wird, von 50 Personen. Mehrere Länder sind grundsätzlich für eine allgemeine Obergrenze,

andere lehnen dies ab, Baden-Württemberg und Bayern ziehen eine Verschärfung in Erwägung.

Heftigen Gegenwind bekam CDU-Chefin Annegret Kramp-Karrenbauer zu Wochenbeginn für ihren Vorschlag, eine generelle Maskenpflicht auch am Arbeitsplatz einzuführen: Vizekanzler Olaf Scholz (SPD) etwa verwies auf die schon zu Beginn der Corona-Krise erstellten Arbeitsschutzregeln. Auf dieser Grundlage seien in vielen Unternehmen „sehr konkrete, sehr spezielle und richtige Regelungen getroffen worden“, die ausreichten. Schon zuvor hatte der Deutsche Gewerkschaftsbund den Vorschlag Kramp-Karrenbauers als „blindem Aktionismus“ abgetan. Doch auch in der eigenen Partei herrscht Unverständnis: Der nordrhein-westfälische Arbeitsminister Karl-Josef Laumann (CDU) stellte fest, dass Statistiken zufolge lediglich sechs Prozent der Neu-

ansteckungen auf den Arbeitsplatz zurückgingen. Er gehe davon aus, dass dieser Bereich gut geregelt sei und dass es dort wirksame Schutzkonzepte gebe. Einen weiteren Regelungsbedarf sieht er nicht. Allenfalls Bayerns Ministerpräsident Markus Söder (CSU) zeigt bisher Sympathien für Kramp-Karrenbauers Plan: „Ich werde mich sehr dafür einsetzen, eine einheitliche Maskenpflicht zu haben, und zwar nicht nur in der Bahn“, sagte er im Deutschlandfunk.

Aufgrund der jüngst eingeführten Corona-Pflichttests für Reiserückkehrer aus Risikogebieten – zu denen bis vor kurzem auch Luxemburg zählt – geraten die medizinischen Labore zunehmend an ihre Grenzen. Die Berliner Gesundheitssenatorin Dilek Kalayci teilte mit, dass in der deutschen Hauptstadt die Testkapazitäten weitgehend ausgeschöpft seien. „Wir sind jetzt bei 93 Prozent“, sagte sie. Es fehle in den Laboren zunehmend auch an Verbrauchsmaterialien. Laut einem Sprecher des Bundesgesundheitsministeriums werden pro Woche rund 875 000 Corona-Tests gemacht. Die Labore hätten eine theoretische Kapazität von rund 1,2 Millionen. Gesundheitsminister Spahn schlägt nun vor, die Pflichttests wieder abzuschaffen. Stattdessen sollen Rückkehrer aus Risikogebieten verpflichtet werden, sich umgehend in Quarantäne zu begeben. Vorzeitig könnten sie daraus nur dann entlassen werden, wenn sie frühestens fünf Tage nach der Einreise einen Test mit negativem Ergebnis vorweisen können.

In punkto Kurzarbeitergeld drängen die Sozialdemokraten darauf, die Regeln zum Bezug deut-

lich zu verlängern. Arbeitsminister Hubertus Heil (SPD) plant, das Kurzarbeitergeld aufzustocken und die Übernahme der Sozialversicherungsbeiträge bis März 2022 zu verlängern. Die Höchstbezugsdauer könnte zudem von zwölf auf 24 Monate steigen – wobei dies womöglich von einer Qualifizierung der Beschäftigten abhängig gemacht wird. Die Beiträge der Arbeitgeber zu den Sozialkassen sollen den Arbeitgebern bis März 2021 komplett erstattet werden und danach nur noch zu 50 Prozent – sofern sie ihre Mitarbeiter nicht weiterbilden. Die Verlängerung der Regeln zur Kurzarbeit ist im konservativen Lager nicht unumstritten. Auch Bundeswirtschaftsminister Peter Altmaier (CDU) hat Wünsche angemeldet: Er will die Überbrückungshilfen für den Mittelstand wie für Gastronomen, Hoteliers, Reisebüro-Betreiber sowie Selbstständige aus der Kultur- und Veranstaltungsbranche bis Ende des Jahres verlängern. Ansonsten würden diese Ende August auslaufen – wobei rückwirkende Anträge bis Ende September möglich sind.

Mit diesem Maßnahmenpaket will die Bundesregierung nun das Land gegen die weiteren Auswirkungen der Pandemie wappnen. Ob die Strategie von Erfolg gekrönt sein wird, ist auch davon abhängig, inwieweit das Thema in den kommenden Bundestagswahlkampf einbezogen werden wird. Auch wenn erst im September nächsten Jahres Wahlen anstehen, versuchen heute schon viele Politikerinnen und Politiker Versprechen zu machen und Erfolge für sich zu verbuchen.

École supérieure du travail

Formation complémentaire obligatoire en droit du travail et en droit de la sécurité sociale pour les personnes assumant la gestion d’une entreprise de travail intérimaire

Il est porté à la connaissance des personnes intéressées que la formation complémentaire en droit du travail et en droit de la sécurité sociale pour les personnes assumant la gestion d’une entreprise de travail intérimaire pour gestionnaires d’une entreprise de travail intérimaire (article L. 131-2 (4) du Code du Travail) reprendra auprès de l’École supérieure du travail le 15 septembre 2020.

En raison des impératifs de distanciation sociale et poursuivant ses efforts de digitalisation, les cours de l’EST seront en grande partie dispensés en ligne.

Le calendrier et le bulletin d’inscription peuvent être téléchargés sur le site : www.est.public.lu

Dans l’œil du cyclone

Pierre Sorlut

Animosité « Yves Elsen ? Je ne veux pas le voir », s’énervait le ministre de la Défense François Bausch dans son bureau au *Hëichhaus* en juillet. Au cours d’un entretien avec le *Land*, l’écologiste réagit de manière épidermique quand il est question de la gestion, qu’il juge mauvaise, du programme Luxeosys. Le projet de satellite étatique d’observation terrestre a été législativement et financièrement mis sur orbite par son prédécesseur à la Défense, Etienne Schneider (LSAP) en août 2018, avant les élections législatives qui ont conduit au remaniement ministériel. Ces dernières semaines, François Bausch attaque pour mieux légitimer l’augmentation de budget (quelque 80 pour cent, de 170 à 309 millions d’euros) nécessaire, à l’en croire, au lancement d’un programme qu’il juge au fond pertinent et qu’il pousse à la Chambre au sein des commissions concernées (notamment celle de l’exécution budgétaire). Le patron d’Hitec, entreprise d’ingénierie industrielle, apparaît là comme victime collatérale d’une instrumentalisation politique de ce clientélisme (le terme convenu est pragmatisme) qui prévaut souvent dans la sphère décisionnaire lors de la soumission de marchés publics, notamment pour ce qui concerne le spatial (*Land*, 17.07.2020). Mais peut-être pas seulement...

Yves Elsen a en effet proposé en septembre 2016 au ministre Schneider, de l’Économie et de la Défense, de financer un projet de lancement d’un satellite d’observation de la Terre pour répondre aux engagements budgétaires vis-à-vis de l’Otan, nous confirme ce mercredi l’administrateur délégué d’Hitec en les locaux de l’entreprise à Mamer. Le ton aimable et selon un argumentaire bien rodé, le dirigeant de 62 ans explique volontiers que sa société, qui opère dans le montage d’antennes de communication avec les satellites (dit segment sol) depuis 1999, a bien soumis le concept élaboré par la filiale italienne du groupe allemand OHB avec lequel Hitec collabore régulièrement. OHB-I conçoit, lance et assure le satellite (décollage prévu en 2022 en vertu d’un contrat à 168,2 millions d’euros signé en septembre 2018). Hitec montera les antennes au sol. Le projet initial les envisageait à Diekirch. Elles seront finalement installées à Redu (Belgique), sur le centre ardennais de l’Agence spatiale européenne (Esa selon son sigle anglais) où l’opérateur de satellites SES (capitalisé à trente pour cent, directement et indirectement, par l’État) dispose d’antennes, depuis 2007 déjà. Depuis le Luxembourg belge et via Redu Space Services, SES dirige un certain nombre de satellites. Elle y a aussi établi sa station de secours pour les télécommunications avec les satellites : des ressources requises dans le nouveau projet de loi. Les procédures d’attribution seront lancées une fois le texte voté, nous informe cette semaine le cabinet du ministre. SES devrait naturellement se positionner pour gérer les satellites, d’autant plus que LuxGovSat, initialement pressentie, laisse la priorité à sa maison mère.

Selon nos informations, Hitec devrait prendre un billet substantiel dans l’opération Luxeosys : autour de cinq millions d’euros. Pas bien épais au regard du budget global, 309 millions d’euros selon la nouvelle mouture, mais respectable au vu du chiffre d’affaires annuel de l’entreprise, lequel s’établit autour d’une dizaine de millions d’euros. Conformément aux vœux de l’ancien ministre socialiste, comme il l’a expliqué à la Chambre, les engagements internationaux doivent également profiter au tissu économique local, qu’il s’agisse d’acteurs nationaux déjà établis, tels que SES ou Hitec, ou de groupes internationaux qui s’installent au Grand-Duché pour bénéficier des financements de l’agence spatiale européenne (Esa)... dont les retombées économiques interviennent de manière indirecte via l’emploi ou l’impôt. Le concepteur de satellites OHB a ainsi ouvert dès 2004, année de l’adhésion du Grand-Duché à l’Esa, une filiale à Betzdorf, où siège SES pour jouir des crédits alloués par l’organisation à ses 22 pays membres. Les sous de l’agence (qui dispose d’un budget record de 14,4 milliards d’euros pour la période 2020-2024) sont versés sur le principe du retour géographique, à savoir

Le patron d’Hitec, Yves Elsen, par ailleurs président de l’Université, mis en cause dans une affaire d’abus de biens sociaux

que les contrats sont attribués à l’industrie pour la réalisation d’activités spatiales dans la proportion du montant de la contribution versée par l’État de domicile de l’entreprise. Plus récemment, à savoir le 26 juin, Thales Alenia Space a installé une entité au Grand-Duché. L’objectif de l’Esa est de soutenir le programme spatial européen et de « promouvoir les industries européennes » dans une logique de partenariat public-privé... une logique bien comprise par la direction d’Hitec.

Genèse Hitec a été créée en 1986 par Pierre Hirtt, Marco Trauffer et Nicolas Comes. Les trois entrepreneurs ont opportunément prêté les initiales de leurs patronymes à la société pour lui donner un visage moderne. « Beaucoup ignorent l’origine du nom et prononcent aujourd’hui *high tech* », précise Yves Elsen, manifestement satisfait. À l’instar de la multinationale Apple, Hitec est née dans un garage. Pas à Los Altos (Californie) comme l’entreprise de Steve Jobs, mais à Junglinster. Pierre Hirtt et Marco Trauffer exerçaient alors chez Goodyear. Nicolas Comes gérât la carrosserie familiale à Niederanven. La startup industrielle a bâti sa réussite des premières années sur la conception d’appareils de mesure de la robustesse du noir de carbone, matériau utilisé dans le caoutchouc et les pneus. C’est ainsi qu’Hitec gagne la confiance de Michelin et bien sûr de Goodyear, présente dans le nord du Luxembourg depuis 1949. Le Pellet Hardness Tester remporte le prix de l’innovation de la Fedil en 1995. L’année suivante, Hitec décroche le marché du contrôle du trafic sur les autoroutes nationales, Cita. L’activité d’antennes satellites s’ajoute trois ans plus tard. Yves Elsen rejoint le navire en 2003 pour développer le marché. Le spatial pèse entre quinze et trente pour cent du chiffre d’affaires aujourd’hui, explique l’intéressé. Le ratio n’est pas si facile à établir, poursuit-il, car l’activité subit une volatilité liée à l’obtention de contrats aux montants relativement élevés, mais aux versements assez chaotiques. Hitec mise sur sa taille restreinte et son agilité : une cinquantaine de salariés, beaucoup d’ingénieurs et des profils assez polyvalents, à même d’adapter l’offre, à laquelle il faut ajouter la gestion de projet, à la demande. L’entreprise revendique une centaine de clients publics et privés, mais l’État fait figure de partenaire privilégié.

Hitec n’est pas connue du grand public. Tout juste en apercevait-on l’ancien logo au sommet des façades sur la place Pierre et Paul à Hollerich, dans le creux de la route d’Esch... jusqu’au déménagement en 2019 dans une zone recluse de Mamer. S’il répond volontiers aux sollicitations des journalistes, Yves Elsen ne court pas après les interviews. Il n’en demeure pas moins notable parmi les notables. Le patron d’Hitec occupe depuis 2016 la présidence de l’Université, celle du conseil de gouvernance plus précisément. Avant cela, il a présidé pendant six ans le Fonds national de la Recherche. Depuis 2005, il préside le lobby des entreprises luxembourgeoises de l’aéronautique et de l’espace (GLAE, sous légide de la Fedil). L’ingénieur formé à l’ETH Zürich (Suisse) s’est aguerri aux affaires à l’Insead (France). Il a fait fructifier ses compétences comme cadre dans l’ingénierie industrielle, notamment dans le développement marketing, chez Imperial Chemical Industries (Royaume-Uni) à Bruxelles puis à Betzdorf chez SES, pendant quinze années...

avant de rejoindre Hitec donc. Il a siégé depuis, entre autres, au conseil de surveillance de Villeroy & Boch à Mettlach, aux côtés de celui qui est devenu en 2015 gouverneur de la banque de France, François Villeroy de Galhau. Yves Elsen a en outre présidé nombre d’associations locales comme celle des ingénieurs (2010-2015), l’Ali, ou les Jonk Entrepreneuren (2008-2013).

Local PEP Ses multiples engagements le conduisent à fréquenter ceux qui comptent : le personnel politique. Il réfute un tropisme chrétien-social potentiellement lié à l’engagement de son épouse, Joëlle Letsch, auprès du CSV, matérialisé par une candidature aux municipales à Mamer (la commune de résidence du ménage) en 2011. D’aucuns insistent toutefois sur sa proximité avec Claude Wiseler (ministre des Infrastructures de 2009 à 2013) ou encore François Biltgen (ministre de la Recherche de 2004 à 2013). Ce mercredi au cours de notre conversation, Yves Elsen rappelle spontanément les rôles précurseurs de Jean-Louis Schiltz (ministre des Communications et de la Défense entre 2004 et 2009), de Jean-Marie Halsdorf (ministre de la Défense de 2009 à 2013) et même de Luc Frieden (ministre de la Défense de 2004 à 2006), tous encartés au CSV, dans le spatial... bien avant le socialiste Étienne Schneider qui lui a apporté la masse des financements. (Sa nomination à la tête de l’Université est elle intervenue avec un ministre de tutelle, Claude Meisch, libéral.) Les chemins courts ont ainsi permis à Hitec d’accéder à de prestigieux marchés, souvent aux côtés de SES. Citons deux antennes pour Galileo (le tousotant « GPS européen ») ou encore *emergency.lu*, des solutions de communications à déployer sur les sites de crise humanitaire pour faciliter l’aide. Le dossier Luxeosys et sa politisation s’apparentent au grain de sable perturbant la mécanique bien huilée d’Hitec. Non seulement le ministre Bausch entend institutionnaliser les soumissions de marchés publics dans le domaine de la Défense (où la réglementation permettait de passer outre la procédure), mais le dossier Luxeosys devient aussi une ligne de fracture au sein de l’opposition, où les proches d’Yves Elsen s’opposeraient à ceux qui se méfient de l’instrumentalisation politique de François Bausch. Mais ce n’est pas tout.

La direction d’Hitec prône une gestion en bon père de famille. Il flotte dans les couloirs et les ateliers de l’entreprise un parfum d’artisanat. On y met en avant la camaraderie des pères fondateurs, qui apparaissent parés de binocles aux verres épais sur une photo prise dans les années 80. Les bénéfices oscillent entre 100 000 et 200 000 euros selon les rapports des dix dernières années. Mais un trou d’un million d’euros publié en 2016 dans les comptes rectificatifs de 2014 alerte. Informations prises auprès de différentes sources, il est le stigmate de pratiques « à l’ancienne » qui remontent au début des années 2000. Le déficit tient à un redressement fiscal demandé en 2013. Il a pour origine l’utilisation abusive de la carte bleue de l’entreprise par l’un des anciens administrateurs de la société, ce dans des proportions industrielles. Les montants dépassent le million d’euros. Des revenus auraient aussi été cachés au fisc. Ces faits sont susceptibles de constituer un abus de bien social. L’ACD a sollicité le parquet à ce sujet. Celui-ci répond mercredi que le dossier est entre ses mains « pour conclusions avant une éventuelle clôture de l’instruction ». Cinq personnes ont été inculpées (en 2019 selon nos informations), nous dit la communication de l’instance sans toutefois donner les noms. Interrogé au sujet de l’enquête mercredi (avant que le parquet n’informe le *Land* des inculpations), Yves Elsen met en avant sa responsabilité sociétale en tant que patron et considère que les problèmes susceptibles de menacer la pérennité d’Hitec ont été partiellement résolus via les modifications actionnariales de ces dernières années. Lui et Philippe Osch (38 ans, revenu en 2015 dans l’entreprise) sont devenus (avec la société elle-même) les seuls actionnaires d’Hitec. Interrogé ce jeudi sur son éventuelle inculpation se retranche derrière le respect de l’instruction en cours et se mure dans le silence.



Hitec s’est installée dans les anciens locaux de Netcore à Mamer en janvier 2019



Yves Elsen, directeur général d’Hitec, mercredi matin dans les locaux de l’entreprise... avant de tomber le masque



Les fruits du travail de Hitec

Hitec, la PME à l’origine du projet polémique de satellite d’observation de l’État, en proie à des déboires judiciaires

Toutes les régions du monde seront concernées

Les investissements étrangers en berne



Les friches de l'usine historique de Renault sur l'île Seguin à Boulogne-Billancourt, site abandonné en 1992 pour des raisons économique-financières. D'autres considérations président à la décision prise cette année de fermer le site de Wuhan, inaugurée en 2016

Georges Canto

Selon le rapport annuel publié le 16 juin par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), les investissements directs à l'étranger (IDE) devraient reculer de près de quarante pour cent dans le monde en 2020, en raison des effets de la pandémie de Covid-19. Alors qu'ils représentaient 1 540 milliards de dollars en 2019, ils devraient retomber sous la barre des mille

milliards de dollars pour la première fois depuis 2005, confirmant une estimation publiée par l'OCDE en avril. Leur baisse devrait se poursuivre, mais moins fortement (de cinq à dix pour cent) en 2021, pour amorcer une reprise en 2022. L'impact de la crise sanitaire a été rapide. La perspective d'une profonde récession a conduit les entreprises multinationales à réévaluer leurs projets dès le

début de 2020. Les annonces de nouveaux investissements et de fusions et acquisitions transfrontalières ont chuté de plus de cinquante pour cent au cours des premiers mois de l'année, par rapport à la même période de 2019. Et les contrats de grands projets d'infrastructures ont chuté de plus de quarante pour cent.

Au manque de visibilité s'ajoute la réduction des moyens : les 5 000 premières multinationales du monde ont vu leurs bénéfices attendus pour 2020 révisés à la baisse de quarante pour cent en moyenne, certains secteurs s'enfonçant même dans des pertes. La diminution des résultats nuira aux IDE, car le réinvestissement des bénéfices représente en moyenne plus de la moitié des flux. Pour couronner le tout, de nombreux pays ont pris des mesures de contrôle ou de restriction. En France le 23 juillet a été publié un décret abaissant temporairement à dix pour cent le seuil de l'autorisation préalable pour les investissements étrangers dans certaines activités sensibles, contre 25 pour cent auparavant.

« L'impact, bien que sévère partout dans le monde, varie selon les régions. Les économies en développement devraient connaître la plus forte baisse des IDE » a déclaré James X. Zhan, responsable du rapport de la Cnuced. Ces pays n'accueillent que moins de vingt pour cent des investissements étrangers, mais ils en sont très dépendants dans certains secteurs comme les industries extractives et dans celles qui sont très intégrées aux « chaînes de valeur mondiales », durement touchées depuis le début de l'année. Jointe à d'autres facteurs (chute des exportations, difficultés d'approvisionnement, réduction des transferts de fonds des émigrés) la diminution des apports de capitaux étrangers risque de plonger la population de certains pays dans la misère, notamment en Afrique.

Selon un rapport publié par la Banque Mondiale le 20 août, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1,90 dollar par jour, pourrait augmenter de 70 à cent millions, contre une estimation de soixante millions de personnes au début de l'année. Quelque 780 millions d'habitants de la planète étaient déjà dans cette situation avant la crise, soit environ onze pour cent de la population mondiale. La hausse attendue en 2020 est brutale. En avril les pays du G20 avaient décidé de suspendre jusqu'à la fin 2020 les remboursements de la dette des pays les plus pauvres. Plusieurs ONG appellent à prolonger jusqu'en 2021 ce moratoire qui concerne 76 pays et qui pourrait éventuellement déboucher, pour David Malpass, le président de la Banque Mondiale, sur un accord de réduction de la dette de ces pays.

La nécessité de renflouer les finances publiques pourrait conduire certains pays à taxer davantage des entreprises opérant sur leur sol

Sous l'angle des investissements étrangers, les pays pauvres, faute de pouvoir en attirer de nouveaux, cherchent au moins à éviter les réductions de volure ou les retraits. Plusieurs d'entre eux ont mis en place des « programmes d'urgence de rétention des investissements » passant notamment par un assouplissement de leur réglementation. C'est par exemple le cas de l'Algérie en juin. Mais certains pourraient aussi bénéficier, assez rapidement, des nouvelles stratégies des multinationales (lire encadré). Les économies développées sont à la fois les premières pourvoyeuses d'IDE et les premières bénéficiaires (lire encadré). Elles sont affectées par la réduction du nombre de projets. Exemple en Europe où quelque 6 500 projets ont été annoncés en 2019. Selon une étude publiée fin mai par le cabinet EY menée sur la France, qui pour la première fois la destination principale avec 1 200 dossiers, seuls les deux tiers pourraient être maintenus, 25 pour cent seraient reportés ou fortement revus à la baisse et dix pour cent seraient annulés, des proportions qui peuvent sans doute s'appliquer ailleurs.

L'attentisme des multinationales est lié à plusieurs facteurs. Elles sont d'abord soucieuses de préserver leurs trésoreries au détriment des investissements. Elles s'interrogent aussi sur l'attractivité future de certains marchés. La consommation des ménages risque de souffrir de la constitution d'une épargne de précaution et de la hausse du chômage. Et la nécessité de renflouer tôt ou tard des finances publiques mises à mal par les plans de relance pourrait conduire certains pays à taxer davantage des entreprises opérant sur leur sol. De plus les pressions à la relocalisation de certaines activités s'accroissent. Sauf en ce qui concerne les dossiers avec un fort contenu technologique, qui ne peuvent attendre, et même si certains projets restent valables à long terme, « clairement les grands groupes ont appuyé sur le bouton pause », indique Marc Lhermitte, associé chez EY.

Ils attendent peut-être aussi, à leur avantage, les effets de la concurrence entre États développés pour continuer à attirer ou simplement à retenir les capitaux étrangers. « Les perspectives sont très incertaines. Elles dépendent de la durée de la crise sanitaire et de l'efficacité des politiques d'atténuation des effets économiques de la pandémie », a déclaré le Secrétaire général de la Cnuced, le kenyan Mukhisa Kituyi. Néanmoins le rapport se termine sur une note plutôt optimiste, prévoyant un lent redressement des flux d'investissement à partir de 2022, « entraînés par la restructuration des chaînes de valeur mondiales, la reconstitution du stock de capital et la reprise de l'économie mondiale ». Le stock d'IDE existant, qui s'élevait à 3 700 milliards de dollars fin 2019, continuera donc d'augmenter.

Nearshoring

À la suite de la pandémie, les gouvernements de plusieurs pays développés ont appelé leurs entreprises implantées à l'étranger à rapatrier leurs activités de production. Mais cette stratégie de relocalisation ou reshoring est difficile à mettre en œuvre. Certaines multinationales s'orientent plutôt vers une forme de « délocalisation raccourcie » (nearshoring) qui consiste à reconfigurer leur logistique en réduisant la distance entre les fournisseurs et les clients. Une écrasante majorité des dirigeants interrogés par EY en France en mai 2020 - 83 pour cent précisément - s'attend d'ailleurs à une régionalisation des chaînes de valeurs, avec un rapprochement de certains sites de production des frontières de l'UE. Une stratégie qui s'accompagne souvent d'une réorientation en termes de marchés, et qui crée des opportunités pour les pays de la région Moyen-Orient-Afrique du nord. Un bon exemple est donné par les constructeurs d'automobiles. Le 14 avril dernier, Renault a annoncé l'arrêt de la fabrication de voitures de tourisme en Chine, marché qui représente seulement 4,5 pour cent de ses ventes mondiales, contre cinquante pour cent chez VW, et la fermeture de son usine de Wuhan. La firme française préfère se concentrer sur l'Afrique et le Moyen-Orient, ce qui se traduira par des investissements supplémentaires dans ses deux usines marocaines (Casablanca et Tanger) d'autant que le « taux de localisation » (part de l'approvisionnement local) passerait à 80 pour cent d'ici la fin 2020, contre cinquante pour cent en 2018. gc

Espace Schengen

Le Coronavirus et les garde-frontières

Laurent Mignon

J'avoue avoir failli succomber à l'une des grandes tentations de notre époque. Celle de croire que le Coronavirus pouvait, malgré tout, se muer en opportunité. L'opportunité d'éprouver et puis de penser le monde autrement dans le but de le transformer. Bien entendu, je n'étais pas le seul. Il y avait ceux qui suggéraient que nous allions pouvoir repenser notre relation à la nature. En fait, ils prélaient une intentionnalité à la terre et faisaient du Coronavirus l'expression de la colère de Gaïa. Or cette vision de Mère-nature en tant que déesse colérique, donneuse de leçons ne m'a jamais paru convaincante. Comme le poète géorgien Vaja-Pchavélà, qui était profondément perturbé par la vision de violettes dévorées par des chenilles, d'aigles blessés attaqués par des corbeaux et de poussins affolés emportés par des renards, je suis de ceux qui pensent que Mère-nature est une marâtre.

Non, mon moment de faiblesse fut provoqué par la soudaine fermeture des frontières de l'espace Schengen. Par ailleurs, de par le passé, j'avais souvent fait l'expérience que même au-delà des murailles de cet espace, difficilement franchissables de l'extérieur pour la majorité de l'humanité, mon passeport luxembourgeois était tel un passe-partout. À part l'une ou l'autre occasions où quelque garde-frontière britannique à l'aéroport de Heathrow m'avait

demandé si le Luxembourg était membre de l'Union européenne et avait voulu connaître le but de ma « visite », c'est généralement sans problème que je pouvais traverser les frontières aux aéroports d'Istanbul, de Bichkek, d'Osaka et d'ailleurs.

Mais, avec l'apparition, à la mi-mars, de garde-frontières armés, non plus seulement sur les miradors de la *Festung Europa*, mais bien sur les frontières intérieures de l'Europe, nous nous sommes retrouvés dans une situation assez inédite. C'est cette nouvelle condition qui aurait pu se transformer en opportunité : Le fait que de tristes sires avaient sauté sur l'occasion pour mettre fin à la libre circulation des ressortissants de l'Union européenne aurait pu nous faire réfléchir sur l'expérience ordinaire des non-ressortissants aux frontières de l'Union. En effet, voilà que tout citoyen européen allait faire l'expérience de la discrimination aux frontières. Désormais nous serions tous des migrants.

Devant, au début du mois de juin, me rendre en Allemagne – dans mon cas à partir du Royaume-Uni – je remplis un formulaire intitulé « Selbstdeklaration (beim Grenzübertritt vorzuweisen) » et y indiquai toute une série d'informations d'un ordre privé me concernant moi et d'autres personnes. Il s'agissait-là d'une toute nouvelle expérience pour moi dans un contexte européen. Enseignant depuis des années la littérature, j'ai souvent eu l'occasion de constater avec mes étudiants que l'interprétation d'un vers ou d'un passage pouvait foncièrement varier selon la lectrice ou le lecteur. Pour me mettre à l'abri d'une mauvaise surprise, je contactais donc la police des frontières à l'aéroport de Francfort, histoire de me renseigner si ce que j'interprétais comme étant un « triftiger Grund » était vu de la même façon par les autorités allemandes. La réponse arriva vite et fut très courtoise. À première vue ma raison de voyager était légitime. Toutefois, j'apprenais que « dieses Schreiben stellt keine Einreiseerlaubnis dar, sondern lediglich eine Bewertung Ihrer Angaben dar. Die Einreisevoraussetzungen können erst bei der Einreisekontrolle vollständig durch die zuständige Bundespolizeiinspektion geprüft werden. Folglich kann erst zu diesem Punkt eine definitive Entscheidung über die Einreise getroffen werden. »

En d'autres termes, la décision finale dépendrait de l'agent contrôlant mon passeport et les autres papiers que je présenterais à la frontière. Il faut noter, qu'avant la pandémie, il s'agissait de l'expérience de toute personne non-ressortissante cherchant à visiter l'espace Schengen ou le Royaume-Uni. L'entrée pouvant être refusée au moment de passer la frontière malgré l'obtention préalable d'un visa, si le garde-frontière le juge nécessaire. J'étais toutefois conscient que le fait de m'appeler Laurent et non pas Larbi, d'être né à Arlon et non pas à Oran, d'être universitaire et non pas ouvrier, allait faciliter mes transactions à la frontière allemande, mais je n'avais guère confiance. Je ne pouvais m'empêcher de penser à quelques vers du poète Nazim Hikmet, tirés de ses *Poèmes de 21 à 22 heures*. Dans ces textes qu'il écrivit pour son épouse à la prison de Bursa, évoquant leur misère commune, il trouva quelque consolation dans le fait que « sur terre, dans notre pays, dans notre ville/ pour ce qui est de cette condition-là aussi/ nous formons la majorité. » Désormais c'est face aux infranchissables frontières que nous étions tous égaux. J'interprétais la fermeture des frontières comme une invitation aux ressortissants européens à s'engager pour une Europe unie et ouverte et comme un appel à démanteler la forteresse Europe, à remettre en question les humiliantes mesures mises en place pour réguler l'immigration.

C'était bien entendu fort naïf. L'Europe ne s'ouvrit pas. Tout au contraire. Il suffit de jeter un coup d'œil aux journaux et aux médiathèques des chaînes télévisées européennes entre la mi-mars et le début du déconfinement pour se rendre compte que loin de ne nous rapprocher de la « majorité » évoquée par le poète turc, le virus nous a rendu plus aveugles que jamais aux malheurs de l'humanité. Alors que l'impact « national » du coronavirus dominait l'information, des sujets tel que l'intervention militaire turque en Lybie, les crimes de guerre saoudiens au Yémen ou bien le paludisme, qui tue plus que le Coronavirus en Afrique et en Asie, n'attirèrent guère l'attention. Le Coronavirus avait rendu l'Europe et ses ressortissants plus nombrilistes que jamais. Sans nul doute, Nazim Hikmet a dû se retourner une fois de plus dans sa tombe à Moscou, et Vaja-Pchavélà a vu posthumément se confirmer, une fois de plus, sa vision pessimiste de la nature humaine.

Voilà que tout citoyen européen allait faire l'expérience de la discrimination aux frontières. Désormais nous serions tous des migrants

D’Walfer Neidierfchen 1940-1945. Ein Luxemburger Wohnviertel während der „dunklen Jahre“ (II)

„De’ Walefer Médech“: Streik in der LBA

Claude Wey

„Du go’w am allerklengste land
De’ allgrésste grèv gemat; [...]
E gliddge freihëtsquonk och fo’l
Zo’ Walefer an d’normalscho’l.“

Mit diesen Zeilen führt der Primärschullehrer und Heimatdichter Théodore Wies in die zentrale Thematik seines im Januar 1947 abgeschlossenen Vers-epos „De’ Walefer Médech“ ein, ein literarischer Beitrag, der den Streik der im Walferdinger Schloss angesiedelten Lehrerinnenbildungsanstalt (LBA) während des „Generalstreiks“ von August-September 1942 gebührend würdigen soll. Abgedruckt wurden die 17 sechszeiligen Strophen in der von der Ligue Luxembourgeoise des Prisonniers et Déportés politiques herausgegebenen Zeitschrift *Rappel* (*Rappel* 1947: 38-41) mit dem folgenden Untertitel: „No engem artikel aus dem ‘RAPPEL’: ‘Erziehungslager Marienthal’ vum Josette Manternach“ (Manternach 1946: 22-26).

Manternachs Erinnerungs- und Zeugenbericht sowie die poetische Verarbeitung durch Wies haben uns bewegt, den Solidaritätsstreik der Lehramtsanwärterinnen vom 2. September 1942 und die damit verbundenen repressiven Maßnahmen seitens des CdZ (Chef der Zivilverwaltung) im Rahmen unserer sporadisch erscheinenden Artikelserie über das Walferdinger Wohnviertel „Neidierfchen“ während des Zweiten Weltkrieges zu behandeln.

„Generalstreik“ und „Walferdinger Schulstreik“, August-September 1942

Ein Jahr nach Kriegsende, vier Jahre nach den antinazistischen Streikbewegungen vom Spätsommer 1942, schilderte Junglehrerin Josette Manternach im *Rappel* ihre Beteiligung am Walferdinger Schülerinnenstreik und ihren Strafaufenthalt im Erziehungslager Marienthal an der Ahr. Dabei hält sie in ihrer Einführung fest: „I“ war den 2. september 1942. An der ‘Lehrerinnenbildungsanstalt’ zu Walfer geseit èn trotzeg, verbattert gesichter.“ In der darauffolgenden Szene, die sich in Anwesenheit des deutschen Direktors der LBA Alois Brocher vor der Klasse abspielt, hebt Manternach erneut die trotzige Haltung der Schülerinnen hervor: „[A]n eise gesichter kann hén d’äntwert liesen: ‘Ewell gët et duer! Dir hut eis arem kleng Hèmecht de’f an d’hërz getraff. Dach grät elo erhiwet se sech ge’nt iech, we’ nach nie!’“ (Manternach 1946: 22)

Diese erinnerte Faktizität vermittelt die frühere Schülerin der LBA in einer vom patriotischen Zeitgeist der frühen Nachkriegszeit emotional geprägten Sprache, wobei sie den vom 31. August bis zum 4. September 1942 dauernden „Generalstreik“ gegen die nationalsozialistische Besatzungsordnung des CdZ erst ganz zum Schluss ihres Textes mit der Formulierung „märtyrer vum streik“ erwähnt. Im Gegensatz zu Manternach führt der für seine „vaterländische Poetik“ (Claude Conter, *Autorenlexikon*) bekannte Théodore Wies in seinem Erzählgedicht in die zentrale Thematik des Schülerinnenstreiks ein, indem er zuerst auf den „Generalstreik“ hinweist, ohne dabei jedoch Ursachen oder Beweggründe der Streikbewegungen anzuführen: „Du go’w am allerklengste land / De’ allgrésste grèv gemat.“

Wies scheint in seinem Erzählgedicht metakausale Andeutungen vorzuziehen, die einen religiös angereicherten Kleinstaat-Nationalismus erkennen lassen. So zum Beispiel in der ersten Strophe:



Die Lehrerinnennormalschule im ehemaligen Walferdinger Schlossgebäude (1930er Jahre) und Hakenkreuzbanner an der LBA Walferdingen



Lehramtsanwärterinnen auf dem Sportfeld, Anfang der 1940er Jahre (CNL L-152)

„Am Joer zwéaveërzeg
Huet stolz fir d’Letzeburger säch
Zo’ Walefer geaffert sech,
Am herz en he’jen, hellgen hüss,
Vu brawe médech eng klass.“ (Wies 1947 : 38)

Im Unterschied zu Manternachs Text oder Wies’ Gedicht scheint es uns im Rahmen unserer mikrohistorischen Studie unerlässlich, kurz auf die Beweggründe und den Ablauf des „Generalstreiks“ einzugehen (*Rappel* 1972; Dostert 1985; Hohengarten 1991; Büchler 2017).

Als am 30. August 1942, am „Fouersonndeg“, der Gauleiter des Mosellandes und Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg, Gustav Simon, bei einer Großkundgebung in den Limpertsberger Ausstellungshallen „die allgemeine Wehrpflicht in Luxemburg zusammen mit der Verleihung der deutschen Staatsangehörigkeit“ verkündete (Dostert 1985: 175), wurde damit eine de facto Zwangsrekrutierung der Luxemburger jungen Männer eingeführt, die zuerst die Geburtsjahrgänge 1920 bis 1924 betraf und später ebenfalls die Jahrgänge 1925, 1926 und 1927 erfasste (Büchler 2017: 15-16).

Diese Ankündigungen kamen nicht unerwartet. Schon am 23. August hatte das Reichsgesetzblatt eine Verordnung über die Verleihung der deutschen Staatsbürgerschaft an Elsässer, Lothringer und Luxemburger abgedruckt. Und am 25. beziehungsweise am 29. August wurde in den beiden anderen CdZ-Gebieten Elsass und Lothringen die Einführung der Wehrpflicht proklamiert. Auf Anordnung von Gauleiter Simon wurde alles unternommen, um den diesbezüglichen Nachrichten- und Informationsfluss aus diesen beiden Regionen an der Grenze zu Luxemburg zu stoppen und die Veröffentlichung des Gesetzes über die Zwangszuweisung der deutschen Staatsbürgerschaft im ganzen Gau Moselland bis zum 30. August zu verhindern (Dostert 1985: 175; Büchler 2017: 16).

Doch ungeachtet dieser Maßnahmen gelangten Nachrichten nach Luxemburg. So konnte ein Exemplar des Reichsgesetzblattes vom 23. August, welches für das Friedensgericht in Wiltz bestimmt war, am 27. August 1942 im Postamt abgefangen und kopiert werden. Insgesamt kann man davon ausgehen, dass trotz spärlicher Informationen die Verbreitung von Gerüchten sowie eine gezielte Flüsterpropaganda über vermutete Pläne des CdZ dazu beitrugen, in der luxemburgischen Bevölkerung tiefes Misstrauen gegenüber der angekündigten Großkundgebung in Limpertsberg zu wecken (Hohengarten 1991: 16).

Diese Begebenheiten dürften genug Erklärungsmomente liefern, um die prompten, vielfältigen und vielschichtigen Reaktionen innerhalb der luxemburgischen Gesellschaft auf die Einführung der allgemeinen Wehrpflicht zu erfassen. Schon am Sonntagabend des 30. August, ein paar Stunden nach der Verkündung der allgemeinen Wehrpflicht, „stimmen sich überall im Land ‘Streikende’ ab, beschließen eine Geste, die ihre Opposition gegen die neuen Verordnungen in den kommenden Tagen zum Ausdruck bringen soll“ (Büchler 2017: 16). Und am darauffolgenden Tag, am 31. August, begann eine Welle von Protesten und diversen Streikbewegungen, die erst am 4. September zum Erliegen kam.

Diese Aktionen verteilten sich, so der Historiker André Hohengarten, auf alle Regionen des Landes und nahmen „verschiedene Formen [an], wie Arbeitsniederlegung, Schließung der Geschäfte, Milchstreik, Schüler- und Lehrerstreik, Rückgabe der VdB-Karten, Nichttragen des VdB-Abzeichens, Singen verbotener patriotischer Lieder, Verweigerung des deutschen Grußes“ (Hohengarten 1991: 19). Wobei die von Hohengarten ganz zum Schluss aufgezählte Protestform eine beim „Generalstreik“ stark verbreitete Aktion darstellte, die in unserer mikrohistorischen Studie über den Streik der Lehramtsanwärterinnen der LBA-Walferdingen eine initiale, wie auch zentrale Stelle einnimmt.

„Morgen werden sie schon Katzenjammer haben’, sôt de Brocher.
Ich sehe sie schon in ihrer Blutlache da liegen.’“

Ablauf des Streiks der Lehramtsanwärterinnen

Abgesehen von Wies’ Gedichttext können wir neben dem aus der frühesten Nachkriegszeit stammenden Erinnerungstext von Josette Manternach, der zuerst 1946 im *Rappel*, späterhin im Jahre 1972 in der Sondernummer „La Grève de 1942“ des *Rappel* mit zwei Auslassungen wiederveröffentlicht wurde (Manternach 1972: 408-412), auf eine weitere Zeugenquelle zum Ablauf des Schülerinnenstreiks in Schloss Walferdingen zurückgreifen. Es handelt sich dabei um den in deutscher Sprache verfassten Text „Streik in der Lehrerinnenbildungsanstalt Walferdingen“, welcher von der Schulinspektorin und früheren Lehramtsanwärterin an der LBA Jeanne Schneider 1993 im Sammelband ... *Wêi wann et eréischt haut geschitt wier!* ... publiziert wurde. Schon ein Jahr früher hatte sie in der „Sonderbeilage: 50 Joer Zwangsrekrutierung 30. August 1942“ im *Luxemburger Wort* ihre Erinnerungen zum „Streik in der Lehrerinnenbildungsanstalt Walferdingen“ vorgestellt (Schneider 1992: 14; 1993: 99-103).

Ihre Erinnerungen an den 40 Jahre zurückliegenden Streik in der im Schloss Walferdingen angesiedelten LBA beginnt Schneider direkt mit der folgenden entscheidenden Szene: „Plötzlich flog die Tür des Klassenzimmers II’ B auf. Herein trat der deutsche Direktor Brocher. Er grüßte mit dem Nazi-Gruß. Wir standen auf und blieben stumm. Dann sagte der Direktor: ‘Jetzt werde ich jede einzelne von euch fragen, ob ihr bereit seid, in Zukunft den deutschen Gruß zu machen und euch der deutschen Ordnung zu unterstellen.’ Die Antwort jeder Studentin unserer Klasse war: ‘Nein’. Der Direktor verkündete uns sofort seinen Entscheid: ‘Von mir aus seid ihr fristlos entlassen. Ihr werdet in keine andere Lehrerinnenbildungsanstalt mehr aufgenommen werden. Ich werde jetzt dem Gauleiter die Sache weitergeben‘“ (Schneider 1993: 101).

Ergänzen wir nun Schneiders Zeugnis von Anfang der 1990er Jahre mit dem Erlebnisbericht ihrer Schulkameradin Josette Manternach aus dem

ersten Friedensjahr nach dem Zweiten Weltkrieg: „Siewenanzwanzegmol krit hén d’äntwert ‘Nein’. – ‘So, ich übergebe jetzt eure Namen der Sicherheitspolizei. Für zwei Uhr habt ihr die Schule zu verlassen!’ – An der éschter klass hât hén de’ selvecht nidderläg. Mir waren du aus der ‘Gemeinschaft’ ausgeschlossen. De’ eng preisen hun eis voll hüss bekuckt, de’ aner hu verächtlech gegrint, nach anerer wollten eis bemattlédén. Mè si sinn eis jo neischt me’ ugang. ‘Morgen werden sie schon Katzenjammer haben’, sôt de Brocher. ‘Ich sehe sie schon in ihrer Blutlache da liegen!’“ (Manternach 1946: 22).

Schneider und Manternach stellen jede auf ihre eigene narrative Art und Weise die Verweigerung des deutschen Grußes und die damit verbundene Nichtanerkennung der nationalsozialistischen Ordnung im besetzten Luxemburg in den Mittelpunkt der Geschehnisse an der Walferdinger Lehrerinnenbildungsanstalt. Und beide Zeuginnen erinnern sich an die ausgesprochenen Androhungen sowie an die unverzüglich angewandten repressiven Maßnahmen des reichsdeutschen, nationalsozialistisch gesinnten Direktors, der die LBA seit Frühjahr 1942 leitete.

Schneider lässt sogar in ihren Bericht folgende schwer überprüfbare Äußerung einfließen: „Der Gauleiter soll auf den Gedanken gekommen sein, die rebellischen Studentinnen erschießen zu lassen. Unser deutscher Pädagogikprofessor, Herr Reißner, soll aber dann für uns eingetreten sein und den Gauleiter auf die Folgen eines solchen Schrittes aufmerksam gemacht haben: ‘Wenn Sie Kinder erschießen, wird das ganze Land in Aufstand geraten‘“ (Schneider 1993: 101).

Zum Glück sah der CdZ davon ab, die minderjährigen streikenden Lehramtsanwärterinnen vor das Standgericht zu stellen, welches zwischen dem 2. und 9. September zwanzig am Generalstreik beteiligte „Rädelsführer“ zur Todesstrafe verurteilte. Streikende Schüler oder Schülerinnen hingegen liefen Gefahr, von der „Stapo“ in Sicherheitsgewahrsam gebracht zu werden. Eine auf den 1. September 1942 datierte Abschrift, die höchstwahrscheinlich durch Oberschulrat Hans Lippmann, Leiter der Abteilung „Schulwesen“ des CdZ, veranlasst wurde und für das „Einsatzkommando der Sicherheitspolizei und des SD“ bestimmt war, enthält folgende Anweisungen: „Ich bitte, folgende Schüler und Schülerinnen in Luxemburg zu verhaften“ und: „Außerdem bitte ich folgende Lehrkräfte zu verhaften“ (ANLux, CdG-028, 0040).

Aufgelistet und zugeordnet werden die Namen der Schüler und Lehrkräfte nach der jeweiligen „Oberschule“. Dabei fällt auf, dass die Abschrift auch die Namen von sechs Schülerinnen der Lehrerinnenbildungsanstalt Walferdingen anführt. Eine dokumentarische Begebenheit, die wir eigentlich so nicht erwartet haben, wurde doch die Abschrift nicht nach dem „Walferdinger Streik“ vom 2. September, sondern schon am Vortag, also am 1. September angefertigt. Oder handelte es sich bei den geplanten sechs Verhaftungen um eine repressive Maßnahme gegen Protestaktionen an der LBA, die sich schon am 1. September ereigneten?

Wobei andererseits hervorzuheben ist, dass nach dem Schulstreik Jeanne Schneider verhaftet wurde, deren Name nicht in der Abschrift vom 1. September zu finden ist. Fünfzig Jahre nach dem „Generalstreik“ kommt Schulinspektorin Schneider auf die September-Ereignisse des Jahres 1942 zurück: „Mit 16 Jahren verbrachte ich eine Nacht im Escher Gefängnis. Am frühen Morgen wurde ich unter Bewachung von zwei Polizisten nach Luxemburg in den Karmel geführt, aus dem die Schwestern vertrieben worden waren und in dem sich die Hitlerjugend eingenistet hatte. Dort stieß ich zu meinen Kolleginnen, die durch eine massive Zusammenführung per Bus quer durch das Land zum Karmel gebracht worden waren“ (Schneider 1993: 101).

Zu Schneiders Schulfahrtrinnen, die nach dem vom Schuldirektor angeordneten Verlassen der LBA ihr Zuhause aufsuchten, zählte auch Josette Manternach. Detailreich beschreibt sie den von ihr erlebten ereignisreichen Ablauf der ersten zwei Tage nach dem Schulstreik: „Mir waren ewell

(Fortsetzung auf S.12)

(Fortsetzung von S.11)

schon én däg dohém. [...] Ge'nt siewen auer owes kommen zwe' polizisten no mir froen. Ech misst gleich matkommen, ech sollt fir drei wochen wäsch mathuelen. Eng veërel-stonn duerno setzen ech am bureau vun der gendarmerie.“ Den weiteren Verlauf ihrer Festnahme beschreibt die aus Grosbous stammende Schülerin folgendermaßen:

„No zwo' stonnen hält e g'rossen autocar virun der gendarmerie. T'sin zwe' polizisten dran an och ewell eng vu menge komerodinnen. Mir fueren du ze soen, vun enger ësleker gendarmerie zur anerer. Op all statio'n kommen der zwé oder drei derbei! D'strössen si bewächt. Den auto get fofzengmol ugehäl. Vun Elven fuere mer iwer Hoësen, Dike-rech, Ettelbreck an d'städ.“ Manternach lässt in diesen Kontext die folgende Szene einfließen: „E vun de polizisten, et wären zwe'Letzeburger, peift: 'Nu stinn ech hei op ganzem frieme Buedem.'“ Dabei wäre zu erwähnen, dass dieser Vorfall bei der zweiten Veröffentlichung des Textes im *Rappel* im Jahre 1972 ausgelassen wurde (Manternach 1972: 409).

Auf den kurzen Zwischenhalt bei dem im Stadtzentrum gelegenen Sitz der Gestapo geht Manternach ebenfalls in ihrem Erinnerungstext ein: „Den Auto hält stall virun der villa Pauly. T'mengt én nit, datt et ge'nt veër auer mueres wär. An engem steck fueren autoen op an zo'... fir ongleck a misär an d'land ze verbréden. Den auto fe' ert eis an de Carmel op den Zens.“

Nach einer kurzen Bettruhe wurden die Schülerinnen angewiesen, „an der kapell vum Carmel op de Bannführer ze wärden. Dé rífft eis nimm op. Dann sét en eis, datt eis elteren keng erziehungsberechtigung me'iwer eis hätten. De'le' g' vun haut un an den hänn vun der H.J... abé merci!“ (Manternach 1946: 23). Der Hauptbannführer der H.J. in Luxemburg, Karl Felden, wandte sich auch in einem Schreiben an die Eltern der Schülerinnen, um ihnen unverzüglich mitzuteilen, dass ihre Töchter „an einem Schulstreik teilgenommen [hat]“. Weiter ließ er den Eltern Folgendes ausrichten: „Der Gauleiter hat Ihnen aus diesem Grunde die Erziehungsberechtigung über Ihre Tochter entzogen und der Hitler-Jugend übertragen. Ihre Tochter wurde heute einem Erziehungslager der Hitler-Jugend im Reich zugewiesen. Die Dauer des Aufenthaltes in diesem Erziehungslager ist unbestimmt und hängt im wesentlichen von dem Verhalten Ihrer Tochter ab“ (MnR 2017 : 64-27).

Wenn auch das zitierte Schreiben an die Eltern einer Escher Oberschülerin gerichtet war, kann man trotzdem davon ausgehen, dass die betroffenen Eltern der LBA-Schülerinnen eine ähnliche schriftliche Mitteilung zugeschickt bekamen. Eine Nachricht, die sie zu einem Zeitpunkt zur Kenntnis nahmen, als ihre Töchter sich schon im „Erziehungslager Marienthal“ befanden. Ihre Überführung von Luxemburg ins Ahrtal hat Josette Manternach kurz festgehalten: „Mir gin dann mat zwe'n transautoen vun der städ an d'preiseland gefe'ert. Zo' Iechternach passe' ere mer d'grenz. T'gët virun iwer Bitburg op Adenau. Zo' Adenau sin de' Escher Lycéen aquarte' ert gin, de' och gestreikt hätten. Ge' nt fönnef auer komme mer zu Marienthal un“ (Manternach 1946: 23).

Ursachen des Streiks an der LBA-Walferdingen

Der CdZ sah davon ab, die an der Protestaktion beteiligten Schülerinnen der LBA vor das im Rahmen des „Generalstreiks“ tagende Standgericht oder vor ein Sondergericht zu stellen. Doch die ausgeführten Straf- und Erziehungsmaßnahmen lassen erkennen, dass sie einer Strategie unterlagen, die in

ihren wesentlichen Grundzügen schon vor dem Ausbruch der Protestaktionen an der LBA sowie an anderen Sekundarschulen in Luxemburg festgelegt worden war. So erließ der CdZ schon knapp eine Woche vor Beginn der einsetzenden Schülerstreiks die „Verordnung über die Ertüchtigungslager der Hitler-Jugend vom 25. August 1942“.

Worin unter anderem folgendes vermerkt wird: „§1. (2) Die Erfassung und Heranziehung der Jugendlichen für die Ertüchtigungslager erfolgt durch die Befehlsstelle der Hitler-Jugend in Luxemburg“ (ANLux, CdG-028, 0035). Der Hauptgrund dieser Erziehungs- oder Ertüchtigungsregelungen dürfte auf eine weitverbreitete, durch das nationalsozialistische Besatzungsregime provozierte Deutschfeindlichkeit innerhalb der Luxemburger Schülerschaft zurückzuführen sein.

Eine politische Begebenheit, die man im Rahmen unserer mikrohistorischen Studie exemplarisch durch einen dreiseitigen Bericht belegen kann, den Alois Brocher, Direktor der LBA Walferdingen, auf Anfrage des CdZ am 10. Juni 1942 abschloss. Der von Camille Kieffer in seiner Studie „Von der Normalschule zur Lehrerbildungsanstalt“ zitierte Bericht beschreibt mit klaren und deutlichen Worten eine vorherrschende politische und ideologische Einstellung unter den Lehramtsanwärterinnen, die für die nationalsozialistische Besatzungsmacht und ihre seit Herbst 1940 radikal angewandte „Gleichschaltung“ des luxemburgischen Schulwesens ein regelrechtes Fiasko darstellte:

„Hitlergruß wird kaum erwidert. In den Klassen hängen Kruzifixe. Fast alle Mädchen tragen konfessionelle Abzeichen. Vor den Mahlzeiten wird Front gemacht und gemeinsam gebetet. Beim Flaggenhissen eisige Gesichter, kaum Mitsingen beim Deutschland- und Horst-Wessel-Lied. Weigerung BdM-Dienst mitzumachen. Fehlen am Mittwoch bei dem BdM-Dienst. [...] Schülerinnen verlangten von mir im Namen der Gewissensfreiheit Urlaub zur täglichen Messe [...]“ (Brocher 1942; zitiert nach Kieffer 1996).

Die von Brocher vorgelegte Einschätzung und Beurteilung der politischen Einstellung der Lehramtskandidatinnen dürfte bei Dr. Münzel, Regierungspräsident und ständiger Vertreter des CdZ, sowie bei Gauleiter Simon eine alarmierende Wirkung ausgelöst haben: „[D]eutschfeindlich 80%, lau 15%, brauchbar keine 5%.“ Die Einschätzung der politischen Lage an der LBA dürfte wiederum den reichsdeutschen Schulleiter zum folgenden Fazit bewogen haben: „Desorganisiert, Werte wurden verhindert. Passiver Widerstand beim Personal und trotz aller Liebenswürdigkeit auch bei den Lehrkräften. Notwendige Aufbauzeit: wenigstens ½ Jahr“ (Brocher 1942; zit. n. Kieffer 1996).

So ernüchternd Brochers Bericht auf die Hauptverantwortlichen der CdZ-Schulpolitik in Luxemburg auch gewirkt haben mag, so unerwartet neu dürfte die politische Lage an der LBA ihnen nicht vorgekommen sein. Seit Einführung des CdZ-Regimes in Luxemburg im August 1940 wurde die seit 1930 im Walferdinger Schloss angesiedelte „Normalschule“ einem NS-ideologischen Gleichschaltungsprozess unterzogen, der nicht nur beim Lehrpersonal, sondern auch bei den Lehramtsanwärterinnen weitverbreiteten Missmut erzeugte, welcher zu antideutschen Äußerungen, verbaler und schriftlicher Natur, führte.

Die ab Ende September 1940 vom CdZ durchgeführte und bis Februar 1941 abgeschlossene „Entkonfessionalisierung“ des luxemburgischen Schulwesens (Dostert 1985: 142) verursachte in der bis

dahin stark von der Präsenz der Ordensschwestern geprägten Walferdinger Normalschule einen tiefen organisatorischen und ideologischen Einschnitt. Die Entfernung der Direktorin, Schwester Emilienne Toussaint, und der anderen Ordensschwestern aus dem Schuldienst der Normalschule löste bei vielen Schülerinnen, die größtenteils aus einem ländlichen, stark vom traditionellen Katholizismus beeinflussten Milieu stammten, Unbehagen aus.

Dabei dürften die Integration von Lehrkräften aus dem „Altreich“ und die Eingliederung reichsdeutscher Schülerinnen in der zu einer reichsdeutschen LBA umgestalteten Normalschule Unwillen und Abneigung bei den luxemburgischen Lehramtsanwärterinnen gegen die radikale Germanisierungspolitik verstärkt haben. So kam es trotz Androhung von Strafmaßnahmen zu offen ausgetragenen antideutschen Ressentiments, wie etwa beim „Fall Félicie Gloden“. Am 8. Januar 1941 bestätigte sie unter Eid ihr Verhalten gegenüber drei Mitgliederinnen des NS-Frauenwerks Walferdingen:

„Als ich gestern, Dienstag, 7. Januar 1941 während der Pause gegen 4 Uhr 30 in der ersten Klasse vor dem offenen Fenster stand, sah ich drei Damen, die ich als Mitglieder der deutschen Frauenschaft ansah, den Weg entlang kommen [...]. Da sagte ich zu meiner Klassegefährtin Eugenie Kuffer, die eben zum Papierkorb ging, der am Fenster steht: 'Do kommen de preisesch Lo' dern'. Ich verpflichtete mich aber eidlich, dass das Wort H..... nicht gefallen ist, denn diese Anschuldigung ist erhoben worden“ (ANLux, CdZ-A-5291, 0209).

Eine Woche später wurde Gloden von der „Stapo“ für zehn Tage „wegen deutschfeindlicher Äußerungen in Haft genommen“ (ANLux, CdZ-A-5291, 0217, 0218). In den folgenden fünf Monaten blieb sie vom Schulunterricht ausgeschlossen, da sie versuchte, sich weiterhin einer Mitgliedschaft bei der VdB (Volksdeutsche Bewegung) oder der LVJ (Luxemburger Volksjugend) zu entziehen (ANLux, CdZ-A-5291, 0221-0222). Erst am 9. Juli 1941 wurde Gloden wieder in die LBA Walferdingen aufgenommen, so Camille Kieffer in seiner schon zitierten Studie (Kieffer 1996).

Der Autor verweist noch auf weitere politisch motivierte Vorfälle, zu denen er sich folgendermaßen äußert: „Nach einer Phase der relativen Ruhe, in der allerdings die Schülerinnen Margarete Demuth und Margarete Birsens in das Netz der Gestapo zu geraten drohten, dies aber offenbar von Siekmeier [Regierungspräsident und Vertreter des CdZ] verhindert wurde, probten die Lehramtskandidatinnen als erste den Aufstand bereits Anfang 1942“ (Kieffer 1996).

Unserem Ermessen nach ist dieser sogenannte „Aufstand“ eher ein komplexer Vorfall, der sich in erster Linie durch die Verfehlungen von W., dem zuständigen Leiter der Walferdinger Lehranstalt zwischen Ende September 1940 und Frühjahr 1942, und die damit verbundenen Reaktionen aus der Lehrer- und der Schülerinnenschaft erklärt. Im Rahmen unserer Studie verweisen wir vor allem auf das „unzulässige“ Verhalten (Kieffer 1996) des früheren im luxemburgischen Schuldienst stehenden Schulinspektors gegenüber ein paar Lehramtskandidatinnen, die er außerhalb der Schulstunden, ja sogar spätabends „ins Dienstzimmer“ bestellte.

In seinem Vermerk vom 12. März 1942 hebt der ständige Vertreter des CdZ, Siekmeier, folgende belastende Aussagen gegen W. im „Fall M.“ hervor: „Befragt warum [M.] das Vorgehen des Direktors geduldet habe, gibt sie an, dass Direktor [W.] sie unter einem Zwang gehalten habe und zwar sei ein Notizbuch bei ihr gefunden worden, in dem



Marienthal/Ahr. Das Erziehungslager der „Walefer Médecher“ befand sich im Gebäude vorn im Bild

„Der Gauleiter hat Ihnen aus diesem Grund die Erziehungsberechtigung über Ihre Tochter entzogen und der Hitler-Jugend übertragen. Ihre Tochter wurde heute einem Erziehungslager der Hitler-Jugend im Reich zugewiesen“

ein Gedicht über die ehemalige Großherzogin mit feindseliger Tendenz gegen die Deutschen gestanden habe. Dieses Gedicht könne ihr sehr gefährlich werden, hat ihr [W.] von Anfang gesagt und unter Vorwand, über diese Angelegenheit mit ihr zu sprechen, hat er sie immer wieder, bestimmt 5-6 oder auch mehrmals, zu sich bestellt [...]“ (ANLux, CdZ-A-5169, 0025-0026).

W. wird seine Versetzung an eine Lehrerbildungsanstalt im „Altreich“ beantragen. Abgelöst wurde er durch den schon erwähnten reichsdeutschen Leiter Brocher. Vor dessen Amtszeit gab es also schon eine Reihe politisch motivierter Vorfälle, die sich vor allem durch antideutsche Bekundungen charakterisierten. Als Brocher am 2. September 1942 die Verweigerung des deutschen Grußes durch 43 luxemburgische Lehramtsanwärterinnen in der LBA Walferdingen erleben musste, entschied er sich als nationalsozialistischer Schulleiter für die sofortige Bestrafung der „Gruß“-Verweigerinnen.

Brocher war sich bewusst, dass der Streik der „Walefer Médecher“ nicht eine einzelne, isolierte und spontane Protestaktion der Lehramtsanwärterinnen gegen die nationalsozialistische Besatzungspolitik darstellte. Im Gegenteil, der Streik stellte den faktischen Höhepunkt einer Reihe antideutscher Bekundungen dar, die sich an der Lehranstalt seit dem Winter 1940/41 zugetragen hatten. Zustande kam diese Serie politischer Bekundungen ausschließlich durch den Mut und Willen junger Frauen!

Erziehungslager Marienthal

Ein paar Tage nachdem die luxemburgischen Schülerinnen und Schüler in die Erziehungslager im „Altreich“ eingewiesen worden waren, informierte Hauptbannführer Felden ihre Eltern am 7. September 1942 „von dem Wohlergehen der Jungen und Mädels“. In der schriftlichen Mitteilung versuchte er die besorgten Eltern der LBA-Schülerinnen von einer pädagogisch vertretbaren Erziehungskultur innerhalb des Lagers zu überzeugen: „Die Mädels werden für die Dauer ihres Aufenthaltes in den Erziehungslagern mit Bastelarbeiten beschäftigt. Die Lager haben Auftrag, Kinderspielzeug herzustellen, das auf den Weihnachtsmärkten der Hitlerjugend in Luxemburg, Esch, Diekirch und Grevenmacher von den Eltern als Weihnachtsgeschenk erworben werden kann“ (ANLux, CdG-028, 0067; MnR 2017: 65-28).

Die Eltern, die zu diesem Zeitpunkt weder den Aufenthaltsort ihrer Töchter kannten, noch die Erlaubnis erhielten, mit ihnen zu korrespondieren oder sie zu besuchen, dürften von Feldens schöngefärbten Mitteilungen wenig überzeugt gewesen sein. Der Hauptbannführer informierte in den beiden folgenden Wochen die Eltern zuerst über den genauen Standort der Erziehungslager, dann über das Aufheben der Post- und Besuchssperre. Dabei versuchte er, die Eltern weiterhin von einer allgemein vorherrschenden guten Stimmung in dem

„Mädellager“ zu überzeugen. Feldens Informationen entsprachen natürlich kaum dem von den Walferdinger Lehramtsanwärterinnen erlebten Alltag im Erziehungslager Marienthal.

So erinnert sich Jeanne Schneider sehr wohl an die Bastelarbeiten, aber entgegen dem Hauptbannführer der H.J. betont sie in ihrem Text das Verrichten anstrengender körperlicher Arbeiten: „Neben den angeführten Beschäftigungen wurden wir zu schweren Arbeiten gezwungen. Mit der Hacke mussten wir die direkte Umgebung der Ackerbauschule sowie den nahegelegenen Dernauer Friedhof vom hochgeschossenen Unkraut säubern.“ Aber vor allem die vom CdZ angestrebte nationalsozialistische Umerziehung während des dreimonatigen Aufenthalts im Erziehungslager wurde von den Walferdingern LBA-Schülerinnen abgelehnt, wie Schneider zu berichten weiß:

„Schulung‘ im volksdeutschen Sinn mußten wir über uns ergehen lassen – natürlich ohne den geringsten Erfolg. Meine diesbezügliche Kritik in einem Brief an meine Mutter bewirkte bei der Lagerleiterin eine eisige Kälte. Am Ende der Mahlzeit brach der Sturm über mich herein: ‘Weißt du, das KZ steht dir offen.’ Wie für ihre Schulgefährtinnen, beschränkte sich Schneiders Strafaufenthalt im „Altreich“ nicht auf das Erziehungslager Marienthal: „Die älteren Jahrgänge unserer Klasse wurden im November zum ‘Arbeitsdienst’ eingezogen. Der kleine Rest mußte nach Altenahr in die Jugendherberge übersiedeln“ (Schneider 1993: 102).

Nach drei Monaten wurden die „Walefer Médecher“ sowie alle anderen luxemburgischen Schülerinnen und Schüler aus den Erziehungslagern „feierlich entlass“. Diese propagandistische Inszenierung des CdZ fand nach ihrer Rückkehr am 12. Dezember 1942 in Esch/Alzette statt. Bei der Feier bekamen die Eltern „d’Erziehungsberechtigung iwer eis erem“. So Josette Manternach, die ihren Bericht mit einer dem patriotischen Zeitgeist der frühen Nachkriegszeit verbundenen Formulierung abschließt: „Mir hätten de’ gro’ ss satisfactio’ n op der seit vun de martyrer vum streik gestäen ze hun, wann och a klegem möss“ (Manternach 1946: 26).

„De’ Walefer Médecher an Déi Nei Zäit“

Jeanne Schneider hingegen schließt ihren Bericht mit folgenden verbitterten Worten ab: „Wir waren damals nicht gefragt von unserm Land für das wir so viel durchgestanden hatten“ (Schneider 1993: 103). Diese Schlussfolgerung bezieht sie auf ihre Erfahrungen nach der Rückkehr aus dem Erziehungslager Marienthal. Nach ihrer Wiederzulassung an der LBA-Feldgen im Februar 1943 beendete sie ihre Lehramtsstudien. Ein Abschluss, der so nicht nach der Befreiung Luxemburgs im September 1944 vom luxemburgischen Staat anerkannt wurde.

„Unsere Klasse“, so vermerkt Schneider, „ausgerechnet unsere Klasse, musste durch Beschluss des neugebildeten luxemburgischen Erziehungsministeriums ein weiteres Bildungsjahr absitzen.“ Nach den bestandenen Abschlussprüfungen kam es für Schneider bei der „Ausschreibung der freien Lehrerinnen-Posten“ zu einer weiteren Enttäuschung: „Unserem Bewerbungsschreiben wurde im Ministerium eine große 0 (Null) aufgedruckt, obschon wir das luxemburgische Abschlussexamen bestanden hatten im Jahre 1945“ (Schneider 1993: 103).

Jeanne Schneider sowie ihre am Walferdinger Schulstreik beteiligten Schulgefährtinnen fühlten sich nach Kriegsende vom luxemburgischen Staat ungerecht behandelt, und dies trotz der offiziellen Verleihung einer „Mention honorifique“ im Jahre 1947 „en raison de leur attitude patriotique pendant l’occupation ennemie“ (Amtliche Mitteilungen 1947: 8).

Ein ausführliches Quellen- und Literaturverzeichnis zum Artikel ist ab 1. November 2020 unter www.land.lu einsehbar.



Hauptbannführer Karl Felden (4) und Rolf Karbach (3), Gebietsführer der HJ Koblenz-Trier, auf einer politischen Versammlung

Die kleine Zeitzeugin

Im Banne des Tyrannen

Michèle Thoma

Er ist immer noch da, zäh wie Trump, jäh wie Trump. Der wird auch andauernd totgesagt, und dann leuchtet sein vergoldeter Schopf auf und sein Weib preist ihn und kassiert dafür ein gönnerhaftes Küsschen. Eine Hydra, die hundert Häupter hebt, die Tyrannin lebt, munkelt es von allenthalben, von überall hebt sie ihr hustendes Haupt und spuckt uns ins Gesicht. Die Luft ist nicht mehr rein, schon wieder nicht.

Die Tyrannin schläft, hieß es im Frühsommer, ein großes Lachen hob an, alle strömten ins Freie, wo sie frei waren, die Zecher hoben die Becher, die Zecherinnen selbstverständlich auch. Das Blaue vom Himmel war das schönste blaue Wunder, sogar der schütterte Park wurde grün gefunden, und blaue Meere lagen denen, die sie sich kaufen konnten, wieder zu Füßen. Wie es sich gehört. Und alles war wieder ein bisschen gut. Zwar wurde gemahnt, doch auf Sparflamme zu leben und nicht zu sehr zu entflammen, nicht zu laut und zu maßlos zu werden. Nicht zu jung. Weil die Tyrannin könnte wieder aufwachen, und wir würden wieder ins Gefängnis kommen.

Aber wie wir Menschenkinder so sind, immer können wir nicht auf Zehenspitzen gehen, manchmal müssen wir auf die Pauke hauen. Die Sehnsucht trieb uns an Gestade oder auf Marktplätze, in der Sonne baden, ja, schön, aber auch ein bisschen in der Menge baden, das ist so live. Endlich wieder jemand riechen, mit dem man nicht seit fünfzig Jahren Bett oder Büro teilt!

Die, denen der Tyrann keine Angst einjagt, weil sie ihn für eine kollektive Wahnvorstellung halten, sind schwer damit beschäftigt, den Tyrannen hinter dem Tyrannen zu entlarven. Sie sind auch nicht zu beneiden. Dann gibt es die, die sich mit dem Tyrannen arrangieren, sie meiden ihn diplomatisch. Sie haben ihr Schutzschild, ihre unantastbare Aura immer dabei, es ist eine käufliche und derzeit unbezahlbare Aura. Aus ihrem Auto steigen sie in ihre Yacht um, sie bleiben unter sich und prostern sich autark zu. Sie brauchen nichts und niemand, denn sie haben alles. Leider ist alles sehr unfair, regen sie sich dann sehr auf. Weil

Wir fürchten uns vor der Luft, die wir einatmen, und vor einem Haltegriff. Bald werden wir jahrelang auf der Couch liegen

obschon sie von einer nun wirklich garantiert partyproletariatfreien Insel kommen, müssen sie in einem stinkenden Stau darauf warten, dass jemand in ihrer Nasenhöhle stochert.

Kaum hat man ein bisschen aufgelebt, ein bisschen gelebt, kaum ist man ein bisschen gereist, reisen schon wieder Hiobsbotschaften um die Welt. Die Bayern wollen wieder weniger feiern. In Marseille ziehen sie wieder mit Masken um die Häuser. Das Gebrabbel hinter den Masken macht aber so menschenmüde, man zieht sich wieder zurück und verzieht sich. Der schönste Traum, die größte Utopie, scheint wieder zu entrücken, in eine bald schon fremde Ferne. Die des Alltags, des Alltags davor.

Wow, der war so mega, entsinnt ihr euch? Wie wir im Morgengrauen in die Busse krabbelten, wie wir in die Aufzüge drängten und allen unser Antlitz zeigten. Verquollen, aber menschlich. Wie wir überhaupt so menschlich unterwegs waren, uns menschlich die Ellbogen ins Fleisch rammen, uns nicht in die Ellbogen husteten wie Sklavinnen. Gib uns unseren Alltag back, lass uns wieder normal Bus fahren.

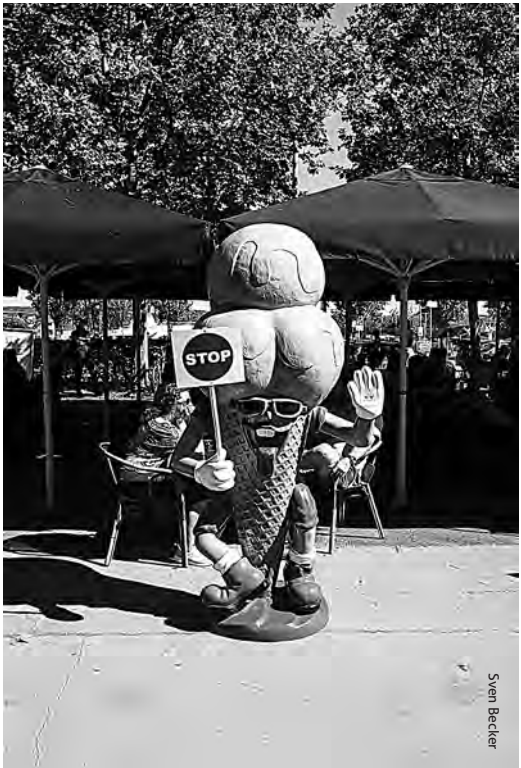
Das waren Zeiten, als wir noch nach Männern mit eckigen Bärten Ausschau hielten. Das waren handfeste Ängste. So was oder wen konnte man dingfest machen, theoretisch. Aber jetzt ... wir fürchten uns vor der Luft, die wir einatmen, und

vor einem Haltegriff. Bald werden wir jahrelang auf der Couch liegen, aber da liegt auch schon ein Virus. Der Therapeut kommt übers Telefon wie die Seelsorge zu Weihnachten.

Bald sind wir lauter Kollateralschäden, zumindest haben wir einen Monster-Kollateraldachschaden. Aber daran stirbt man wenigstens nicht, denken wir und schauen ins Poesiealbum.

Wo wir der besten Freundin die Wahrheit ins Gesicht sagten, die Fetzen und Tröpfchen flogen, nachher war man erleichtert. Jetzt ist man nie erleichtert. Alles soll nur noch *light* sein, Leben *light* ist aber das Schwerste. Immer mit Spaßbremse unterwegs. Kleine Kinder lustig maskieren. Den Menschen zurückstoßen, der freudig auf uns zukommt, möglichst zuvorkommend.

Es ist alles so ermüdend.



Den Menschen zurückstoßen, der freudig auf uns zukommt

Chronique de l'urgence

Cruauté arctique

Jean Lasar

À un rythme échevelé, depuis que Donald Trump est président, l'Agence de protection environnementale (EPA) supprime les restrictions, dédaigneusement qualifiées de « red tape », avec lesquelles les administrations précédentes tentaient depuis l'époque de Nixon de limiter les atteintes des activités industrielles à la santé et à la biodiversité. Plafonds d'émission pour le mercure, prescriptions d'efficacité énergétique pour les centrales thermiques, limites aux forages dans les réserves naturelles, notamment dans l'Océan arctique, obligations relatives aux émissions des véhicules, tout y passe.

Il y a juste un petit problème : bien qu'elle ait pu à l'occasion faire les affaires de certains donateurs du camp républicain, cette fureur dérégulatrice irrite désormais au moins une partie de ceux qu'elle est supposée favoriser. Cela vaut notamment pour les constructeurs automobiles, qui craignent qu'un relâchement des normes sur les gaz d'échappement leur fasse perdre un temps précieux par rapport à leurs concurrents étrangers.

Le vent est en train de tourner pour ceux dont le métier consiste à extraire et à commercialiser des produits fossiles

Nouveau coup de poignard contre le climat et la biodiversité, l'administration Trump vient d'autoriser les forages et la construction d'oléoducs et d'aéroports dans le Refuge faunique national arctique (ANWR), dans le nord-est de l'Alaska, sur deux zones totalisant 3 200 kilomètres carrés. Mais lorsque ceux que cette mesure devrait réjouir s'en inquiètent, il y a lieu de se demander dans quel univers étrange évoluent Trump et son équipe.

Car, quoiqu'on en dise, le vent est en train de tourner pour ceux dont le métier consiste à extraire et à commercialiser des produits fossiles. Le temps pour eux n'est plus aux investissements lourds et à long terme, mais plutôt à l'exploitation *hic et nunc* des gisements aux coûts de revient les plus bas, histoire d'entretenir auprès de leurs actionnaires l'illusion d'une poursuite des rentes historiques dont ils ont profité ces dernières décennies. Tout le contraire des gisements de l'ANWR qui nécessitent des milliards en développement d'infrastructures et ne fourniront leurs premières gouttes de brut que d'ici huit ans au plus tôt. Les majors et les grandes banques ont de toute façon commencé à se détourner de l'exploration pétrolière en Arctique, tant en raison des risques élevés de pollution dans ces écrins de nature sauvage que des incertitudes liées à la crise climatique.

Voir l'administration Trump s'arc-bouter ainsi simultanément contre la volonté de sa clientèle de pétroliers et le sens de l'histoire à quelque chose de glaçant. Lorsque des décisions qui engagent la survie de l'espèce humaine, la préservation de

sanctuaires irremplaçables de vie sauvage et les conditions de subsistance de populations indigènes – les Gwich'in chassent les caribous qui traversent l'ANWR – sont motivées par une idéologie surannée, un *Kulturkampf* aux effluves de pétrole, au point qu'elles déplaisent même à leurs bénéficiaires théoriques, on est véritablement en présence de cruauté pure.

Zu Gast

Le dialogue citoyen

Sven Clement

En date du 6 août 2020, le gouvernement vient d'aviser notre proposition de loi prévoyant l'institution d'un dialogue citoyen permanent au Grand-Duché, déposée à la Chambre des députés le 9 octobre 2019. Ladite proposition correspond à une transposition en droit luxembourgeois du décret belge instituant un tel mécanisme de participation citoyenne de façon permanente en Communauté germanophone.

Sven Clement est député du Parti des Pirates

Le dialogue citoyen tel que prévu par la proposition de loi a pour finalité de permettre à des citoyens réunis en assemblée à émettre des recommandations au gouvernement sur des sujets particuliers. Ces recommandations, après avoir été avisées par les commissions parlementaires compétentes, devront par la suite être examinées en concertation avec le conseil citoyen pour définir les suites qui y seront réservées.

Pourquoi une proposition prévoyant plus de participation citoyenne est-elle opportune ? Et bien, le fait que les populismes se répandent actuellement un peu partout en Europe, menaçant notre système de valeurs issu de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, n'a probablement échappé à personne. Des nouvelles formes de gouvernance semblent s'imposer pour contrer cette évolution.

Léonie de Jonge, politologue luxembourgeoise, s'est intéressée particulièrement au développement des partis d'extrême-droite en Europe. Dans sa thèse doctorale, elle s'est penchée plus précisément sur l'essor du populisme dans les pays du Benelux. Dans un des ses articles, intitulé « Direkte Demokratie als Waffe der Rechtspopulisten ? », paru dans *Forum* en avril 2016, la jeune doctorante écrit : « Schweizer Politikexperten warnen schon länger vor den Gefahren der direkten Demokratie, falls diese in die Hände rechtspopulistischer Parteien gerät. Dem Historiker Damir S. zufolge betreibt die SVP eine Art von Dauerwahlkampf mithilfe der direkten Demokratie. Er geht davon aus, dass die Partei Volksinitiativen strategisch einsetzt, um damit den politischen und öffentlichen Diskurs zu beeinflussen. »

Le référendum de 2015 au Luxembourg, ainsi que le Brexit, ont montré que la démocratie directe peut s'avérer tout à fait problématique et, le cas échéant, nuisible et discriminatoire. Or, comme De Jonge le remarque pertinemment dans son article : « In der Schweiz gibt es, dank der direkten Demokratie, eine ausgeprägte, offene Diskussionskultur, in der kontroverse politische Themen in einem breiten öffentlichen Rahmen diskutiert werden können. (...) Vielleicht können beide Länder in dieser Hinsicht ja noch etwas voneinander lernen. »

Le dialogue citoyen permanent, à l'image du modèle belge, ne correspond aucunement à une tentative de polarisation du débat politique ou de discrimination. Il se comprend justement comme une arme contre le fléau des populismes en impliquant activement les citoyens et citoyennes dans un processus de consensus.

Dans son avis, le gouvernement écrit qu'« il y a lieu de préciser que le dialogue citoyen permanent n'a été institué que très récemment au niveau régional en Belgique (ce qui ne permet pas d'avoir le recul nécessaire pour en apprécier l'efficacité) et n'existe dans cette forme, à la connaissance du Gouvernement, dans aucun autre pays au monde ». Le gouvernement estime donc que la proposition n'est pas adaptée au système institutionnel luxembourgeois.

Or, le « Ältestenrat » du Bundestag allemand vient d'adopter en date du 18 juin 2020 l'institution d'un dialogue citoyen qui est censé établir un rapport sur le rôle de l'Allemagne dans le monde. Wolfgang Schäuble s'explique : « Gerade weil die wachsende Komplexität im rasanten gesellschaftlichen Wandel die repräsentative Demokratie noch wichtiger macht, sollten wir dafür sorgen, dass sie wieder für mehr Bürger interessant wird und sie sich wirklich vertreten fühlen. Mit der Beauftragung eines Bürgerrats beschreiten wir parlamentarisch Neuland. »

Le gouvernement du Luxembourg ne semble pas prêt.

Summertheater

Den Engel hat eng Iddi;
Aus Suerg ëm d'Staatsfinanz.
En huet se deklaméiert
A goung dermat op d'Panz.

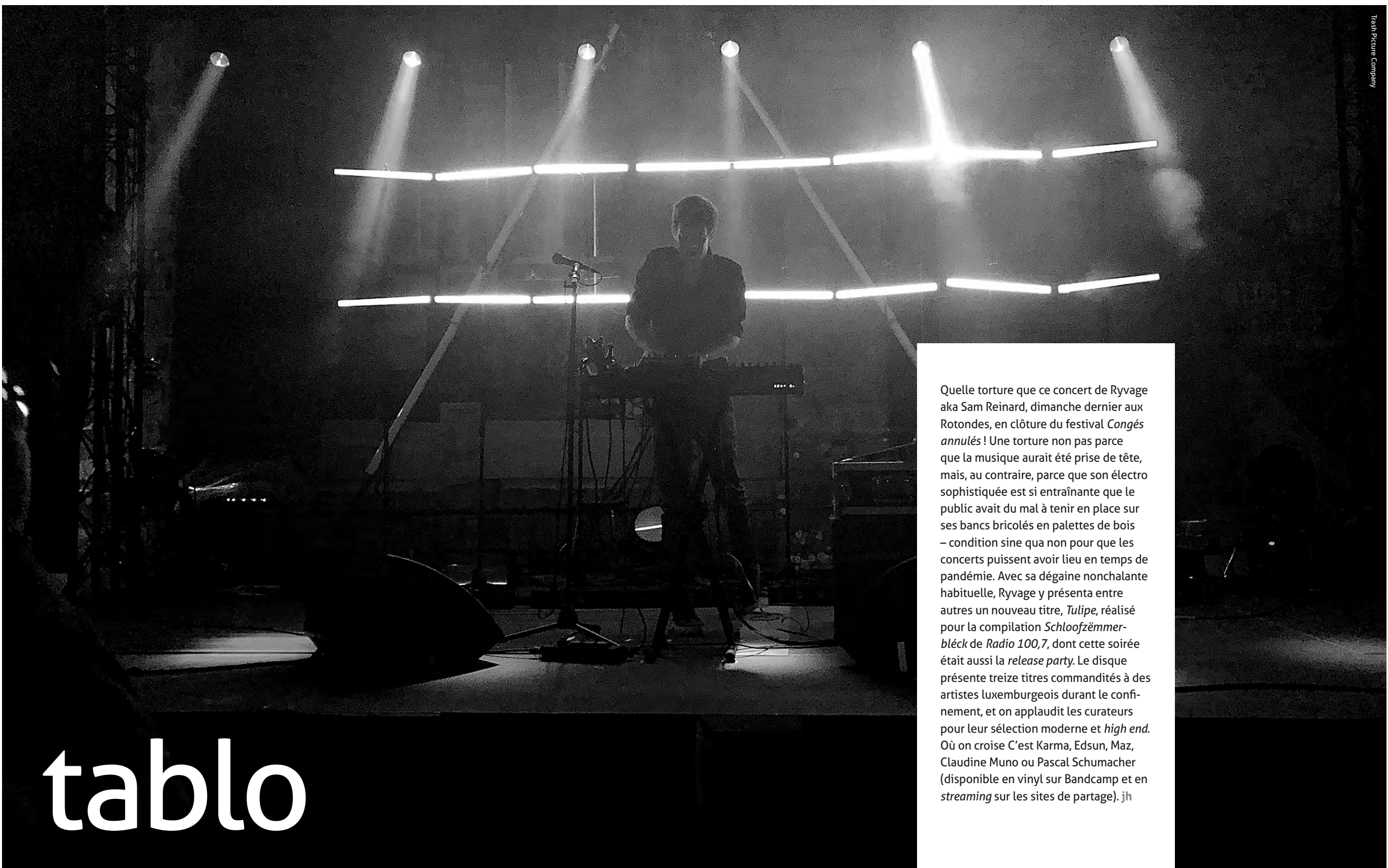
En duecht, en dierft verlaangen
Eng Steier fir déi Räich,
Mee grad déi grouss Verméigen,
Déi wëlle kee Gedäisch.

Dunn ass en zréck geruddert;
E stoung op sech eleng.
Bal kee méi an der Chamber
Denkt haut nach un déi Kleng.

Do sëtzen Affekoten,
Déi schaffe fir déi Déck.
Dee ganze Summertheater
War just en Trauerstéck.

Jacques Drescher





tablo

Quelle torture que ce concert de Ryvage aka Sam Reinard, dimanche dernier aux Rotondes, en clôture du festival *Congés annulés* ! Une torture non pas parce que la musique aurait été prise de tête, mais, au contraire, parce que son électro sophistiquée est si entraînante que le public avait du mal à tenir en place sur ses bancs bricolés en palettes de bois – condition sine qua non pour que les concerts puissent avoir lieu en temps de pandémie. Avec sa dégainée nonchalante habituelle, Ryvage y présenta entre autres un nouveau titre, *Tulipe*, réalisé pour la compilation *Schloofzëmmerbléck* de *Radio 100,7*, dont cette soirée était aussi la *release party*. Le disque présente treize titres commandités à des artistes luxembourgeois durant le confinement, et on applaudit les curateurs pour leur sélection moderne et *high end*. Où on croise C'est Karma, Edsun, Maz, Claudine Muno ou Pascal Schumacher (disponible en vinyl sur Bandcamp et en *streaming* sur les sites de partage). jh

Politique



Ein Hauch von Esch 2022

Esch 2022 ist ein Kunstprojekt durch und durch. Selbst das Presse-Update per Videokonferenz am Donnerstagmorgen fühlte sich an, wie ein elaborierter Teil der übergreifenden Idee. Denn wie jedes erfolgreiche Kunstprojekt wirft es mehr Fragen auf, als es beantwortet. Kurze Eindrücke digitaler Konzeptzeichnungen, eingebettet zwischen Standbildern, zeichnen ein impressionistisches Bild, das den Zuschauer grob errahnen lässt, was passiert, aber nicht alles preisgibt. „C'est une opportunité de redécouvrir le patrimoine [Knacken in der Leitung] ... la construction ... [Hüsteln eines Zuschauers, das Videoprogramm verharrt 20 Sekunden auf seinen Initialen].“ Jeder Punkt wird begleitet vom rhythmischen Klopfen eines Fingers, direkt neben einem Mikrofon. „Was“, müssen Zuschauer/innen sich fragen, „habe ich gerade verpasst?“ Die industrielle Sound-Kulisse wird vom zweiten Sprecher ausgebaut: Jedes Weggreifen vom Mikrofon und die damit einhergehende Stille verdeutlicht die Eingeschränktheit der menschlichen Wahrnehmung. Laut, leise, laut, Stille. Es geht um das Gebäude, in dem sie sind? Verbindungsabbruch. Slides werden genau lange genug gezeigt, um beim Publikum etwas Unbewusstes auszulösen, und es dann mit den Fragen alleine zu lassen: „Was, genau, habe ich grade gesehen? Und was bedeutet es?“ Das Stichwort „Natur“ fällt. „Il ne faut pas le cacher, on est des artistes et pas des jardiniers, c'est pour ça qu'on travaille avec des jardiniers de Paris.“ Man schließt: Das Projekt hat etwas mit Pflanzen zu tun. Und mit einem Restaurant? Vermutlich. „Merci pour les impressions et idées,“ bedankt sich die Gesprächsleiterin, vor einem letzten Spiel mit den Erwartungen: Questions? „Désolé, je ne vous ai pas compris.“ Ich auch nicht. mp

Luxemburgensia



La « colonie invouée »

« On peut affirmer que des Luxembourgeois ont été impliqués dans tous les aspects des deux périodes coloniales belges, dont les plus sombres... », estimait l'historien Régis Moes dans une récente interview dans le *Land* (du 24 juillet). Aujourd'hui conservateur au Musée national d'histoire et d'art, où il signa l'exposition sur la Guerre froide au Luxembourg en 2016 et actuellement (avec Renée Wagener) sur la généralisation du droit de vote (*Wiele wat mir sinn*), Moes avait remporté en 2010, alors qu'il était étudiant en histoire, le prix du meilleur mémoire de master de la Fondation Robert Krieps. Sa recherche fut publiée en 2012 sous le titre *Cette colonie qui nous appartient un peu – La communauté luxembourgeoise au Congo belge 1883-1960* dans la collection de livres coédités par la Fondation Krieps et le *Lëtzebuurger Land*. Moes y démontre que la part du Luxembourg dans le colonialisme a été bien réelle, via sa collaboration avec les autorités belges au Congo (photo : une infirmière luxembourgeoise entourée d'élèves, vers 1925, extraite du livre). Épuisé suite à une nouvelle forte demande dans la mouvance de *#Blacklivesmatter*, le livre vient d'être réédité et est à nouveau disponible en librairie et est à nouveau disponible en librairie et via le site *land.lu* au prix de 35 euros. jh

Art contemporain



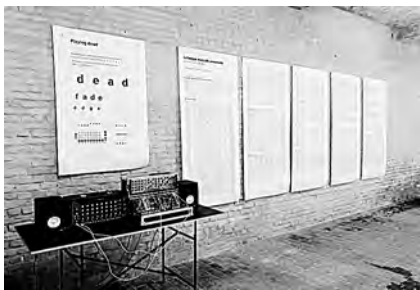
À la trace

On ne sait pas ce que l'artiste Marco Godinho fera de l'époque du Covid-19 et de ses frontières fermées, le temps nous le dira. Ce que l'on voit dans l'épais catalogue *Written by Water* qui vient de sortir en coédition entre le Casino Luxembourg et Hatje Cantz Berlin, c'est le travail qu'il a réalisé jusqu'à présent et qui a culminé dans son pavillon éponyme à la biennale d'art contemporain de Venise l'année dernière. D'origine portugaise, arrivé au Luxembourg avec ses parents alors qu'il était enfant, Marco Godinho est devenu l'artiste de l'exil, séismographe des déchirures qu'il représente et des traces que laisse l'humain dans l'espace-temps. Son tampon *Forever Immigrant* datant de 2012 apposé des centaines, non, des milliers de fois sur les murs à Metz, Nice ou Lyon (photo : TPC), a marqué les esprits autant que ses livres blanchis par la force de la mer Méditerranée montrés à Venise.

Comme le catalogue de Filip Markiewicz paru en parallèle aux mêmes éditions, ce gros livre de 300 pages est bien plus qu'une seule documentation de l'exposition vénitienne. Entre catalogue raisonné et anthologie, il fait intervenir sept auteurs qui sont proches de l'artiste, de Paul di Felice à Christophe Gallois, en passant par Béatrice Josse, qui l'a toujours soutenu lorsqu'elle était directrice au Frac Lorraine à Metz (où on a découvert Godinho en 2006, avec sa mappemonde découpée en bandelettes appelée *Le monde nomade*, en 2006), ou Hélène Guenin, qui l'a exposé au Musée d'art moderne de Nice en 2016. Richement illustré, le livre documente les œuvres souvent éphémères de Marco Godinho, installations fragiles et changeantes comme ces fleurs qui se fanent juste posées dans des bouteilles. *Remember what is missing* disait une de ses œuvres (en vente 40 euros au Casino Luxembourg). jh



Art contemporain



Not dead yet

L'année dernière, le trio belge LAB[au] avait impressionné par la rigueur radicale de son exposition *If Then Else* alliant sciences exactes et minimalisme esthétique au Casino Luxembourg. Deux de ses membres, le couple d'artistes Manuel Abendroth et Els Vermang, dirigent aussi un lieu d'exposition à Bruxelles, à savoir la Société d'électricité, installée depuis 2015 dans une ancienne usine, dont le bâtiment remonte aux années 1930. Dans cet *artist-run space*, ils proposent des exposition sur les nouvelles formes d'expression artistique et les technologies modernes. Lors des *gallery days* du week-end du 3 septembre, y aura lieu le vernissage d'une nouvelle exposition, *Transcoding*, de laquelle fait partie, aux côtés de Bruce Nauman, Carl André ou Thomas Ruff, le duo luxembourgeois Wennig & Daubach, avec deux pièces sonores (*Playing dead* et *Sol Re Sol* ; photo : W&D), nouvelles recherches artistiques qu'ils ont dévoilées une première fois en 2019, lors de leur *soloshow* chez Nosbaum-Reding (jusqu'au 1^{er} novembre ; *societe-d-electricite.com*). jh

Luxemburgensia



Ungleiche Paare

Eine wirkliche rote Linie lässt sich bei den vier neuen Büchlein in der *Timba*-Reihe von Kremart nicht wirklich finden, außer, dass sie alle auf Luxemburgisch verfasst und etwa 40 Seiten lang sind. Einfacher ist, sie in zwei Gruppen einzuteilen: *De Schapp beim Wal* und *Fir wann ech net méi kann* sind Pathoskeulen: Die pathetische Prosa über einen verfehlten Schauspieler, der versucht und verfehlt zum pathetischen Öko-Terroristen zu werden, steht neben dem noch pathetischeren Drama über einen Selbstmörder, um dessen pathetischen Abschiedsbrief ein Theaterstück geschustert wurde. Es bleibt bei beiden die Frage, ob man mit den Charakteren sympathisieren soll. *Déi nächst Ettapp* und *Déif gekillt* sind ein ungleiches Paar zweier Geschichten, die je ein *Event* aus unterschiedlichen Perspektiven betrachten und am Ende einen kleinen *Twist* bereithalten, der hier nur erwähnt wird, weil er in beiden Fällen kein *Spoiler* ist und die Freude am Lesen nicht verdirbt. Zu allen Büchern wird ein Glas Whiskey empfohlen, in zwei Fällen um sich besser mit den Figuren zu identifizieren und in zwei Fällen, weil man ihn braucht. mp

Jean Back : *De Schapp beim Wal*. Joseph Kayser: *Déif gekillt*. Josiane Kartheiser: *Déi nächst Ettapp*. Romain Butti: *Fir wann ech net méi kann*. Kremart Edition, je 40 Seiten und 4 Euro)

Music made in Luxembourg

Génération(s) homemade

Kévin Krocze

Malgré les risques de pluie et les nuées de moucheron qui viennent titiller quelques malheureux, le public a répondu présent pour une nouvelle soirée *Lët'z' play*, organisée sur le parvis du centre culturel Neimënster. La première partie est assurée par Ema Macara, alias ÆM. Elle chante en anglais et en portugais, siffle joliment et improvise une chansonnette au rythme des cloches de 19 heures qui résonnent. Après une révérence parfaitement exécutée, elle laisse sa place à Jana Bahrich, guitare à la main et tête d'affiche du jour. Jana Bahrich est la jeune cofondatrice du groupe Francis of Delirium, véritable pépite de rock *made in Luxembourg* qui voit son fanclub s'élargir de jour en jour. La session acoustique débute sans chichi tandis qu'une fine pluie commence à tomber. Lorsque la chanteuse, entre deux compositions demande « Is it raining ? », le staff distribue à qui le veut des ponchos jetables. La situation est maîtrisée.

Le lendemain, on retrouve la chanteuse et compositrice de 19 ans aux Rotondes dans le cadre des *Congés annulés* pour un concert amplifié. Francis of Delirium c'est avant tout un projet commun, entre Jana Bahrich donc et Chris Hewett, batteur et producteur de près de trente ans son aîné. Ce dernier, père de deux camarades d'école de Jana, a été impressionné par la jeune artiste et lui a apporté conseils artistiques et permis de profiter d'un studio d'enregistrement, à domicile. Révélée au Screaming Fields Song Contest 2019, tremplin qui a vu défiler quasiment toute la jeune génération pop/rock/urbaine autochtone, la formation a publié un premier EP en juin dernier. Paru chez Dalliance Recordings, *All Change* est un cinq titres de 17 minutes, diablement efficace, aux gimmicks déjà entendus mais toujours entêtants. Le duo présente lui-même sa musique comme du *grunge* des années 90 remis à jour. Sa formule *live* ne cesse d'évoluer. En effet, alors que Chris Hewett l'accompagnait sur scène durant les premiers shows, Jana partage dorénavant les planches avec un batteur et un bassiste, plus disponibles.

Aux Rotondes, jeudi 20 août au soir, place aux lampions, aux guirlandes et à la saturation d'une guitare électrique. Denis Schumacher est à la batterie et Jeff Hennico à la basse. Le trio démarre sur les chapeaux de roue et enchaîne aisément les compositions de Francis of Delirium. Le public (re)découvre *Ashamed*, *Karen* ou encore le très réussi *Circles*, trois morceaux qui gagnent à être joués en live, malgré l'ambiance toute relative. Aucun pogo ou quelconque débordement, l'audience est réceptive mais assise et encore timide, normes de sécurité oblige. Parfois, Jana Bahrich prend la parole, avec une approche assez méta de l'exercice et des anecdotes qui ne vont encore nulle part. Pourtant lorsqu'elle joue, sa présence, ses gestes et son assurance transpirent. Soudain, une corde de sa guitare casse. On trouve un instrument de substitution en urgence, hélas, la sauce ne prend plus. On préfère en rire, à peine une corde refixée, le show reprend et le trio termine sur *Quit Fucking Around*, single et morceau phare du groupe.

Après le concert, on retrouve la chanteuse qui transporte son matériel d'un bout à l'autre du parvis. Soudain, un homme tombe à la renverse dans un fracas. La structure en bois sur laquelle il s'est assis s'est éclatée. Mais plus de peur que de mal. Chris Hewett, qui



Jana Bahrich et Chris Hewett

Francis of Delirium c'est avant tout un projet commun, entre Jana Bahrich et Chris Hewett, qui définit sa musique comme du *grunge* des années 90 remis à jour

Francis of Delirium sur scène aux *Congés annulés* des Rotondes

a évidemment fait le déplacement, se manifeste à ce moment précis. Leur complicité et leur respect mutuel ne font aucun doute et leur discours multigénérationnel et *do it yourself* tient la route. Tous leurs vidéoclips ont d'ailleurs été réalisés et montés par Jana Bahrich elle-même. On pourrait craindre le pire de cet attrait pour le tout fait maison et pourtant, il en ressort des films étonnamment maîtrisés, aux images intentionnellement dégradées et surcolorées. La chaîne YouTube du duo vaut d'ailleurs le coup d'œil. On y trouve des reprises orchestrales ou bien au banjo de certains titres mais surtout des *making-ofs* de clips et de morceaux qui témoignent de manière ludique de leur processus créatif.

Outre l'imagerie développée sur leurs pochettes, faits de dessins faussement enfantins et assez noirs, le duo a étudié son code couleur. La chanteuse a en effet délaissé des tenues à l'origine immaculées pour une veste rouge, en adéquation avec une musique plus sanguine. Le confinement a été l'occasion de réaliser le clip toujours *homemade* de *Ashamed* en *stop motion*, mais surtout de travailler sur de nouvelles compositions dont on entendra sans doute parler.

Plus d'informations sur : francisofdelirium.com

Musique classique

On croit rêver !

José Voss

On sait à quel point les restrictions liées à la crise sanitaire ont chamboulé notre vie, en général, et, plus particulièrement, la vie culturelle. C'est ainsi que, par exemple, la saison musicale en cours a été amputée d'un bon tiers. Raison de plus pour en remettre une sacrée couche dès septembre ? Toujours est-il que les responsables du fastueux complexe musical de la Place de l'Europe proposent, pour la saison 2020-2021, un programme des plus fastes... et des plus vastes, tant il balaie les siècles et les genres, avec, bien entendu, chevillé au cœur, l'espoir que, d'ici la rentrée des artistes, le Covid-19 ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

D'une programmation dont « la qualité va de pair avec une formidable diversité » (Sam Tanson), on retiendra, tout d'abord, quelle est placée – annversaire oblige ! – sous le signe de Beethoven ; ensuite, qu'en guise d'« Artistes en résidence », la Philharmonie accueillera l'illustre violoniste et chef d'orchestre Leonidas Kavakos ainsi que le fabuleux accordéoniste Vincent Peirani ; enfin, et ce, au rang des bonnes nouvelles, que le maître-queux de l'orchestre maison, Gustavo Gimeno, rempile jusqu'en 2025, et se présente, pour la saison prochaine, avec une carte de menu étouffé-chrétien proposant des œuvres de Bruckner, Mahler, Debussy, Stravinski, Chostakovitch, Dutilleux et – last not least – Beethoven.

Côté grands sages de la baguette, pour le volet symphonique donc, le mélomane aura l'embaras du choix entre Sir John Eliot Gardiner et Sir Simon Rattle, Leopold Hager et Franz Welser-Möst, Valery Gergiev et Philippe Herreweghe, Sir Antonio Pappano et Marc Minkowski, Riccardo Chailly et Riccardo Muti, Christian Thielemann et Paavo Järvi, Thomas Hengelbrock et Jordi Savall, William Christie et Myung-Whun Chung,



Gustavo Gimeno

Yuri Temirkanov et Giovanni Antonini : autant de chefs prestigieux, lesquels opéreront au pupitre de la fine fleur des phalanges internationales les plus huppées (Vienne, Londres, Munich, Dresde, Hambourg, Saint-Petersbourg, Paris, Amsterdam, Milan, Rome, Cleveland, Stockholm, Zürich, Monaco, Bâle, Salzbourg). Ouf !

Côté solistes, même défilé de géants, même pléthore d'artistes bien nés. Les amateurs de piano seront comblés avec des récitals de Maurizio Pollini, Grigory Sokolov, Sir Andras Schiff, Emmanuel Ax, Daniel Barenboim, Paul Lewis, Hélène Grimaud et Jean-Yves Thibaudet, les prestations de Nikolai Lugansky, Denis Matsuev, Alexandre Tharaud et Alexandre Kantorov, sans compter les apparitions en solistes de Daniil Trifonov, de Krystian Zimerman dans les *Concertos* de Beethoven et de Mitsuko Uchida dans ceux de Mozart.

Les férus de violon ne seront pas en reste, avec des virtuoses de grand luxe tels que Frank Peter Zimmermann, Renaud Capuçon, Gil Shaham, Joshua Bell, Yuja Wang et Khatia Buniatishvili. Que du beau linge !

Quant aux aficionados du l'instrument-roi, ils auraient mauvaise grâce à se plaindre, avec la venue d'organistes de la pointure d'un Thomas Trotter ou d'une Iveta Apkalna, qui n'ont pas leur pareil pour faire résonner les 6 768 tuyaux du Schuke dans toute leur splendeur.

Et pourtant, ce n'est pas tout. Comme si tout cela ne suffisait pas, s'y ajoutent, en effet, les nombreuses propositions des ensembles à demeure : que ce soit l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg, sous Gustavo Gimeno, les Solistes Européens Luxembourg, sous Christoph König,

ou l'Orchestre de Chambre du Luxembourg, sous la baguette d'une pléiade de chefs invités.

Sont particulièrement gâtés, cette année, les inconditionnels de la musique de chambre, et, tout spécialement, ceux qui ne jurent que par le quatuor à cordes, dont on sait qu'il passe – à juste titre, au demeurant – pour être la forme la plus accomplie de la musique chambriste voire de la musique classique tout court. La nouvelle saison sera l'occasion de retrouver les quatre ensembles de grande classe que sont les Quatuors Arod, Jérusalem, Emerson et Tákacs, et ce, à la faveur d'affiches qui prennent la peine de s'intéresser, parallèlement aux créateurs incontournables du genre que sont les Haydn, Mozart, Beethoven, Schubert, Brahms ou Debussy, à des compositeurs moins joués tels que Borodine, Bartok, Korngold ou Dutilleux.

À côté des valeurs sûres et des vieilles connaissances, dont on ne peut qu'admirer la fidélité à Luxembourg, une place non négligeable est faite à de nouveaux visages ou *rising stars* : on pourra, ainsi, découvrir, entre autres, les jeunes membres du Quatuor Aris, le baryton James Newby, la percussionniste Vanessa Porter ou encore la saxophoniste Jess Gillam.

Au chapitre des musiciens nationaux, on ne manquera pas de fêter les retrouvailles avec les pianistes Jean Muller, Cathy Krier et David Ianini, le maestro Pierre Cao et l'ensemble United Instruments of Lucilin, dont nul n'ignore le rôle majeur qu'il joue, depuis deux décennies, dans le domaine de la musique contemporaine, où il a, à son actif, notamment de nombreuses créations de compositeurs de chez nous ou d'ailleurs.

Enfin, on notera que la saison à venir sera marquée par le retour, le 5 décembre, soit un an,

Entre valeurs sûres et nouveaux visages, la saison 2020-2021 balaie les siècles et les genres

presque jour pour jour, après sa dernière visite, de la « Grande Dame du Bel Canto », Cecilia Bartoli.

Ce panorama succinct de ce qui attend l'amateur de musique classique dans les prochains mois serait incomplet sans la mention spéciale des odysées qui emmèneront le vaisseau amiral de la vie musicale autochtone qu'est l'OPL au-delà des frontières grand-ducales. Outre un retour dans des salles mythiques comme le Théâtre des Champs-Élysées à Paris, le Concertgebouw amstellois ou le Wiener Konzerthaus, le National fera ses débuts au Grand Théâtre de Provence à Aix-en-Provence, à La Comète à Châlons-en-Champagne, à l'Opéra de Dijon, au Mûpa de Budapest, au Konzerthaus Dortmund ainsi qu'à la Philharmonie Essen.

Quel programme ! Quelle offre ! Quelles aventures et quelles émotions en perspective ! Oui, je vous l'avais bien dit : « On croit rêver ! ».

La saison devrait commencer le 17 septembre avec un concert de l'OPL sous Gustavo Gimeno, avec Krystian Zimerman au piano ; à vérifier sur le site philharmonie.lu.

Kino

Überwältigungsmaschinerie

Marc Trappendreher

„Lügen gehört zur Standardvorgehensweise“, heißt es in *Tenet* mehrfach, und es wirkt beinahe so, als spreche das Werk gleichsam über seinen Schöpfer: Täuschungen sind Christopher Nolans Metier, sie sind die inhaltliche Konstanz seiner Werke. Bei allen Täuschungsmanövern, die *Tenet* für seine Zuschauer bereithält, kann er uns nicht darin täuschen, dass er augenscheinlich Nolans Handschrift trägt. Der Regisseur ist als Autor immerzu omnipräsent: Wie in *Dark Knight* und dem Nachfolger *The Dark Knight Rises* eröffnet Nolan den Film mit einer rasanten *Action*-Szene, der packenden Erstürmung einer ukrainischen Oper, bei der sich allerlei kuriose Ereignisse abspielen: Kugeln, die plötzlich rückwärts fliegen, sich gegen den natürlichen Lauf der Zeit verhalten. Und damit sind wir mittendrin in der Welt von *Tenet*, denn wie immer ist für Nolan die wichtigste Einheit des Films die Zeit.

Ein kalter Krieg zwischen Zukunft und Gegenwart droht da plötzlich ganz heiß zu werden. Es geht um nichts weniger als um das Erämpfen der Zeit und damit verbunden selbstverständlich die Rettung der Welt – eine Mission, der eigentlich nur James Bond gewachsen ist, und damit sind wir weiter in die Handlungsebene von *Tenet* vorgestoßen: Da gibt es den größtenwahnsinnigen Schurken Andrei Sator

Bei allen Täuschungsmanövern, die *Tenet* für seine Zuschauer bereithält, kann er uns nicht darin täuschen, dass er augenscheinlich die Handschrift von Christopher Nolan trägt



Elizabeth Debicki et John David Washington

(Kenneth Branagh), der die Welt ins Unglück stürzen will, seine zwielichtige Ehefrau Kat (Elizabeth Debicki), die seiner Bosheit überdrüssig ist und ihm entkommen will, aber durch den gemeinsamen Sohn an ihn gebunden bleibt. Ihre Rettung erscheint vielleicht in der Gestalt eines fremden, namenlosen Agenten (John David Washington), der Sators Pläne vor vereiteln sucht. Ihm zur Seite steht der geheimnisvolle Neil (Robert Pattinson), aber auch dem ist in diesem hochgradigen Verwirrspiel nicht zu trauen. Sieht man von der komplexen Zeitkonstruktion einmal ab und bedenkt nur die semantischen Genre-Aspekte, dann ist *Tenet* im Grunde ein Spionagethriller, er kreist ganz bewusst um all die exotischen Schauplätze und schnellen Fortbewegungsmittel, die ein James-Bond-Film zu bieten hat. Darin zeigt sich freilich einmal mehr Nolans Verständnis, die für den Blockbuster so wichtigen Schauwerte und Klangräume zu inszenieren: Sein Hang zu besonders massiven horizontalen und vertikalen Strukturen ist deutlich erkennbar, die Kamerabewegung ist äußerst intensiv gestaltet, und obwohl diesmal nicht Hans Zimmer die Musik schrieb, sondern der schwedische Komponist Ludwig Göransson, ist die musikalische Kulisse ohrenbetäubend, kurz: Bild und Ton fungieren als Überwältigungsmaschinerie.

Der Filmtitel (zu deutsch: Grundsatz) ist ein Palindrom, und in etwa so ist die Filmhandlung konzipiert: Zeit scheint für den Zuschauer vorerst linear zu verlaufen, sodann erleben wir die Ereignisse nochmals in zeitlich invertierter Form. Vorwärts schreitende

Zeit und rückwärts laufende Zeit begegnen sich in diesem Film auf – im Wortsinne – unvorhergesehene Weise. Die Konvergenz von vor- und rückwärts laufenden Zeitebenen in ein- und derselben Einstellung, im filmischen Bild, hat so keine filmischen Vorläufer. Bei aller temporalen Komplexität, mit der *Tenet* sein Publikum herausfordern will, ist er *Inception* oder *Interstellar* dahingehend nah, narrativ sehr transparent angelegt zu sein. Nolan stellt die Regeln seines Films vor, richtet sie sogar selbstironisch spöttelnd an seinen Protagonisten und damit an uns; ferner sind die diversen Handlungsebenen und -motivationen an bestimmte Figuren gekoppelt, an die wir uns binden und damit orientieren können. Es dürfte vor diesem Hintergrund kaum verwundern, dass der Film in sich gewinnbringend angelegt ist, sodass man ihn sich mehrmals anschauen und das Gesehene immer wieder neu bewerten kann.

Für die einen ist das filmische Philosophieren über die Zeit hochintelligente Unterhaltung, für die anderen aber ist die überkomplexe Geschichte nur Aufhänger für fesselnde *Action*-Szenen. Damit bewegt sich Nolan in der Rezeption seines Publikums irgendwo zwischen Andrei Tarkowski und Michael Bay. Egal wie man Nolans neuesten Film auch bewerten will, *Tenet* funktioniert als performatives Erlebnis, als ein Experiment, das mit der Zeit, der Umkehrung von Linearität, der Variation der filmischen Vorstellung der Zeit über filmische Zeit, genauer: filmische Eigenzeit, nachdenkt, mit den überwältigenden Ausdrucksmitteln des Films.

Festival de Salzburg (2)

Valses et bains de sang



Deux personnages radicalement opposés, deux cantatrices monstrueuses

Lucien Kayser

La scène de la Felsenreitschule, manège creusé dans la roche même, aménagé après pour des représentations lyriques et théâtrales, est-il scène de plus grande largeur ? Pas moins d'une quarantaine de mètres, c'est énorme, par rapport à sa profondeur. En comparaison, à Bayreuth, elle ne fait même pas trente mètres de large, 27 exactement, avec une profondeur de 22 auxquels il faut en ajouter treize à l'arrière. On se rend compte de la différence, et de la gageure pour un metteur en scène. D'autant plus avec un opéra qui tient de la triade classique des unités, de lieu, de temps, d'action. *Elektra*, l'opéra de Strauss, de 1909, c'est un seul acte, à Mycènes, après la guerre de Troie : trois moments dans la journée d'une recluse, avec la vengeance comme seule perspective, face à ses propres démons et au souvenir de son père, et quelques pas de danse esquissés, face à sa sœur Chrysothemis, face à sa mère Klytämnestra, et pour finir, seule action après l'arrivée de son frère Orest, le meurtre de la mère et de son nouvel époux Aegisth (pour venger celui d'Agamemnon).

Il y a donc de l'espace, une chance avec le virus, où il a fallu quand même caser plus de cent Wiener Philharmoniker dans la fosse. Au-dessus, sur la scène, pour les décors, pas de soucis à se faire avec Malgorzata Szczesniak, elle a meublé à ses habitudes. De gauche à droite, un bloc en plexiglas, semble-t-il, éclairé, plongé dans l'obscurité selon les besoins, comme une cage pour cette famille de fauves, et après ça reste ouvert, avec un bassin d'eau et au fond une rangée de douches (les points d'eau ne font jamais défaut chez Szczesniak, et il en faut de ce liquide pour tenter (en vain) d'effacer les souillures de sang. On n'est plus à Mycènes, certes, c'est plutôt moderne, les années cinquante peut-être, peu importe, l'ampleur soulignant la richesse.

Krzysztof Warlikowski, on le sait aussi, on l'a constaté souvent, a comme prédilection d'entrer le plus profondément dans la psyché des personnages, dans les arcanes de leurs relations. Et en plus, la chance (ou le bon choix) lui donne à Salzburg des cantatrices (c'est un opéra de femmes) qui savent exprimer, par le chant, par le jeu, ce qui les émeut, ce qui les meut dans leur comportement (à lui de révéler par-dessus ce qui leur reste caché à elles-mêmes). Il en a vite profité, pour commencer la représentation en faisant relater à Tanja Ariane Baumgartner (Klytämnestra) les antécédents, mais est-ce utile, peu sûr, on ne va pas voir et écouter *Elektra* en méconnaissance de cause. De même, est-il besoin d'insister aussi fortement sur le traumatisme de la petite Elektra, au risque d'en faire trop, de même à la fin avec des essaims de mouches (de Jupiter, de Sartre, au choix) tourbillonnant sur fond des arcades du manège. Orest, lui, tel un automate, longe les premières rangées de l'assistance, Elektra, elle, a avalé sa quantité de pilules, pas de danse frénétique, rien que des spasmes.

La narration de Klytämnestra, qui plus est de la bouche d'une récitante éperdue, a un gros désavantage, c'est elle qui ouvre l'explosion de violence qu'est cet opéra. Et non pas l'orchestre avec le premier motif qui représente Agamemnon, noyau de l'œuvre où tout est dit, le meurtre, la fureur obsessionnelle de sa fille. Cette musique, c'est du coup de poing, on l'encaisse donc seulement après d'autres, une vague déferlante. Peut-être que Warlikowski et le chef d'orchestre, Franz Welser-Möst (après sa Salomé les deux dernières années) se sont parfaitement accordés sur ce point, des valse brutales, oui, mais pour rester dans les images maritimes, pas de tsunami. On reste Viennois, de toute façon avec la subtile nuancisation, la colorisation délicate des Philharmoniker, côté Berggasse (et l'opéra est contemporain de la période d'expansion de la psychanalyse), des fois aussi côté Kaffeehaus (l'itinéraire de Strauss, après être allé aux limites extrêmes).

Cinémasteak

Chantons en temps de crise

« I'm singing in the rain, just singin' in the rain / What a glorious feeling, I'm happy again / I'm laughing at clouds so dark up above / The sun's in my heart and I'm ready for love / Let the stormy clouds chase everyone from the place »... On connaît bien le refrain de cette chanson d'amour popularisée en 1952 par le film de Stanley Donen, qui en reprend le titre. On a en mémoire ces images pluvieuses qui contrastent avec le sourire et la chorégraphie solaires de Gene Kelly, acteur acrobatique qui fut tout à la fois producteur, réalisateur, chanteur, danseur et multi-instrumentiste. La collaboration entre les deux hommes commence véritablement en 1949 avec le tournage d'*Un jour à New York* (*On the Town*), première comédie-musicale à descendre dans la rue, à Manhattan en l'occurrence où se déroulent les pérégrinations de trois marins (Gene Kelly, Frank Sinatra, Jules Munshin). Elle prendra fin avec *It's always Fair Weather* (1954), dernier volet du triptyque dont *Singin' in the Rain* occupe la partie centrale.

Avec *Un Américain à Paris, Singin' in the Rain* est sans doute la comédie musicale la plus connue dans le monde

Stanley Donen, qui nous a quittés l'année dernière à l'âge de 94 ans, se découvre une vocation après avoir vu *Flying down to Rio* (1933) de Thornton Freeland, où s'illustre Fred Astaire. Il a alors neuf ans, et ne sait pas qu'il réalisera un film avec l'idole de son enfance deux décennies plus tard (*Royal Wedding*, 1951). Une fois atteint l'âge de maturité, Donen part pour New York et fait ses gammes à Broadway, où il rencontre Gene Kelly, qui le prend aussitôt sous son aile. Avec *Un Américain à Paris* (1951) de Vincente Minnelli, *Singin' in the Rain* est sans doute la comédie musicale la plus connue dans le monde. Deux fleurons que l'on doit à la Metro-Goldwyn-Mayer, chapeautés à chaque fois par le producteur Arthur Freed. Après la Seconde Guerre mondiale s'ouvre en effet un temps d'insouciance : le début des années 50 se montre ainsi propice aux *musicals*. À la virtuosité chorégraphique de Kelly dans *Singin' in the Rain* répond l'ingéniosité de la mise en scène de Donen, qui fourmille de couleurs vives et d'audaces formelles inédites à l'époque – *jump cut*, passage dans le même plan des couleurs au noir et blanc, arrêt sur image et du son, mise en abyme de l'industrie cinématographique. On y exulte la vitalité et la santé de la jeunesse américaine, représentée à travers de nombreuses séquences chorales nous rappelant qu'un film est une réalisation collective avec son armada d'anonymes (figurants, doublures, cascadeurs, techniciens, etc.). Ce qui n'empêche pas le cinéaste de porter un regard amusé et ironique sur le commerce des corps et des histoires en vigueur à Hollywood.

On trouve enfin un intérêt historique certain à ce film à grand spectacle dans le fait de retracer l'évolution des techniques lors de la transition vers le parlant à la fin des années 20 : synchronisation de l'image et du son dès *Le chanteur de jazz* (1927), coaching de diction en direction des acteurs du muet, doublage des voix de stars via la post-synchronisation... Autant de conditions matérielles qui offrent un horizon radieux à la comédie musicale, laquelle transforme en retour définitivement le cinéma en un art total. On aurait ainsi tort de trouver aujourd'hui les comédies musicales ringardes. À en voir les récompenses glanées ces dernières années dans les festivals par *The Artist* (2011), *La la land* (2016) ou *A star is born* (2018), l'art de la comédie musicale n'est pas mort. En ces temps moroses que nous vivons, ces films où l'on danse et l'on chante font du bien. Loïc Millot

Singin' in the Rain de Stanley Donen (USA, 1952) sera présenté vendredi 28 août à 20h30, Cinémathèque de la Ville de Luxembourg, place du Théâtre.

Les Atrides dans la Felsenreitschule, des spasmes pour Elektra, des mouches qui tourbillonnent autour des arcades

Franz Welser-Möst n'est pas chef à lâcher la bride (dans des zones de forte tempête musicale), et les Philharmoniker savent naviguer par les mers les plus houleuses. Au grand bonheur des cantatrices où il a déjà été question de Tanja Ariane Baumgartner qui, dans son face à face avec *Elektra*, se montre plus vulnérable ; elle endosse la responsabilité, mais paye le prix d'une blessure où Elektra n'a pas de mal à mettre le doigt. Ah ! les deux sœurs, Elektra et Chrysothemis, Ausrine Stundyte et Asmik Grigorian, toutes deux par hasard Lituaniennes ; des sœurs si dissimulables, des cantatrices tout aussi monstrueuses (en l'occurrence un compliment très fort) qu'interprètes captivantes. Chrysothemis, le texte la pousse un peu trop vers un destin de femme traditionnel, Asmik Grigorian est vêtue pour une soirée de disco, et elle fait passer avec justesse son désir, une ferveur qui ne peut que choquer Elektra. Celle-ci, toute à son idée fixe, au regard terrifiant, c'est un comble, elle sera dépossédée de ce qui aurait fait son destin à elle, elle n'aura même pas pu ou su donner sa hache à Orest. Ausrine Stundyte nous attache par le moindre de ses gestes, par sa seule présence ; avec Asmik Grigorian, il y a sur la scène une tension (où bien sûr Warlikowski est pour beaucoup) qui rivalise, non, les deux se rejoignent, se renforcent l'une l'autre, s'exacerbent, tension de l'ample scène du manège et celle surgissant de la fosse.

Le festival de Salzburg 2020 dure encore jusqu'au 30 août ; salzburgerfestspiele.at/ *Elektra* peut être regardé sur Arte : arte.tv/fr/videos/098928-000-A/elektra-de-richard-strauss.



Pour Fabienne Elaine Hollwege, la culture a besoin d'espaces-laboratoires, où les artistes puissent essayer des choses – jouer ! – et échouer, sans obligation de résultat

Autrement/Anders (7)

Briser le quatrième mur

josée hansen

« *Das Theater ringt heute um sein Leben. Nicht so sehr aus wirtschaftlicher Not, die allgemein ist. Es krankt vielmehr an der Armut des eigenen Blutes. (...) Die menschliche Schöpferkraft strömt jetzt durch andere Betten. (...) Das Heil kann nur vom Schauspieler kommen, denn ihm und keinem anderen gehört das Theater.* » Max Reinhardt, *Rede über den Schauspieler*, 1928.

Ce qui a changé avec le Covid-19 ? « Tout ! », répond Fabienne Elaine Hollwege sans hésitation aucune, avant même que nous soyons assises pour notre entretien. Elle revient de vacances passées en famille, à voir des amis et des proches durant un tour en Allemagne, pour des échanges intenses qui l'ont ressourcée. Parce que le printemps et le début de l'été furent catastrophiques, pour elle comme pour tous les artistes, surtout ceux du spectacle vivant, interdits de se produire en public. Il y eut d'abord les annulations de spectacles et de tournages pour cause de confinement, puis le report de saisons entières, et maintenant des exercices d'équilibristes pour réagencer les différents projets pour la saison prochaine, par rapport aux disponibilités de chacun des intervenants. « Mais je suis extrêmement reconnaissante au système luxembourgeois, les aides mises en place par le ministère de la Culture m'ont vraiment sauvée durant le confinement », concède celle qui a observé la détresse économique, voire existentielle dans laquelle la crise a jeté beaucoup de ses amis artistes en Allemagne.

Mais la voilà relancée, Fabienne : pour deux tournages d'abord – *An Zéro*, une docufiction de Skillab sur le Luxembourg après une hypothétique explosion de la centrale nucléaire de Cattenom, et *Himbeeren mit Senf* de Ruth Olshan, un film pour enfants coproduit par Amour Fou. Pour un nouveau spectacle de cabaret ensuite, *La Pharmiglia – Organisiertes Gebrechen*, un nouveau programme avec le trio KaTSong, qu'elle forme avec Melanie Haupt et Judith Jakob, sous la régie d'Anja Schneider. La même équipe avait présenté son spectacle *Frauen an der Steuer* au Kasemattentheater l'année dernière. *La Pharmiglia* traite de l'industrie pharmaceutique et de ses perversions dues au fric. Le spectacle était prêt au printemps et avait encore fêté sa première avant le *lockdown*. La crise du coronavirus, la course internationale dans la recherche pour un vaccin et les théories complotistes qui l'entourent demandent bien sûr une actualisation du programme, les répétitions

« Durant le confinement, j'ai ouvert tous les tiroirs chez moi », dit Fabienne Elaine Hollwege, et elle y a trouvé plein de projets inachevés. Il est temps de les attaquer parce que tout a changé

vont reprendre en septembre, pour une tournée qui les mènera de Hambourg à Cologne, en passant par Stuttgart, pour des dates confirmées entre la mi-octobre et juillet 2021.

Donc tout reprend comme avant et on n'en parle plus ? Certainement pas, parce que la tournée sera économiquement précaire, l'ensemble devant jouer devant des salles aux jauges fortement réduites, donc pas forcément rentables. Et, surtout, « je ne veux pas retourner dans 'la course au bifteck' » (*Hamsterrad* est le terme qu'elle utilise, intraduisible). Parce que la remise en question de ce confinement, qui a ébranlé tellement de certitudes, aussi du monde de la culture, l'a motivée à essayer autre chose que de simplement suivre – ou pas – des propositions que lui font des metteurs en scènes de théâtre et des régisseurs de cinéma depuis sa formation à Hambourg il y a une quinzaine d'années. « Durant le confinement, j'ai ouvert tous les tiroirs chez moi », dit-elle en souriant, et elle y a trouvé plein de projets inachevés : la musique d'abord, qu'elle interprète en tant que chanteuse, mais aussi à l'accordéon, au violon, à la guitare ou au piano. « Tous ces instruments, je les joue un peu, pas vraiment en professionnelle, concède-t-elle. Mais je me suis résolue à voir le côté positif de ces failles, de valoriser le côté performatif de la musique et des textes ». Car dans ces tiroirs intimes, il y a aussi le désir d'écrire ses propres textes et projets, pour aborder les sujets qui lui sont chers, comme l'écologie, l'ode à la décroissance – « la liberté de n'avoir besoin de rien est le plus grand luxe » –, le vivre-ensemble ou le féminisme. Et elle peint, depuis toujours – comme sa mère, artiste-peintre. En plus de cette créativité foisonnante, Fabienne Hollwege est mère de deux enfants de cinq et neuf ans, qu'elle encourage à jouer le plus possible, comme elle l'a fait avec les enfants qui ont participé à son workshop *Beweg (dich) etwas !*, qu'elle a proposé l'année dernière dans le cadre de sa résidence au Mierscher Kulturhaus.

Qu'elle ait atterri à Mersch il y a deux ans était un de ces hasards qui font la vie. Fabienne Elaine Hollwege est moitié allemande, moitié luxembourgeoise – dont elle pratique la langue à merveille, et l'a transmise à ses enfants (« je parle luxembourgeois aux bébés et aux animaux », sourit-elle). Mais elle a quitté le grand-duché quand elle avait dix ans, en 1991, puis elle a fait sa formation à Hambourg, a intégré l'ensemble

de Stuttgart (un carcan trop contraignant pour elle), puis vécu durant dix ans à Berlin. Des raisons privées et une opportunité ont fait qu'elle a finalement atterri à Mersch, immédiatement intégrée au programme du Kulturhaus local par le nouveau directeur Claude Mangen.

Mais on l'avait forcément sur le radar depuis un moment, cette fine silhouette au regard ouvert sur des yeux clairs (« vert-gris » précise son profil professionnel). Des yeux qui expriment toujours un mélange de curiosité et de rêverie mélancolique. Elle est venue au théâtre au Luxembourg lorsque, décidée après Stuttgart à s'établir en indépendante, elle chercha des engagements et passa par des auditions. La rencontre avec Stefan Maurer, avec lequel elle travaillera ensuite au Théâtre national et au Kasemattentheater, et celle avec Charles Muller, alors directeur du Escher Theater, furent décisives pour elle. En 2008, Muller lui offre un monologue, *Anne Frank : Das Tagebuch*, qui la révèle au grand public. Elle n'a cessé de jouer cette pièce, souvent en collaboration avec le Zentrum fir politesch Bildung (ZPB), trouvant toujours de nouveaux faits réels à intégrer dans le spectacle, le racisme et la xénophobie ne semblent jamais s'arrêter. On l'a vue forte aux côtés de Steve Karier dans *Das Interview* de Theo Van Gogh, mis en scène par Pol Cruchten au Kasemattentheater, et fragile dans *Eng nei Zäit*, le film de Christophe Wagner sur les années d'après-guerre. Elle a surpris en poufiasse dans *Baby(a)lone* de Donato Rotunno et toute en légèreté en Joffer Lamesch, la secrétaire aguicheuse de Charel Kuddel (Ånder Jung) dans *Superjhem Retörns* de Félix Koch ; on l'a retrouvée dans la série *Zëmmer ze verlounen* sur RTL et dans le rôle principal du clip pour *Program*, un titre du musicien électro Ryvage. « J'adore ça, travailler avec des jeunes, aussi avec les étudiants des ruptures et des cassures qui font avancer le schmilblick. Vers la certitude aussi qu'il faut chercher le regard du spectateur, briser le quatrième mur, laisser de la place pour l'incertitude. » Oui,

On relance la question sur ce qui a changé avec le Covid-19 ? « Je crois que nous nous sommes vraiment rendus compte de quel trésor constitue le théâtre en tant que lieu d'échange ouvert avec le public. Ce trésor, rien ne le remplacera », de cela, Fabienne Elaine Hollwege est sûre et certaine. Son cheminement personnel l'a menée vers une plus grande liberté formelle, vers la recherche des ruptures et des cassures qui font avancer le schmilblick. Vers la certitude aussi qu'il faut chercher le regard du spectateur, briser le quatrième mur, laisser de la place pour l'incertitude. « Oui,

la proximité avec le public est compromise actuellement et probablement pour un certain temps encore. Mais il y a des moyens de jouer avec cette nouvelle donne de manière créative. »

Ce qui manque au Luxembourg, de cela elle s'est rendue compte plusieurs fois déjà, ce sont les lieux pour créer librement, essayer, répéter – et le droit d'échouer. Ici, les théâtres ont certes des salles de répétitions – mais elles sont toujours destinées à produire, produire, produire, avec obligation de résultat. Ce qu'elle cherche, et en cela, Fabienne Elaine Hollwege rejoint beaucoup de ses pairs, ce seraient des espaces libres où les artistes puissent expérimenter, comme dans un laboratoire – nombreux à Berlin et dans d'autres capitales. C'est l'idée du « tiers-lieu » dont profiteront des collectifs eschois comme Independent Little Lies au Bâtiment IV à Esch-Schifflange.

Et puis elle aimerait développer ses propres projets de spectacles, d'expositions, de soirées de chansons (comme avec le Trio Dora pour la soirée *Von ewiger Liebe*, basée sur des textes de Clara Schumann, la saison dernière à Mersch aussi) ou de cabaret. Après avoir joué dans *Disco Dementia* de Linda Bonvini (2018), produit par Maskénada, Fabienne s'est attachée au collectif itinérant, envisage de travailler avec eux. « C'est de notre responsabilité d'artistes de parler des grands sujets de notre époque et d'affronter nos peurs collectives ». Ou, en le reformulant autrement, Fabienne Hollwege est persuadée : « Par ce qui nous limite maintenant, la soif d'échange et de ressenti du *live* ne devienne que plus urgente. » Il ne faudra surtout pas retomber dans les automatismes d'avant le Covid-19, ne pas se retrouver dans les mêmes arcanes stressants de la production exacerbée. Mais faire une pause, discuter du théâtre, de ce qu'il représente et ce qui le rend si vital. Reconquérir la liberté du jeu qu'on a tous enfants. Mais que l'éducation et le travail ont étouffée. Pour l'action *Live aus der Stuff* ou sur les réseaux sociaux, Fabienne Elaine Hollwege sort l'accordéon pour chanter sa liberté. À presque quarante ans, elle n'a pas d'âge et elle a tous les âges.

Voyage culturel

Thessalonique la morte



À Thessalonique cet été

Olivier Goetz

Thessalonique, août 2020. Était-ce une bonne idée de vacances ?

Sous un soleil de plomb, la cité somnole, accablée par la chaleur. Covid oblige : les touristes boudent la place et les autochtones font grise mine. Tous les commerces fermés, ou presque. Quelques cafés et restaurants offrent un peu d'animation, loin de l'agitation habituelle de cette ville dynamique et universitaire. Ne parlons pas de « vacances », donc, disons plutôt voyage d'étude et enquête de terrain...

Après avoir fait le tour des musées (notamment, la belle exposition permanente sur l'Or des Macédoniens, au Musée archéologique), des monuments (l'emblématique Tour Blanche, l'étonnante Rotonda, les imposants remparts de Yedi Koule) et des églises byzantines (icônes et mosaïques à profusion), c'est vers la population que se tourne notre curiosité, avide de « grécité » contemporaine. La façon dont le pays, si rudement éprouvé par la crise économique des dernières années, gère la situation sanitaire mérite notre attention. Quels sont les effets matériels et symboliques d'une épidémie dont les médias, ici comme ailleurs, ne cessent d'amplifier la rumeur ? À ce jour, le nombre de victimes de la Covid-19 reste assez limité (200 décès dans toute la Grèce, dont 19 seulement à Thessalonique), mais le *ios* (virus) enflamme les imaginations. On redoute une contagion apportée par les étrangers, en même temps que l'on regrette les devises apportées par les mêmes étrangers : argument névrotique, si non vraiment tragique !

Parmi les citoyens de la mégapole (un million d'habitants pour l'ensemble du territoire urbain), l'occasion se présente d'interroger Dimitris Sfingos, éminent représentant de la vie culturelle locale. Celui-ci n'est pas un inconnu au Luxembourg puisqu'on a pu l'y entendre, à plusieurs reprises, avec son groupe¹. Guitariste, chanteur, il est aussi secrétaire de la Société des Musiciens de la Grèce du Nord. Surtout, c'est le patron de la Prinkipessa, lieu emblématique de la vie musicale thessalonicienne. Vous aimez la musique populaire grecque authentique et, en particulier, le rébétiko ? Tout le monde vous le dira, ici, c'est à la Prinkipessa que cela se passe.

L'établissement est clos, bien sûr, mais Dimitris accepte de nous en ouvrir les portes, en fin d'après-midi. Devant les tables vides, une scène étroite où les micros dressés soulignent tristement le silence qui règne dans la salle. En effet,

Aujourd'hui, sorti de la clandestinité, le rébétiko a pignon sur rue, mais il reste un signe de ralliement pour un peuple asservi par l'économie et qui a souvent le sentiment d'être trahi par ses dirigeants

comment concilier une vie musicale synonyme de convivialité et de chaleur humaine avec les restrictions actuelles : distanciation, port du masque obligatoire et fermeture avant minuit ? Non-sens !

Faut-il rappeler ici ce qu'est que le rébétiko ? Oui, car comme l'explique Dimitris, ce genre musical ne connaît pas la fortune internationale du blues, du tango, de la salsa, du fado ou du flamenco... La difficulté tient à une instrumentation particulière (bouzouki, baglama mais, aussi, oud, tampoura, canonaki...), à des rythmes irréguliers (souvent impairs, à sept ou à neuf temps...) et à des singularités chromatiques (des modes plutôt que des gammes) ; autant d'éléments difficilement accessibles au public occidental, hormis quelques mordus qui, venus de France, d'Israël ou de Turquie échouent, tôt ou tard, à la Prinkipessa.

Historiquement, ce folklore urbain (bel oxymore) s'est développé à partir des années 1920-1930, aux marges de la société, dans les banlieues des grandes villes où vinrent s'amasser en nombre les

Grecs d'Asie mineure, suite à l'échanges de populations – orthodoxes contre musulmans – qui constitue ce qu'on appelle en Grèce la « Grande Catastrophe ». D'origine populaire et nourri d'influences orientales, le rébétiko a peu à peu suscité ses vedettes dont le peuple grec, malgré la censure des dictatures (Metaxas, Colonels) et le mépris de la bourgeoisie, a maintenu la mémoire vivante jusqu'à ce jour, avec un pic d'intérêt dans les années 1980. Le rébétiko représente, désormais, à la fois un précieux patrimoine culturel (classé par l'Unesco en 2017) et la bannière d'un état d'esprit libertaire où se reconnaît une bonne partie de la jeunesse hellénique. Les rebètès de la belle époque : Rosa Eskenazi, Markos Vamvakaris, Vassilis Tsitsanis, Yannis Papaioannou, Sotiria Bellou... survivent par la magie des enregistrements historiques qui ont refait surface au cours des dernières décennies et qui se partagent désormais très généreusement sur les réseaux sociaux. Véritable modèle pour une myriade de groupes, amateurs ou professionnels, cette discographie précieuse conserve, tel l'insecte dans l'ambre, le grain de voix disparues, contenant tous les traumatismes de l'exil et de la pauvreté, tout en distillant la douceur amère d'une nostalgie sentimentale ou ironique.

Les « mangés » (mauvais garçons sympathiques) y piétinent allègrement les règles d'un savoir-vivre conventionnel : apologie de l'amour libre, de la clandestinité, de l'alcool et de la drogue et, bien



Dimitris Sfingos, devant la Prinkipessa

Binge watching

Frau gegen Frau

Eine Ermittlerin jagt eine Auftragsmörderin. So weit, so bekannt. Im Zentrum von Phoebe Waller-Bridges für BBC-America produzierter Serie *Killing Eve* stehen die MI5-Beamtin Eve Polastri (Sandra Oh) und die geheimnisvolle Oksana Astankova, auch bekannt unter dem Namen Villanelle (Jodie Comer), die im Auftrag einer kriminellen Geheimorganisation Morde begeht. Beide liefern sich ein unerbittliches Katz-und-Maus-Duell und erkennen bald, dass sie sich der gegenseitigen Anziehungskraft nicht mehr erwehren können.

***Killing Eve* besticht durch eine prominent inszenierte Geschlechtervarianz**

Eve Polastri ist eine Frau, die aus einer spannungsvollen Mischung von Selbstzweifeln und seltsam motivierender Angstlust geprägt ist. Sie besitzt kein Privatleben, die Beziehung zu ihrem Mann Niko (Owen McDonnell) leidet unter den Ermittlungsarbeiten, der Jagd nach der anderen Frau. Soziales Engagement kann aufgrund einer existenziellen Veranlagung von Professionalität nicht mehr stattfinden. Beides steht nicht mehr im harmonischen Einklang, sondern schließt sich aus. Freilich gibt es dazu reichlich filmische Vorbilder, allerdings war diese Rolle bislang hauptsächlich dem Mann vorbehalten – und da besticht *Killing Eve* durch die prominent inszenierte Geschlechtervarianz. Mit *Killing Eve* wenden sich Phoebe Waller-Bridges und die Regisseure Harry Bradbeer, Jon East und Damon Thomas der literarischen Vorlage der Villanelle-Romanen des Autors Luke Jennings zu, ferner den klassischen Vorbildern aus der Geschichte des Genres, und unterziehen dies einer ironischen Retrospektive. Nicht mehr der männliche Held ist der treibende Motor der Handlung, sondern die Frau. Der Mann übernimmt hier die Rolle des verständnisvollen und unterstützenden Partners, eine Figur, die kaum ausgearbeitet wird und der Dramaturgie der Serie entsprechend skizzenhaft bleiben muss. Bezeichnend sind in diesem Sinne auch die scharfen Dialoge, die der Serie ihre Spritzigkeit verleihen und einige Reminiszenzen an die hollywoodschen *Screwball*-Komödien der 30er-Jahre wecken, jenes Filmgenre, das besonders den weiblichen Charakteren den Dialog, den Wortwitz als schärfste Waffe zu eigen machte.

Der Konvention des Thrillers folgend, erzeugt *Killing Eve* sein Tempo durch den rasanten Wechsel der Schauplätze und der Vorstellung diverser europäischer Städte, die der Reisekatalog so zu bieten hat. Zum Aufbau des Spannungsfaktors ist die Parallelmontage ein gern genutztes Stilmittel, besonders wenn die Serie von der tiefen Verbundenheit beider Frauen erzählt. Die Faszination für die Killerin, für das Verbrechen, löst in Eve ein sonderbares Verlangen aus; beide Frauen verbindet eine Anziehungskraft, die latent erotische Züge offenbart. Villanelle ist ihrerseits von einem seltsamen Ineinander von Indifferenz und Überlegenheit, Gewalt und Kreativität geprägt. So werden ihre Morde dann auch immer ausgefallener, sie finden Vorbilder in der Malerei, ja sie werden fast schon zelebriert wie eine eigenständige Kunstform. Über die Figur der Villanelle, die von Jodie Comer mit Hingabe gespielt wird, erzählt *Killing Eve* im Grunde neben den allseits bekannten Stilmitteln Angst und Panik im Endeffekt auch die traurige Geschichte einer Frau, die durch die traumatisierenden Erlebnisse in ihrer Kindheit zur kranken Psychopathin wurde und fernab jeglicher Realität ihre eigene Welt geschaffen hat. Mit aktuellen filmischen Darstellungen weiblicher Super-Assassinen wie in *Anna* (2019) oder *Ava* (2020) hat diese Villanelle nicht viel gemein, viel eher strebt Phoebe Mary Waller-Bridges, die auch Hand an das Drehbuch für den neuen James-Bond-Film *No Time To Die* legte, ein komplexeres Bild von Weiblichkeit an, das mitunter verspielte Glamourösität und abgründige Bosheit in eins schließt.

Was *Killing Eve* von anderen Thriller-Serien unterscheidet, ist nicht allein die ironische Darstellung der Heldinnen und der Aktion. Die Serie ist irgendwo auch eine psychologische Komödie, die durch die Doppelgesichtigkeit der Heldinnen in Gang kommt, sie zelebriert förmlich ein Spiel mit Rollen. Darin wird dann auch nie wirklich erkennbar, wie groß die Faszination für die Andere bereits geworden ist oder wie weit sich die eine schon von der Anderen hat infizieren lassen. Marc Trappendreher

Über Starzplay auf Apple TV verfügbar.

sûr, pratique assidue de la musique : « Bouzouki aux doubles cordes, mon pauvre bouzouki, toi seul a le pouvoir de consoler n'importe quel malheureux... ». Les rebètès étaient de vrais poètes, nous dit Dimitris. Ils ne mettaient pas en musique des textes savants (comme firent, plus tard, Théodorakis, Hadjidakis ou Xarhakos) ; les paroles de leurs chansons émanaient directement de leur expérience, exprimant des émotions sincères. « Dimanche nuageux, tu ressembles à mon cœur », cette chanson célèbre (Vassilis Tsitsanis), affirme encore Dimitris, même Jim Morrison n'aurait jamais pu l'écrire.

Aujourd'hui, sorti de la clandestinité, le rébétiko a pignon sur rue mais il reste un signe de ralliement pour un peuple asservi par l'économie et qui a souvent le sentiment d'être trahi par ses dirigeants (cf. le film – si mal distribué – de Costa Gavras : *Adults in the room* (2019), inspiré par le livre du même titre de Yannis Varoufakis). La question qui vient à l'esprit est donc celle d'un rapprochement possible entre la situation de ces affamés des années 1920-30 et celle de ceux que frappent, aujourd'hui, les mesures d'austérité, l'absorption des flux migratoires ainsi que, désormais, les restrictions liées à la pandémie. Raccourci quelque peu naïf et romantique, sans doute, auquel notre interlocuteur rechigne d'acquiescer.

Il est vrai qu'ici, comme ailleurs, la crise sanitaire est une catastrophe pour les artistes de la scène et le monde culturel en général. Renoncer à la présence des artistes et du public, à cette convi-

vialité qui constitue l'essence de la vie musicale grecque n'est pas seulement un crève-cœur, c'est un choc potentiellement mortel. Quand la Prinkipessa rouvrira-t-elle ses portes au public ? Et dans quelles conditions ? Pourra-t-elle payer le loyer et l'électricité (sans parler du salaire des musiciens) ? C'est un enjeu de vie ou de mort.

Autour d'un flacon de tsipouro (boisson forte qui est à la Thessalie ce que le raki est à la Crète ou l'ouzo à Athènes), Dimitris, habituellement rétif aux journalistes et aux universitaires, emporté par la passion qui le nourrit, s'est laissé aller à la pédagogie et aux confidences malgré son amertume. Ces journées passées à Thessalonique, en fin de compte, ne manquent pas de charme. Un charme quelque peu funèbre...

Deux disparitions marquent d'ailleurs ce mois d'août si particulier : celle d'Agathonas Iakovidis (65 ans), fameux interprète de rébétiko, et celle de Dinos Christianopoulos (89 ans), magnifique poète, malheureusement peu traduit en français et, lui aussi, grand amateur de rébétiko. Thessalonique, nous disait Dimitris Sfingos est une cité à la splendeur abolie. C'est au brassage des langues et cultures, dans les siècles passés, qu'elle doit la richesse de son identité. Ce que l'avenir lui réserve n'est écrit nulle part. Mais la question, au moins, aura été posée ici.

¹ Concerts de solidarité avec la Grèce, à Niederanven (en 2017) et à Waferdange (en 2020), organisés par Mitos asbl.

STIL

Couchpotato

Ines Kurschat

Wer hat ihn nicht, den Coronaspeck? Wochen-langer *Lockdown*, Zwangsquarantäne und *Home-office* haben neben verlotterten Kleidungsitten (Hallo, Jogginghose!) überflüssige Pfunden beschert. Das viele Auf-dem-Sofa-Sitzen und der auf kleine Routen ums Haus beschränkte Ausgang an die frische Luft; vor allem aber die unzähligen Leckereien zwischendurch, um Langeweile und Leerlauf zu überbrücken, haben dafür gesorgt, dass die Lieblingsjeans oder das Lieblingskleid nicht mehr passen wollen und die Waage plötzlich zum gehassten Beichtstuhl wird.

Die Mutigen unter uns haben gleich nach den ersten, vom Premierminister angekündigten Lockerungsmaßnahmen versucht, das gewohnte Lauftraining wieder aufzunehmen. Aber angesichts schnaufender Damen und Herren ohne Masken, die das Petrussetal durchlaufen und *Social Distancing* augenscheinlich nur als gedankliche Übung verstehen, oder jenen die meinen, ein lässiger Kinn- oder Mundschutz erfülle doch denselben Zweck, wurde der gute Vorsatz schnell wieder fallengelassen.

Der Vorschlag eines Bekannten, (ein Arzt, er muss es wissen) doch auf ein Laufband umzusteigen und in den eigenen vier Wänden Kilometer zu machen (dabei wahlweise an kalifornischen Stränden oder über schottische *Highlands*-Hügelketten laufend) muss wegen der damit verbundenen Anschaffungskosten (läppische 5 000 Euro) auf wirtschaftlich bessere Zeiten verschoben werden. (Wer das *Indoor*-Laufen dennoch nicht lassen kann; die Spar-Version geht so: Mit nackten Füßen und Shorts in die Küche stellen. Wahlweise Spülmittel oder Speiseöl auf den Kachelboden kippen und zunächst langsam, dann immer schneller einen Fuß vor den anderen setzen. Bitte unbedingt am Spülbecken festhalten und das Gleichgewicht beachten. Man will ja nicht den Arzt anrufen, um nebenbei zu enthüllen, dass man sich die Jogging-Luxusvariante für Ärzte nicht leisten kann). Statt Laufband kann es auch ein *Spinning Bike* (um die 1 000 Euro) oder ein *Indoor*-Rudergerät (zwischen 300 bis 500 Euro, für kleinere Mietwohnungen aber eher ungeeignet) sein.

Wer Gemeinschaftssport liebt, kann sich übers Internet mit anderen Spieler/innen zusammentun: Runter vom Rasen, ran an die Konsole, ohne die



Bewegung tut gut, erst recht in Corona-Zeiten

Gefahr, sich über Schweiß und andere Aerosolpartikel mit dem Virus anzustecken. Abwechselnd kann dann der Tennisball vom Stuhl aus oder stehend übers Netz gedroschen werden oder der Fußball per Daumenklick ins lange Eck versenkt werden. So ganz nebenbei tut das den

Ordnungshüter/innen einen Gefallen: Vorbei die hysterischen Fußballfreunde, die während oder nach dem Spiel abgerissene Stadionsitze in die Reihen gegnerischer Fans schmeißen und nur mit einem Polizei-Großaufgebot einigermaßen geordnet wieder nach Hause gelangen. Um die ei-

gene Wohnzimmergarnitur zu demolieren, muss mann schon ein arg dämlicher Hooligan sein.

Dann lieber das Fitnesscenter um die Ecke aufsuchen und ran an die Gewichte! Erste Hürde: Die Anmeldung funktioniert nur online und gilt nur für fest zugewiesene Zeitfenster. Nach zweimaligem Schwänzen (der Schweinehund musste zwischendurch Gassi geführt werden), gelingt der dritte Anlauf: Beim Betreten des Zentrums weist die Trainerin mit den kräftigen Oberarmen mit strengem Blick auf die Desinfektionsflasche neben der Rezeption. Es bleibt nicht beim einmaligen Händereiben; ein Fläschen mit beißend riechendem Desinfektionsspray ist fortan Begleiter beim schier endlos dahin-mäandernden Fitnessparcours: statt Seufzen und Stöhnen ist in unregelmäßigen Abständen – Psscht, psscht – zu hören, wenn wieder jemand die Haltegriffe eines Fitnessgeräts von oben bis unten einnebelt.

Die Maske muss zwischen den Stationen aufbehalten werden, darf aber, einmal auf der Maschine eingerichtet, fürs Gewichtestemmen abgesetzt werden. Wer hier schon jammert und sich in seinem oder ihrem Freiheitsdrang beschränkt sieht: Das ist gar nichts gegen kalifornische Fitnessklubs, in denen Mitglieder in durchsichtigen, nach oben offenen betretbaren Plexiglasbehältern schwitzen müssen, und niemand wirklich sagen kann, ob der Schleier von der Anstrengung kommt oder durch die gestaute Hitze.

Wer sich bisher nur pummelig gefühlt hat, aber doch im Großen und Ganzen wohl in seiner Haut; dessen Selbstbewusstsein erhält spätestens hier im Maschinenraum einen Dämpfer: Die skeptische Trainerin betrachtet die eingestellten Gewichte, schüttelt den Kopf und befiehlt, auf ein Viertel des vorigen Übungsgewichts herunterzuschrauben. Wer das ignoriert, setzt spätestens am nächsten Gerät mit verzerrtem Gesicht freiwillig aus: Muskelzerrungen oder Muskelfaserrisse entstehen, wenn ein untrainierter Muskel ohne Aufwärmung über die Maße belastet wird, oft nach einer ruckartigen plötzlichen Bewegung. Etwas Gutes hatte der Besuch im Fitnesscenter also dann doch: Die Trainerin empfiehlt am Ende, leicht genervt, den Muskel die nächsten Tage vor Belastung zu schonen und das Bein lieber hochzulegen. Am besten auf die Couch.

Le guide

Georges Krack était ingénieur en agriculture et a passé sa vie à enseigner sa passion pour les métiers y reliés. Partager ses dadas allait rester son violon d'Ingres après la retraite. Il acquit un mini-bus confortable, créa la société Wine Tours et se mit à sillonner les routes de la Moselle avec des passionnés de bons nectars. Un an et huit mois plus tard, ses excursions ont tellement de succès que Georges a étendu son registre touristique et à la visite des vignobles et caves à vin se sont rajoutés des tours à travers la région des châteaux, de la petite Suisse, de l'héritage industriel dans le bassin minier, bref tout ce qui peut intéresser un visiteur étranger ou même un autochtone qui désire en savoir plus sur son pays. Pour les gourmands et les gourmets, à part les vignobles il fait aussi visiter pendant une journée entière des brasseries ou des sites de productions alimentaires. La visite d'un restaurant typique est aussi incluse dans la sélection du jour. Raison pour laquelle sa « Wine Tours » a du changer d'appellation et s'appelle aujourd'hui simplement *explore.lu*. Le prix global pour le guide et le transport tourne autour de 550 euros à se partager entre les participants (sept au maximum), tous les autres frais sont en sus. Pour une journée à la Moselle, on prévoit jusqu'à trois visites de caves à vins et un déjeuner, auxquelles on peut rajouter un tour en bateau, la visite de Schengen ou même une halte dans une bonne distillerie. GD

L'endroit

Aux clients du restaurant **Fin Gourmand** qui seraient navrés de ne plus y trouver le sourire accueillant de la belle-fille des Szele, nous conseillerons d'aller faire un petit tour au centre de Mondercange. Où vient d'ouvrir en face de l'église l'Epicerie du Fin Gourmand avec des produits locaux que Pauline Szele propose avec son amour pour la bonne qualité (photo : GD). Dans ce petit écrin très boisé et douillet, on trouve bien sûr avant tout le plat du jour concocté en cuisine par le mari Nicolas et le beau-père Gérard Szele. Une série d'autres délices s'y côtoient comme les croquettes faites à la main, des soupes et du bouillon maison, du Gorgonzola en vrac, des huiles, vinaigres, confitures et des sels mélangés par Nicolas Szele, celui au basilic étant parfait pour assaisonner une tomate-mozza. Comme cette jeune génération adore travailler en réseau et partager les spécialités du terroir, sont aussi offerts les produits de Pit Wanderscheid (dont la délicieuse sauce bolo), les fromages et yaourts de la ferme de Drauffelt ou les bougies parfumées de Virginie Depoorter. Si l'on y trouve aussi des petits pinards du sud, dont un en cubis, les maisons luxembourgeoises ne manquent pas à l'appel, même côté gin. Des sucreries d'un maître-artisan français de Sarreguemines arrondissent l'offre, tout comme de superbes paniers et corbeilles pour le cadeau idéal. Il serait dommage de ne pas passer dans cette petite caverne d'Ali Baba, surtout que de la capitale on ne met qu'une bonne dizaine de minutes à s'y rendre. GD



Le Grand-Duché de Luxembourg n'a jamais été une puissance coloniale, mais il fut largement associé à la politique coloniale de la Belgique. De nombreux Luxembourgeois partirent s'installer au Congo belge entre 1880 et 1960. Missionnaires, ingénieurs, commerçants, artisans et même fonctionnaires coloniaux, ils participèrent en grand nombre à la colonisation en Afrique centrale.

Dans la première monographie consacrée à l'aventure coloniale luxembourgeoise au Congo, l'historien Régis Moes retrace l'histoire des colons luxembourgeois et analyse leur statut légal au Congo belge, la composition socioprofessionnelle de leur groupe, mais aussi la propagande coloniale faite au Grand-Duché.

Cette colonie qui nous appartient un peu
La communauté luxembourgeoise au Congo belge 1883-1960

Ce travail de recherche de 438 pages illustrées, primé meilleur mémoire de Master 2 par la Fondation Robert Krieps en 2010, vient d'être réédité et est à nouveau disponible en librairie au prix de 35 euros ou sur land.lu